

RB 9734



Library
of the
University of Toronto

Digitized by the Internet Archive
in 2011 with funding from
University of Toronto

ECLAIRCISSEMENTS

DEMANDÉS A M. N** ,

Sur ses Principes Economiques, &
sur ses projets de législation ;

Au nom des Propriétaires fonciers &
des Cultivateurs François.

PAR M. l'Abbé BAUDEAU.

1775.

EXTRAIT
DES NOUVELLES EPHEMERIDES
ECONOMIQUES.

T A B L E.

A Vant-Propos ,	<i>page</i>
<i>Premier objet d'éclaircissements.</i> Principes généraux d'Economie politique , sur l'origine des sociétés policées , sur les droits de la propriété fonciere , sur la grandeur & l'utilité des avances & des travaux que font les Propriétaires & les Fermiers cultivateurs ,	
N°. I. Origine de la société ,	1
N°. II. En quoi consiste proprement la société ,	8
N°. III. Avances , travaux , succès des propriétaires fonciers & des cultivateurs. Vrai point central de la société , vraie source de la multiplication & du bien-être des hommes sur la terre ,	14
N°. IV. Des causes qui réduisent le Peuple à la misere , qui occasionnent des souffrances & des mortalités ; que ce mal n'est pas l'effet de la plénitude d'un bien ; que ce genre de malheur est trop connu sur la terre ; qu'il est l'effet infaillible & très commun des impôts dévastateurs , du régime fiscal & réglementaire , du faste , de la déprédation & du gaspillage des Cours ,	23

T A B L E.

qui ruine les Cultivateurs , les Propriétaires , & le Souverain lui-même ,	42
<i>Second objet d'éclaircissements.</i> Maximes particulières d'Economie politique ; systèmes sur ce qu'on appelle Etat ; bien de l'Etat , richesse de l'Etat , sur les manufactures les plus recherchées , sur le commerce extérieur , les prohibitions & les impôts ,	57
Nº. I. Principes de Colbert , adoptés par M. N** ,	61
Nº. II. Injustice manifestée de ces principes , qui sont absolument contraires aux intérêts des propriétaires & des cultivateurs , & même des ouvriers ,	70
Nº. III. Apologie des impôts par M. N** ; examen & réfutation de cette apologie ,	100
Nº. IV. Objections tirées de M. N** lui-même , contre le principe fondamental du système de Colbert , adopté par M. N** ,	113
Nº. V. Exposition de la doctrine économique de Henri IV & de Sully , opposée au système de Colbert & de M. N** ,	135
Nº. VI. De l'état de la France , tel que le voit M. N** , tel qu'il est , tel qu'il devint sous Colbert , tel qu'il étoit sous Henri	

T A B L E.

IV & Sully , tel qu'il seroit si l'on eût continué sur les mêmes principes ,	155
N°. VII. Réponse aux principales objections des Colbertistes : que l'administration économique est la plus favorable aux ma- nufactures , au commerce & aux autres Arts ; que la doctrine banale sur l'entrée de l'argent dans l'Etat , ou sur sa sortie , n'est qu'une illusion chimérique & dange- reuse ; que l'accroissement du commerce étranger peut avoir pour cause la ruine de l'Etat & la misère du peuple ; qu'il en est de même des succès de l'industrie dans les beaux Arts & dans les manufactures pré- cieuses ,	172
<i>Troisième objet d'éclaircissements.</i> Nouveau système de législation sur le commerce des grains proposé par M. N. Objet princi- pal de ces réglemens ; examen des motifs qui les font proposer , & des effets qui pourroient en résulter ,	210
N°. I. Que le but des partisans de la liberté n'est point de renchérir le prix du pain pour le consommateur ; que ce renché- rissement n'est point l'effet des loix ac- rueles ; preuve de cette vérité , que le prix naturel , maintenu par la lierté , est éga- lement avantageux au producteur de la	

campagne, & au consommateur de la Ville, 220

N^o. II. Preuves de fait que ce sont les régle-
ments & les prohibitions sur le commerce
des grains qui renchérissent le pain du con-
sommateur des Villes ; que c'est la liberté
qui le diminue de prix, bien loin de le
renchérir ,

N^o. III. Exposition de l'ancien état du com-
merce des grains sous l'empire des régle-
ments ; que ce commerce étoit nécessaire-
ment entre les mains de vrais monopo-
leurs ; qu'il s'exerçoit deux especes de mo-
nopolyes très profitables aux intéressés ;
mais très préjudiciables aux producteurs
& aux consommateurs , 263

N^o. IV. Examen des doutes & des craintes
de M. N**. Les propriétaires, les fermiers
& les marchands peuvent-ils faire le mal
qu'il semble redouter pour le commerce
intérieur ? Ses idées sur l'exportation sont-
elles analogues aux autres ? Sont-elles
certaines & indubitables ?

N^o. V. Nouveau système législatif , imaginé
par M. N** : outre son inutilité démon-
trée, ce système n'est-il pas évidemment
injuste ? 293

Fin de la Table.

Fautes principales à corriger.

PAGE 11, ligne 21, *le fils*, lisez *les fils* :

Page 12, ligne 16, *ses fruits*, lisez *les fruits* :

Page 15, ligne 6, *font les*, lisez *creusent les*.

Page 21, ligne 10, après *sauvages* mettez un point, & supprimez *le que*.

Même page, ligne 12, *peut embellir*, mettez *peuvent l'embellir*.

Page 47, ligne 20, *un très grand*, ajoutez *mal*.

Page 87, ligne 19, *qu'elle ne soit procurée*, lisez *qu'il ne soit procuré*.

Page 91, ligne 5 & 6, *ne l'a pas telle*, lisez *ne l'est pas*, supprimez le mot *telle*.

Page 92, ligne 9, *que les*, lisez *que dans les* :

Page 186, ligne 5, *vêtements*, lisez *des vêtements*.

Page 187, ligne 11, *n'appartienne*, lisez *n'appartient*.

Page 190, ligne 11, *ces peuples*, lisez *ses peuples*.

Page 200, ligne 6, *qu'ils*, lisez *qu'elles*.

Page 207, ligne 21, *fixer*, lisez *vexer*.

Page 232, ligne 15, *moitié moins*, lisez *de moins*.

Page 233, ligne 4, *quand*, lisez *puisque*.

Page 235 , ligne 16 , *n'en retirent* , lisez *ne retirent*.

Page 140 , ligne 16 , *observations* , lisez *details*.

Page 266 , ligne premiere & seconde , supprimez les mots & *raisonnable*.

En outre , je prie qu'on excuse les répétitions du même mot , les négligences de style , & d'autres fautes qui me seront échappées , dans un Ouvrage qu'on m'a sollicité de publier très promptement.





ÉCLAIRCISSEMENTS
DEMANDÉS A M. N***,
A U N O M
DES PROPRIÉTAIRES FONCIERS
E T
DES CULTIVATEURS FRANÇOIS.

AVANT-PROPOS.

Vous venez, Monsieur de présenter à la Nation Française un nouvel écrit que l'importance du sujet, le nom de l'Auteur, & la circonstance du moment rendent intéressant.

Après nous avoir développé vos idées générales d'économie politique; après avoir analysé plusieurs principes de l'administration actuelle, qui vous

ont paru fondés sur des erreurs très dangereuses ; vous nous proposez de remplacer , par de *nouveaux systèmes* , notre législation ancienne & moderne sur un des objets les plus essentiels du Gouvernement.

Trouvez bon que je me borne à vous demander quelques éclaircissements au nom des propriétaires & des cultivateurs du Royaume ; ils pourroient s'offenser , non seulement de plusieurs expressions qui vous sont échappées , mais encore de vos idées politiques & de vos vues législatives.

L'empressement avec lequel je m'adresse à vous-même pour dissiper ces nuages , vous prouvera , Monsieur , combien j'ai de respect pour vos intentions , d'estime pour vos talents , & de confiance en votre loyauté,





PREMIER OBJET D'ÉCLAIRCISSEMENTS.

PRINCIPES généraux d'Economie politique , sur l'origine des sociétés policées , sur les droits de la propriété fonciere , sur la grandeur & l'utilité des avances & des travaux que font les Propriétaires & les Fermiers cultivateurs.

QUAND je suis obligé de protester , au nom d'une partie de la Nation Françoisé , contre un ouvrage aussi vanté que le vôtre , Monsieur , je dois commencer par justifier les motifs de ma réclamation : je m'acquitte de ce devoir.

Voici donc celles de vos expressions qui pourront frapper les Propriétaires

fonciers du Royaume. En vous résu-
mant vous-même à la fin de votre
Ouvrage; en y récapitulant vos
principes (*Conclusion, chap. 12*) vous
vous écriez : » En arrêtant sa pensée
» sur la société & sur ses rapports ,
» on est frappé d'une idée générale
» qui mérite bien d'être approfon-
» die ; c'est que presque toutes les
» institutions civiles ont été faites
» pour les Propriétaires. On est
» effrayé, en ouvrant le Code des
» Loix, de n'y découvrir par-tout
» que cette vérité. On diroit qu'un
» petit nombre d'hommes, après
» s'être partagé la Terre, ont fait
» des loix d'union & de garantie
» contre la multitude, comme ils
» auroient mis des abris dans les bois
» contre les bêtes sauvages . . .

Vous aviez dit précédemment
(tome 2. page 149) : » Il est une
» grande vérité peu remarquée ; c'est

» que la classe de la Nation qui vit
 » de son travail , ne peut se ressentir
 » de la bonté du Souverain qu'autant
 » que ses bienfaits sont momenta-
 » nés , parceque toute faveur d'ar-
 » gent uniforme & constante devient
 » toujours la proie des Propriétaires.
 » *Ce sont des lions & des animaux*
 » *sans défense qui vivent ensemble.*
 » On ne peut augmenter la part de
 » ceux-ci qu'en trompant la vigi-
 » lance des autres , & ne leur laissant
 » pas le temps de s'élancer.

Et quand vous parliez sans figures
 de rhétorique (i. p. c. 25. p. 166) vous
 vous demandiez à vous même au su-
 jet du Peuple : « D'où vient sa misère
 » dans tous les temps , dans tous les
 » pays , & quelle en fera la source
 » éternelle ?

A quoi vous aviez répondu sur-le-
 champ : « C'est le pouvoir qu'ont les
 » Propriétaires de ne donner en

» échange d'un travail qui leur est
 » agréable , que le plus petit salaire
 » possible , c'est-à-dire , celui qui
 » représente le plus stricte néces-
 » faire.

... » Cet empire du Proprié-
 » taire sur l'homme sans propriété
 » ne changera jamais ; il *augmente* ,
 » au contraire.

Pénétré de cette *idée générale* , qui
 vous paroît une *grande vérité* , vous
 avez voulu remonter jusqu'à l'origine
 des droits que s'attribuent ces ter-
 ribles Propriétaires , ces maîtres du
 Peuple , ces lions qui s'élancent sur
 lui ; & voici le résultat de vos médi-
 tations philosophiques. (1 *partie. ch.*
26. page 172).

» La propriété héréditaire est une
 » loi des hommes ; elle fut établie
 » pour leur bonheur ; & c'est à cette
 » condition qu'elle est maintenue.
 » Celui qui , dans l'origine des so-

„ ciétés, mit quelques pieux autour
 „ du terrain, & y jeta la semence
 „ que la terre avoit produite d'elle-
 „ même dans un autre endroit,
 „ n'auroit jamais pu obtenir à ce seul
 „ titre le privilege exclusif de ce ter-
 „ rein pour tous ses descendants jus-
 „ qu'à la fin des siècles. Tant d'avan-
 „ tage ne pouvoit appartenir à *un si*
 „ *petit mérite.*

Dans le noble enthousiasme que
 vous inspire cette découverte, vous
 apostrophiez ainsi les Propriétaires
 (*page 176*). „ Votre titre de posses-
 „ sion est-il écrit dans le Ciel ?
 „ Avez-vous apporté votre terre
 „ d'une planète voisine, & pouvez-
 „ vous l'y rapporter ? Quelle force
 „ avez-vous donc que vous ne teniez
 „ de la société ? *Vous jouissez par*
 „ *l'effet d'une convention générale . . .*

Vous venez ensuite aux Ecrivains
 qui se sont déclarés les partisans des

Propriétaires & des Fermiers, tels que nous autres Economistes ; & vous nous donnez cette leçon (*page 177*).

» On défigure tout en exagérant ;
 » on commence par confondre l'im-
 » portance du propriétaire (*fonction*
si facile à remplir, dites-vous en pa-
 renthese) » avec *l'importance de la*
 » terre, puis les desirs indéfinis de
 » ce Propriétaire, *qui n'intéressent*
 » que lui, avec la satisfaction suffi-
 » sante, qui intéresse la société.

C'est au premier principe de cette société que vous remontez sur-le-champ (*chap. 27. page 182.*) pour y trouver le fondement de tous vos axiômes.

» Les deux premiers hommes qui
 » se réunirent firent, par un pacte
 » secret, le sacrifice d'une portion
 » de leur liberté ; l'un d'eux quoique
 » le plus fort, promit à l'autre de ne

» pas se mettre devant son soleil , de
 » ne pas jeter à la mer les fruits de
 » leur chasse quand il en auroit trop ,
 » de ne pas l'empêcher de manger
 » lorsqu'il n'auroit plus faim , dût-il
 » être incommodé par l'odeur des
 » viandes. L'autre , plus foible , pro-
 » mit de ramasser le gibier , de l'ap-
 » piêter , d'arranger la cabane com-
 » mune.

» Ce code , d'abord bien simple ,
 » devint plus compliqué à me sure que
 » le nombre des hommes s'accrût.
 » Mais le *principe général de leur*
 » *union* resta toujours le même , & la
 » Science des loix consiste à fixer les
 » degrés où la liberté individuelle
 » blesse l'ordre public.

Telles sont , Monsieur , les idées
 philosophiques dont l'espece d'en-
 chaînement vous a conduit à imagi-
 ner une législation nouvelle. Son ef-
 fet principal est , comme vous le

dites en vingt endroits , de tempérer
la puissance des propriétaires. Exami-
 nons par ordre toutes ces idées.

N°. PREMIER.

Origine de la société.

Le pacte social a , selon vous ,
 pour premier fondement la tyrannie
 d'une part , & la servitude de l'autre.
 Car en fin votre homme plus fort est un
 tyran féroce , puisqu'il ne connoît d'u-
 sage de sa liberté que les plaisirs abo-
 minables d'ôter au foible son soleil ,
 & de jeter à la mer les restes mêmes
 de son repas , pour l'empêcher de les
 manger ; puisqu'il regarde *comme un*
sacrifice le parti qu'il prend de renon-
 cer à ses violences , par l'espérance de
 se procurer un serviteur qui lui ra-
 masse le gibier , qui lui prépare ses
 aliments , & qui lui range sa cabane.

Votre homme foible est un lâche
 esclave , puisqu'il respecte même le

sommeil d'un homme farouche , qui regarde comme un malheur d'être incommodé par l'odeur de ses aliments , & comme un grand bienfait de lui laisser la vie.

Croyez vous de bonne foi , Monsieur , que l'homme naturel soit si vil & si barbare ? Non sans doute.

Mais d'ailleurs , j'ose vous demander à quoi bon ces *romans* sur l'origine de la société , qu'on trouve dans tous les livres soi-disant philosophiques de nos jours.

„ *Quand les hommes se réunirent en société* „. C'est l'exorde bannal. On rassemble quelque part en idée plus ou moins de créatures humaines bien formées , bien pensantes , bien raisonnantes ; on leur fait faire *un pacte* , une convention secrète ou publique , tacite ou formelle , écrite ou non écrite ; & chacun met dans ce *pacte* tout ce qu'il a dans la tête.

Mais , Monsieur , tous ces hommes font-ils nés sans pere & mere ? Sont-ils nés tout aussi grands , tout aussi forts , tout aussi raisonnables que les voilà ? Permettez que j'en doute.

Vous les regardez comme les fondateurs de la premiere société ; moi je les regarde comme les effets d'une autre société , dans laquelle ils ont dû vivre pendant plusieurs années.

N'est-ce pas dans une société qu'un premier amour leur donna la vie , qu'un second amour éleva leur longue enfance.

Un pere , une mere , des freres & des sœurs , ne forment-ils dont pas en effet cette premiere société que vous oubliez ? Pourquoi la triste philosophie de quelques publicistes atrabilaires veut-elle détourner nos regards de cette origine ? n'est-ce pas celle où nous sommes nécessairement rappelés par la nature ?

Dans cette société primitive , le pere est l'homme fort , le fils est l'homme foible ; mais le pere ne ressemble point à votre tyran ; le fils ne ressemble point à votre esclave.

Qui nous empêche , Monsieur , de suivre les progrès d'une famille unie par l'amour , animée par la confiance , & conduite par la sagesse ? Semblable à l'Auteur de Robinson Crusoé , ne pouvez-vous lui donner pour second dans son isle que le malheureux Vendredi ? Mettez à la place une compagne aimable & chérie ; faites croître autour d'eux une postérité nombreuse & raisonnable , vous aurez bientôt peuplé l'isle entière d'une société fortunée. Robinson sera le Monarque ; étendez le territoire , partagez les tribus qui reconnoissent pour chef le premier fils de Crusoé , vous aurez des Royaumes & des Empires.

Pour jouir en esprit d'un spectacle

si doux , ne divisez point les enfans ,
ne les arrachez point à la famille qui
les vit naître , ne les dispersez point
dans les bois comme les bêtes sauvages ,
dans le dessein de les rassembler
ensuite sans raison & sans ordre ,
pour leur dicter vos conventions &
vos pactes arbitraires.

Si l'*instinct varié* de presque tous
les animaux se réduit à vivre au ha-
sard des productions que donne la na-
ture ; si l'instinct du plus petit nom-
bre est de conserver des aliments &
de se bâtir des retraites , celui de
l'homme est de cultiver la terre pour
en multiplier ses fruits , pour assurer
par eux les jouissances qui font la pro-
pagation & le bien-être de notre es-
pece.

La *culture* est parmi les êtres vi-
vants le caractère spécial & distinctif
de l'homme sur la terre ; c'est par elle
qu'il en est proprement le maître.

Que le sage Robinson & sa fidelle moitié soient à vos yeux un couple de cultivateurs , vous ne ferez plus le roman de la nature humaine , vous en ferez l'histoire.

Doutez vous qu'ils forment *une premiere société* ces tendres époux & ces enfants chéris qui les environnent ?

Déjà les premiers rameaux se réunissent , déjà de nouvelles alliances vont donner l'être à d'autres rejetons ; pourquoi supposez-vous que les nouveaux époux vont prendre la fuite ; qu'ils vont courir les deserts ? Quel motif auroient-ils de renoncer aux lieux qui les ont vu naître , à la tendresse des parents qui les éleverent , à l'amitié des freres & des sœurs qui vivent encore au sein de la premiere famille ? Quels plaisirs & quels biens trouveroient ils de plus dans une vie sauvage ? Suivons cette

idée , Monsieur , & bientôt vous verrez la société s'aggrandir ; vous verrez tous ses nœuds se former & se multiplier.

Nº. I I.

En quoi consiste proprement la société.

Comment peut-on assigner & spécifier les vraies relations sociales ? Je trouve que ce problème vous avoit paru digne de votre attention. Il est en effet très intéressant.

Mais , selon nous , Monsieur , c'est le partage des fonctions , des avances & des travaux qui *constitue la vraie société* parmi les hommes.

Cette idée fondamentale est éloignée de celle que vous avez exposée ; mais peut-être n'en est-elle pas moins véritable.

Tandis que les uns remplissent les fonctions de l'*autorité* , c'est-à-dire , de la sollicitude paternelle ; qu'ils

nous instruisent , qu'ils nous jugent , qu'ils nous défendent , qu'ils nous préparent de grandes commodités publiques ; les autres font des avances foncières , défrichent les terres , plantent les arbres , font les fossés , bâtissent les édifices ; d'autres se préparent à cultiver les terres défrichées ; ils rassemblent des animaux , des outils , & des semences de toute espèce.

Ces travaux primitifs concourent à la naissance des denrées qui servent à la subsistance , & des matières qui servent aux ouvrages de tous les Arts ; ils donnent les aliments , les boissons , la soie , la laine , le coton , les peaux , les bois , & les minéraux divers.

Les manufacturiers rassemblent les matières , les polissent , les unissent , les incorporent les unes aux autres , les voient par mer ou par terre , les

transportent du lieu de leur naissance à celui de leur consommation : les Marchands les achètent pour les revendre ; les Ouvriers en font des édifices , des habits , des meubles , des bijoux.

Ceux qui furent plus heureux , plus sages , plus habiles , s'élevent en tous les genres au rang d'entrepreneurs , de Directeurs en chef des travaux divers. Ceux qui n'eurent ni la même fortune , ni la même conduite , ni la même force , ni la même industrie , demeurent au rang subalterne , & travaillent sous les ordres des premiers.

Voilà , Monsieur , ce qui constitue *la société*. Ce n'est pas pour lui seul que le militaire est armé , c'est pour tous ses compatriotes ; ce n'est pas pour lui seul que le propriétaire a défriché , bâti , planté , c'est pour le Soldat , le Juge , l'Administrateur public.

public. C'est aussi pour le manufacturier , le voiturier , le marchand & l'ouvrier , pour eux & pour les compagnons de leurs travaux.

Chacun a sa fonction , son intérêt , son devoir & son droit , ses avances , ses travaux , son salaire & ses jouissances.

Remontez à la famille originelle , vous trouverez que la nature elle-même indique ce partage , & le rend comme nécessaire. L'inégalité de forces , de santé , d'esprit & d'énergie morale qu'elle met entre les sexes , les âges & les individus , oblige le pere commun à partager les travaux parmi ses nombreux enfants , à mesure qu'il voit multiplier autour de lui sa postérité.

Dans cette inégalité , ce seroit le comble de la folie d'abolir les individus , & d'exiger que chacun se suffise

à lui-même sans secourir les autres ,
& sans en être secouru.

Des millions d'hermites absolument séquestrés ; c'est ainsi que vous concevriez le genre humain , si vous admettiez cette ressemblance des propriétés également distribuées à tous les hommes que vous envisagez , *comme la plus conforme à la félicité publique* (1. part. p. 26).

Ces hommes ne seroient *point en société* ; mais ils vivroient *tous* dans l'état de misère où nous gémissons de voir réduit un grand nombre de nos semblables. Obligés d'acheter par un travail assidu *le plus stricte nécessaire*. Exposés sans cesse aux accidens les plus terribles , & privés de ressources dans leur malheur. Tel seroit le sort des hommes isolés , contraints de se loger , de se nourrir , de se vêtir eux mêmes ; cette *égalité*

des propriétés , bien loin d'amener la *félicité publique* , ne seroit évidemment qu'une *misere universelle*.

Enviez-vous le destin d'une horde sauvage , tels qu'on nous décrit les Naturels de l'Amérique septentrionale ? encore y trouvez-vous un commencement de société , c'est à-dire un partage de fonctions & de travaux. Les guerriers chassent & combattent sous la conduite de leurs chefs ; les vieillards gardent la maison , apprêtent les dards & les filets ; les femmes cultivent les jardins , font cuire les aliments , & portent les vivres aux guerriers.

Mais le mieux logé , le mieux nourri , le mieux vêtu de ces barbares ne l'est pas aussi bien que le moindre de nos Artisans , que le dernier valet de nos basse-cours.

Encore ne peut-il subsister que deux ou trois cents de ces individus réduits

à ce stricte nécessaire dans un espace aussi grand qu'une de nos plus belles Provinces ; encore la chasse & la pêche de ce territoire occasionnent-elles des guerres sanglantes & continuelles entre ces peuplades féroces.

Laiſſons , Monsieur , laiſſons aux Poètes & aux Rhéteurs ces peintures exagérées des plaisirs qu'on doit goûter dans la vie sauvage. Chasser & pêcher par nécessité pour vivre au jour le jour , être exposés à demi-nuds à toutes les influences de l'air , ou étouffés de fumée dans une cabanne infecte , avoir pour aliments des chairs , des poissons , ou quelques grains de maïs à demi-grillés , sans autre assaisonnement ; de l'eau pour toute boisson , une pagne & quelques vieilles peaux de castor en lambeaux pour tout vêtement , une hutte pour logement , pour lit un tas de mousse & de roseaux , un collier de

verre pour parure. Quelques pipes de tabac pour amusement , & trembler sans cesse qu'un peuple voisin ne vienne incendier vos cabannes , mettre en fuite vos guerriers , vous enchaîner avec vos femmes & vos enfans , vous brûler tout vifs , & se nourrir de vos entrailles. Le voilà , ce sort merveilleux des sauvages , que les charmes de l'éloquence ou de la poésie peut embellir aux yeux d'un Sybarite efféminé , que toute singularité frappe , & retire pour un moment de sa langueur. Mais le dernier de nos mendiants ne voudroit pas changer son état pour celui là. Son raudis seroit un palais pour le chef des sauvages , ses haillons une parure , & la soupe qu'on lui distribue à la porte des Couvents, un repas délicieux.

Non , Monsieur , non , ce n'est pas à des Philosophes qu'il convient de

calomnier la société, de vanter la vie barbare, & cette *chimérique égalité des propriétés*, qui rendroit tous les hommes étrangers à leurs semblables.

Le partage des fonctions & des travaux qui caractérise les sociétés policées, est par lui même la source de notre prospérité. C'est le seul moyen d'opérer la multiplication & le bien-être de notre espèce sur la terre.

Mais dans ce partage, qu'on doit regarder comme le fondement & l'origine des *relations sociales*, il est un centre primitif & principal, auquel tout se rapporte. Ce sont les propriétaires fonciers & les cultivateurs, leurs avances, leurs travaux & leurs succès.

La voilà, Monsieur, l'idée philosophique dont l'importance méritoit mieux de vous frapper. Permettez que je vous la développe.

N^o. III.

Avances , travaux , succès des propriétaires fonciers , & des cultivateurs , vrai point central de la société , vraie source de la multiplication & du bien-être des hommes sur la terre.

Vous êtes effrayé , Monsieur , que les institutions civiles aient été faites pour les propriétaires !

Que ce soit principalement pour la garantie des propriétés foncières , je vous prouverai tout-à l'heure qu'il en doit être ainsi , parcequ'elles sont la base de tout l'édifice social.

Mais , Monsieur , il est d'autres propriétés que celles des fonds de terre ; les loix , les institutions civiles doivent les garantir , & dans le fait , les garantissent également.

Les propriétés personnelles ne sont-

elles pas inviolables ? Est-il permis d'assassiner , de mutiler , de maltraiter les citoyens , de les enchaîner , de les renfermer ? Les facultés corporelles , intellectuelles & morales que nous acquérons dans la société ne sont-elles pas des biens précieux & inestimables ? N'avons-nous pas la liberté d'en user ; & s'il existe encore quelques restrictions à cette liberté , n'est-ce pas uniquement par le fisc & par les réglemens dont vous vous déclarez le défenseur.

Les *propriétés mobilières* ne sont-elles pas sous la sauve-garde des loix & de la justice ? Enlève-t-on impunément vos meubles , vos voitures , vos bijoux ? Force-t-on votre cave , vos greniers , votre garde robe ou votre coffre-fort ?

Les propriétaires fonciers & leurs fermiers ne sont point effrayés que l'autorité tutélaire vous procure cette

sûreté de vos propriétés personnelles & mobilières : pourquoi vous *esfrayez-vous* de ce que la même autorité leur accorde celle de leurs terres & de leurs récoltes ?

Quoi ! Monsieur , celui qui possède cent mille francs en argent , en papiers , en meubles , en bijoux peut les garder paisiblement , les dépenser à son gré , les transmettre à ses héritiers , vous voyez là de la justice.

Mais s'il est assez sage , assez bien-faisant pour employer ces cent mille francs à défricher une terre inculte , à bâtir , à planter , à labourer , à semer , il ne sera pas également équitable qu'il jouisse de son fonds & de sa récolte ; qu'il en fasse jouir sa postérité ?

N'est ce-donc pas le prix de ses avances & de ses travaux ? A vous entendre , on seroit presque tenté d'imaginer que vous ne le croyez pas.

C'est, dites-vous, *une fonction si facile* que celle de propriétaire, ou de cultivateur. C'est un *si petit mérite*. Les propriétaires se sont *partagés la terre* ; voilà tout ; ils ne jouissent que *par une convention* ; ils n'ont pas *d'autres titres*.

S'il étoit vrai que vous eussiez de telles idées, je vous proposerois une petite expérience.

Choisissez dans cette immensité de terres absolument incultes qui restent malheureusement au milieu de toutes nos provinces, six ou sept mille arpents de fonds excellents par nature ; il en existe plusieurs millions de la meilleure qualité possible, qu'on vous donnera gratuitement, si vous vous obligez à y remplir *cette fonction si facile de propriétaire foncier*. Je puis même vous assurer qu'on vous saura gré de ce *petit mérite*.

Essayez donc, Monsieur, d'y faire

bâtir seulement quarante ou cinquante fermes , de chacune deux ou trois charrues ; essayez de faire défricher , épierrer , fossayer les sept à huit mille arpents , & d'y faire planter les arbres nécessaires.

Rassemblez ensuite les chevaux , les bœufs , les vaches , les moutons , & le reste des animaux qui doivent peupler vos cinquante basse-cours , les ouvriers agricoles qui doivent exploiter les cinquante domaines.

Préparés les subsistances provisoires que doivent consommer en dix-huit mois les hommes & le bétail , avec toutes les semences nécessaires , les meubles & les vêtements , les outils aratoires de vos cultivateurs.

Si par hasard il vous falloit employer plus de trois millions d'argent comptant , avec beaucoup de temps , de soins & d'intelligence , vous changeriez probablement alors de langage.

Non , Monsieur , une *convention* , un *partage* ne font point de propriétaires , parceque la nature abandonnée à elle-même ne fait ni prés , ni terres , ni vignes , ni vergers , mais des marais , des friches , des forêts sauvages.

Vous nous accusez de confondre ce qu'il vous plaît d'appeller l'*importance de la terre* avec les intérêts du *propriétaire*.

Nous ne les confondons point ; car selon nous elle est absolument nulle cette *importance* de la terre en *friche* , dénuée des avances du propriétaire & de celles du cultivateur.

Ce qui la rend *importante* , c'est le *travail* , c'est la *dépense* de celui qui bâtit , qui défriche & qui cultive.

Voilà *son titre* , qui ne vient point de la *convention* , ni du partage arbitraire ; il vient de son talent & de son argent comme vos richesses pécunieres.

Pourquoi ne voudriez-vous pas qu'il en jouît , comme vous jouissez des vôtres ?

Les gens de la Ville s'imaginent que la qualité de propriétaire foncier ne coûte rien , & que pour être cultivateur il suffit d'avoir des bras.

Comment pouvez-vous, Monsieur, les confirmer , pour ainsi dire , dans cette erreur , vous qui me paraissez en tout si bien instruit !

Dites-leur donc qu'il en coûte autant pour former un domaine cultivable que pour l'acheter tout formé. L'acquéreur ne fait que rembourser les avances du fondateur.

Dites-leur donc qu'il faut des avances & de très grandes avances pour être laboureur ; qu'une dépense de cinquante mille francs, est la première avance foncière d'un très petit domaine , & qu'un atelier de culture de trente mille francs de

premier fonds, n'est que l'avance d'un médiocre Laboureur.

Dites que si nous avions les vingt-quatre millions d'habitants que vous donnez à la France , d'après les relevés illusoires & frauduleusement dressés que vous citez en marge (1. p. page 39), il faudroit , pour leur subsistance & leur entretien , que les avances des cultivateurs fussent de plus de six milliards , & celles des propriétaires de plus de douze.

Est-ce donc un si petit mérite d'avoir fait ces *avances* & de les avoir *entretenuës* , même dans le temps où il triomphoit , ce beau systême de Colbert , si vanté par d'autres & par vous-même , de sacrifier ces propriétaires , ces cultivateurs , leur fonds & leurs récoltes à je ne fais quel petit & misérable intérêt mercantile dont nous verrons tout-à-l'heure la futilité.

Je dis *entretenir* ; car vous savez , Monsieur , ce qu'ils ignorent , encore les citadins occupés de leurs comptoirs & de leurs bureaux , que les richesses du propriétaire & du cultivateur , transformées en héritages cultivables & en ateliers d'exploitation , vont sans cesse dépérissant par l'ordre de la nature.

Il faut réparer & reconstruire les édifices , remarnier les terres , récurer les fossés , replanter les vignes & les vergers ; il faut réparer les instruments aratoires , renouveler les troupeaux. Ce n'est pas comme l'argent des Capitalistes , qui ne s'use pas à servir.

Et combien de dangers , combien de pertes n'essuient pas le propriétaire & le cultivateur ?

Si l'on disoit aux gens des Villes que la fonction la plus *facile* est d'écrire & de chiffrer dans une boutique , dans un étude , dans un bureau ,

.. ...

dans un comproir ; que le *mérite* n'est pas grand de gagner beaucoup en travaillant peu , en faisant peu d'avances , & en ne courant presque aucun risque ; vous auriez peut-être à vous reprocher de leur attirer cette juste représaille.

Ce ne sera pas de notre part que vous entendrez de pareils reproches. Toute fonction est bonne & utile , excepté celles qui violent & rançonnent les propriétés & les libertés des citoyens

Mais celles des propriétaires fonciers , & celles des cultivateurs sont principales & fondamentales ; c'est là ce que je veux vous rappeler à vous , Monsieur , qui ne pouvez l'ignorer.

Item. Il faut vivre. Premièrement , ce sont les avances , les travaux des propriétaires & des cultivateurs qui nous fournissent toutes les subsistances.

Item.

Item. Il faut des matieres pour tous les ouvrages des arts utiles & agréables ; & c'est encore aux propriétaires & aux cultivateurs que nous les devons , même cet or & cet argent dont vous faites un si grand cas (1 *part. p.* 19) que vous les mettez au-dessus de tous les autres biens.

L'art de tirer les métaux du sein de la terre fait partie de la culture , comme la chasse , la pêche & le pâturage.

Vous parlez de prospérité du genre humain , de sa multiplication & de son bien-être , & vous excluez les propriétaires , les cultivateurs , la production totale des terres & le produit net ; c'est le début de votre livre : je crains qu'il ne paroisse trop singulier.

« Les richesses de l'Etat » dites-vous (1. *part. pag.* 17) » ne sont
» point les revenus du Souverain ;

» car si ces revenus ont un rapport
 » avec la fortune publique , ils en ont
 » un aussi avec la sagesse ou l'impé-
 » ritie de ceux qui gouvernent , &
 » qui ne mesurent pas toujours les
 » impôts sur les facultés de la Na-
 » tion » (mais quand ils sont mesu-
 » rés sans impéritie).

» Les richesses de l'Etat , dans le
 » moment où on les compare à la
 » population , ne seront pas non plus
 » composées des biens qui sont *essen-*
 » *tiellement nécessaires* à cette popu-
 » lation ; on ne pourra donc point
 » comprendre alors sous ce nom de
 » richesses , ni la terre qui nourrit les
 » hommes , ni les *avances* en outils ,
 » en animaux , en bâtimens , en
 » denrées nécessaires pour la se-
 » mence , pour la culture. Tous ces
 » genres de biens font comme partie
 » absolue de la population ; car on ne
 » peut pas séparer l'homme de sa
 » subsistance.

Je remarque d'abord ici, Monsieur, que vous les connoissez très bien ces *avances* des propriétaires & des cultivateurs, qui font leur titre, sans être descendues du Ciel, qui rendent leurs fonctions un peu plus *difficiles* & plus *méritoires* que vous ne faisiez semblant de le croire.

Car enfin si les peres de tels propriétaires & de tels fermiers avoient dissipé, comme ils le pouvoient ces avances considérables, nous aurions encore des friches à la place des domaines qu'ils font valoir.

Mais pourquoi les excluez-vous du culcul des richesses comparées avec la population; & qu'entendez vous par cette comparaison?

Les *vraies richesses* d'un Etat sont les avances foncières & les avances de la culture; ce sont les premières, les plus réelles, les plus solides. La *population* & le *bonheur* sont les *effets* de

ces richesses ; & je ne fais point ce que c'est qu'une prétendue comparaison entre la cause & son effet , alambiquée par de grands mots vuides de sens pour faire disparaître la cause.

Parlons simplement & sans embâge. Voici deux pays d'égale étendue , dont le sol est parfaitement le même de par la nature.

Lequel des deux sera plus riche , & par conséquent contiendra le plus grand nombre d'habitants vivants dans un plus grand bien-être ?

Lequel sera plus pauvre , & par conséquent renfermera moins d'hommes plus misérables ?

Si l'un des deux a moins de terres en friches , s'il a beaucoup de grandes & bonnes avances foncières , de grandes & bonnes avances , de riches cultivateurs en tous les genres de productions des trois regnes (végétal , animal & minéral) , par conséquent

une très grande masse de subsistances ,
 une très grande masse de matieres
 premieres ; je dis hardiment qu'il est
 très riche , qu'il contient une popu-
 lation nombreuse , & que les hom-
 mes y sont bien

J'ajoute même que le Souverain y
 jouit d'un grand revenu, d'une grande
 force politique , sans que l'impérialité
 de ses Ministres soit obligée de fou-
 ler les Peuples.

Si le second de ces Etats a beaucoup
 de terres en friches , s'il y a peu d'a-
 vances faites par les propriétaires
 forciers , peu par les cultivateurs de
 tous les genres Il y a peu de récoltes,
 il y a peu d'hommes , ils sont mal-
 heureux ; & malgré tout ce que fera le
 Gouvernement , le Souverain y fera
 dans la misere & la foiblesse.

Convenez , Monsieur , qu'il fal-
 loit beaucoup d'*art* pour embrouiller
 une vérité si simple , & pour séparer

l'idée de la richesse d'un Etat de celle des avances faites par les propriétaires & les Fermiers.

Voici donc celui qu'on vous soupçonnera d'avoir mis dans les premiers Chapitres de votre ouvrage.

Vous supposez *des biens qui sont absolument nécessaires à une population donnée*. Vous mettez en fait *qu'on ne peut pas séparer l'homme de sa subsistance* (1 par. ch. 4) ; & c'est de là que vous partez pour effacer d'un trait de plume du catalogue de nos vraies richesses toutes les propriétés foncières , & tous les capitaux de la culture.

„ Ainsi, dites vous (*ibid.*), les
 „ seules richesses qui forment une
 „ puissance distincte de la popula-
 „ tion, ce sont les biens *surabondants*
 „ de toute espèce, qui s'amassent
 „ dans une société, & qui, suscep-
 „ tibles d'être échangés contre les

» services étrangers , peuvent aug-
 » menter la force publique.

» Ces biens consistent principale-
 » ment aujourd'hui dans les matieres
 » précieuses telles que l'or & l'argent.

Ne craignez pas , Monsieur , que
 je discute cet éloge indirect *des Capitalistes* , ni que j'examine avec trop
 de rigueur s'il est vrai , comme bien
 d'autres l'ont dit avant vous , & le
 diront peut être encore après , que le
 grand point d'un Gouvernement ha-
 bile soit de laisser remplir d'une ma-
 niere quelconque un certain nombre
 de coffres-forts , afin de les vuider par
 des emprunts quand on veut *payer des*
services étrangers.

Je me borne a vous ramener , vous
 & vos lecteurs , vers cette idée d'une
 vraie , d'une solide richesse qu'il ne
 faut opposer ni à la population , ni au
 bonheur , puisqu'elle en est la cause ,
 & qu'ils en font les effets nécessaires.

Civ

Cette richesse est précisément & uniquement celle que vous rejetez par un sophisme. Celle des *avances* faites par les propriétaires fonciers & par les cultivateurs.

» Je n'en tiens pas compte » dites-vous » parceque tous ces genres de
 » biens font comme partie absolue
 » de la population ; ils sont essentiel-
 » lement nécessaires à cette popula-
 » tion ; car on ne peut pas séparer
 » l'homme de sa subsistance.

Il feroit bien à désirer que cette raison là fût une vérité. Mais , hélas ! Monsieur , vous êtes vous-même bien persuadé du contraire , & vous le dites de la manière la plus énergique à quinze pages de là (*chap. 6. pag. 30*).

» La population condamne sans
 » doute à des *privations* la classe in-
 » dustrieuse des Citoyens Elle
 » s'étend ; & en s'étendant , elle ac-
 » croît d'une manière inévitable le
 » nombre des misérables.

N'est-ce pas là *séparer peu-à-peu l'homme de sa subsistance ?*

» Il est un période » ajoutez vous (page 23) » où la population vient droit à surpasser la somme des subsistances ; alors il y auroit des souffrances & des mortalités.

Il est vrai que votre politique bienfaisante & consolatrice cherche à nous rassurer contre un semblable péril. » Selon vous , ce mal est l'effet de la plénitude du bien ; c'est un vase rempli qui déborde : ce genre de malheur , est peu connu sur la terre ». Je ne puis me dispenser de soumettre ces assertions à votre propre examen.



Des causes qui réduisent le Peuple à la misere , qui occasionnent des souffrances & des mortalités ; que ce mal n'est pa. l'effet de la plénitude d'un bien ; que ce genre de malheur est trop commun sur la terre ; qu'il est l'effet insaisissable & très commun des impôts désastreux , du régime fiscal & réglementaire ; du faste , de la déprédation & du gaspillage des Cours , qui ruinent les Cultivateurs , les Propriétaires , & le Souverain lui-même.

Il seroit bien étrange , Monsieur , que votre esprit observateur , si fécond en remarques , eût négligé celle-ci. Fuyons les applications particulières , bornons nous aux généralités , pour n'offenser personne.

Supposez un grand état agricole tout couvert de riches propriétés fon-

cieres , exploitées par de riches Fermiers. Supposez que l'industrie de toute espece , que les arts & le commerce y jouissent de la plus grande liberté , de la plus grande immunité possibles ; que le Souverain , content de recevoir une portion du revenu quitte & net des fonds de terres , emploie sagement sa richesse aux grands travaux utiles , qui font croître sans cesse la force & la prospérité de son Empire.

Convenez que dans les détails de ces tableaux vous concevez un grand nombre d'hommes heureux. Le propriétaire , le cultivateur , le manufacturier le marchand , l'artisan , le journalier seront bien logés , bien nourris , bien vêtus , eux & leurs familles , jouiront d'une aisance honnête , tels & plus heureux encore que les habitants des campagnes de Hollande , de Suisse , d'Angleterre

& de quelques-uns des cantons d'Allemagne.

Placez dans cette heureuse contrée deux ou trois générations de despotes, enivrés d'orgueil, qui ne respirent que la guerre, les conquêtes, les plaisirs bruyants, les dépenses fastueuses.

Donnez leur pour Ministres, des financiers impitoyables, multipliez les taxes & les droits de toute espece, aggravez les contraintes, joignez les chicanes, les monopoles, les privileges exclusifs, les réglemens arbitraires, aux Aides, aux Gabelles, aux Milices, aux corvées :

Bientôt vous verrez tout le peuple retrancher la majeure partie de ses jouissances, & diminuer toutes les consommations qui font le bien être & la douceur de la vie.

Vous verrez les cultivateurs qui seront obligés de laisser dépérir leurs

avances , les propriétaires , qui laisseront par force délabrer leurs héritages.

Cependant le Trésor Royal sera toujours épuisé de plus en plus ; de nouveaux besoins amèneront de nouvelles exactions , & ces nouvelles exactions occasionneront de nouvelles ruines.

Voilà , Monsieur , une cause évidente & nécessaire de souffrances & de mortalité , qui ne vient pas , comme vous le dites , de *la plénitude du bien* , mais au contraire , de *la plénitude du mal* , & qui n'est pas rare ; mais , hélas ! malheureusement trop commune.

La ruine des fermiers & des propriétaires , en détériorant la culture , diminue les récoltes ; il naît d'année en année moins de productions ; les subsistances , les matieres premières des ouvrages sont tous les jours en moindre quantité.

Cependant les agents du fisc & les parprenants du gaspillage augmentent leur faste & leurs prodigalités, ainsi que les agents du négoce étranger, qui leur fournit les superfluités d'un luxe effréné, les supôts de l'agiorage usuraire, ceux de la vexation & de la chicane.

Il faut donc que le peuple des campagnes, & même celui des villes, gémissent dans la détresse, que la génération vivante soit minée par les horreurs de la misère, & qu'elle voie d'âge en âge dévorer par la faim la moitié de sa postérité.

Vous avez conçu la possibilité de ces événements, qui *» condamnent à
» des privations la moitié de la classe
» industrieuse des Citoyens »* ; mais vous avez cru qu'ils ne pouvoient avoir qu'une seule cause, *l'accroissement de la population*. Vous semblez supposer, comme une condition tacite

à tous vos raisonnemens , que la culture des fonds , que sa production totale & son produit net restent nécessairement dans le même état.

» Deux mille hommes » dites-
 » vous (1 part. pag. 32) » réduits au
 » plus simple nécessaire , réunissent ,
 » s'il est permis de m'exprimer ainsi ,
 » une plus grande quantité de bonheur que mille un peu mieux vêtus , ou plus délicatement nourris.

Je ne ferai point encore ici de commentaires sur ce passage ; mais si ce n'est pas un mal *d'obliger par des systèmes* dirigez à cet effet mille citoyens de partager les aliments , les meubles , les habits qu'ils ont achetés par leur travail avec mille autres qui leur sont étrangers ; au moins seroit ce un *mal* , mais un très grand de leur enlever en pure perte pour l'humanité , plus de la moitié des biens qui font leur subsistance.

C'est évidemment ce que font toujours les exactions fiscales , & les régimes déprédateurs de la tyrannie.

C'est par la ruine des cultivateurs & des propriétaires qu'ils operent cette destruction.

En pourriez-vous douter , Monsieur ? Prenez la meilleure de nos Provinces , la Flandre Françoisse ; donnez-vous la peine de la comparer avec le Maine , l'Anjou , le Limosin , le Bourbonnois.

Dans mille lieues quarrées de ces derniers pays , vous ne trouveriez ni une population aussi nombreuse d'hommes aussi bien vêtus , aussi bien logés , aussi bien nourris que vous en trouveriez dans cent lieues quarrées de notre Flandre.

Voulez-vous savoir au vrai la cause de cette différence ? Comptez le nombre des domaines ruraux , & comparez-les entre eux.

Je

Je dis comparez ; & dans la crainte que votre imagination, préoccupée de tant d'autres idées que vous trouverez *importantes* , ne vous fasse oublier les objets de comparaison , permettez moi de vous les spécifier. .

En Flandre , cinq à six domaines de quatre ou cinq cents arpents , sont immédiatement unis à mille & mille domaines de même espèce. Dans nos Provinces pauvres , deux ou trois domaines de trente ou quarante arpents sont séparés d'un autre par des centaines & des milliers d'arpents de terre en friche qu'occupent des broussailles , des landes & des bruyères.

En Flandres , ce qu'on appelle une ferme est un grand & vaste ensemble de solides édifices , qui comprennent toutes les commodités nécessaires aux cultivateurs , à leurs ateliers d'exploitation & à leurs récoltes. .

Ce qu'on appelle une métairie dans nos Provinces pauvres , est composé de quelques chétives masures ; le prix d'une seule ferme flamande paieroit , pour le moins, quinze ou vingt de ces métairies.

Les *avances foncières* sont en Flandre cent fois plus riches que dans les autres pays. C'est le premier fait que je vous exhorte à vérifier.

Quant aux *avances des cultivateurs*, c'est un second point de comparaison que vous devez encore moins négliger ; un bon Fermier Flamand ne changeroit pas son atelier d'exploitation contre ceux de trente ou quarante métairies.

Mais aussi , Monsieur , les cent lieues quarrées de la Flandre entretiennent un grand nombre de propriétaires , de cultivateurs & d'ouvriers de toute espèce ; elles sont couvertes de Villes opulentes & confi-

dérables, & les Bourgs y font immenses. Vous y découvrez dans une petite journée de chemin cinquante Villages , cinq à six grandes Cités.

Dans les autres pays , vous trouvez à peine en un grand jour trois ou quatre hameaux , & deux petites Villes misérables.

Un païsan, un artisan , un fermier , un manufacturier flamand consomment pour leur bien être , plus que le triple & le quadruple d'une famille de cultivateurs & de propriétaires Limosins.

Ce n'est pas tout , Monsieur , & pour vous parler du commerce extérieur que vous aimez tant , il se boit en Flandre beaucoup de vin de nos Provinces intérieures & méridionales , il s'y consomme beaucoup d'huile , de savons , de fruits secs de Provence , beaucoup de sels , beaucoup d'étoffes , de soieries , de confitures des

autres cantons françois. Il s'y fait un grand usage des sucres & des caffés de nos Colonies.

Les plus belles toiles & les plus beaux camelots qui s'exportent au-dehors du Royaume , viennent de Flandre.

Voulez-vous savoir comment il faudroit s'y prendre pour assimiler cette Province à celles qui nous ont servi d'objet de comparaison ? je gage qu'en voici le secret le plus infail-
liblé.

Détruisez les trois quarts des édifices ruraux , comblez les fossés , répandez les pierres dans les champs , arrachez les arbres , enlevez les marnes , ôtez aux propriétaires tous leurs capitaux.

Enlevez aux cultivateurs les trois quarts de leurs bestiaux , de leurs outils , de leurs semences , de leurs avances pécuniaires.

Quand vous aurez fait ces deux opérations, augmentez encore les impôts; les gênes, les prohibitions. Croyez-vous qu'il y restera la même production, le même nombre d'habitans jouissant de la même aisance ? croyez-vous, qu'il se fera la même quantité d'ouvrages dans les manufactures, le même commerce intérieur dans la Province, les mêmes échanges avec les autres pays de France & du reste de l'univers ? Non, Monsieur, vous ne le croyez pas.

Mais pour détourner vos yeux d'une *spéculation* si affligeante, voulez-vous que nous nous donnions un plus beau spectacle ? Voulez-vous peupler une de nos plus malheureuses Provinces, la remplir d'habitans heureux, y faire fleurir le commerce & l'industrie ? Ce rêve est plus consolant que l'autre.

Je n'ai, Monsieur, ni votre es-

prît , ni vos talents ; aussi ne chercherais-je la solution d'un pareil problème , ni dans vos principes , ni dans leurs résultats. Voici tout bonnement ce que je ferois , si la Providence m'avoit donné plein pouvoir à cet effet.

Je formerois d'un coup de baguette de grandes fermes bien bâties , entourées de champs bien cultivés ; je centuplerois les *avances foncières* de tous les possesseurs d'héritages ; je centuplerois aussi les *avances mobilières* , rurales des cultivateurs & leurs récoltes. A proportion des subsistances & des matières premières que fourniroient les terres , les vignes , les prés , les bois , les vergers , les eaux & les carrières , j'y laisserois vivre à leur gré les ouvriers qui naîtroient , ou qui viendroient à mon ordre.

Ce que je ferois en un instant d'un coup de ma baguette d'enchanteur , un régime favorable aux propriétaires

& aux cultivateurs le fait peu à peu par des progrès successifs.

Le contraire , c'est-à-dire , la dévastation du sol , la dépopulation & la misère , un régime déprédateur des campagnes l'opere de jour en jour.

Avances des Propriétaires fonciers, avances des cultivateurs ou chefs des exploitations productives. Voilà , Monsieur , à notre avis , la source de la vraie , de la solide richesse. Voilà , Monsieur , la source d'une population nombreuse & fortunée. Voilà , Monsieur , la source de l'opulence & de la force du Souverain.

Vos premiers Chapitres commencent par faire oublier ces grandes vérités ; on pourroit même vous soupçonner d'avoir voulu faire supposer le contraire.

Je crois cependant que vous êtes incapable de les contester , & même de les ignorer.

Si je vous demande quelques éclaircissements sur ce point capital , & sur vos idées philosophiques relativement à l'origine des sociétés ; c'est qu'il m'a paru que votre système politique en général avoit un certain ensemble , ou du moins que vous aviez essayé de lui donner cet air de méthode & d'enchaînement , & que j'ai cru nécessaire de vous suivre, en pénétrant jusqu'aux premières bases de vos opinions.

Je vais maintenant discuter vos principes secondaires d'administration économique.



SECOND OBJET

D'ÉCLAIRCISSEMENTS.

Maximes particulieres d'économie politique ; systêmes sur ce qu'on appelle Etat , bien de l'Etat , richesse de l'Etat , sur les manufactures les plus recherchées , sur le commerce extérieur , les prohibitions & les impôts.

» **L**ES Hommes aiment à classer
 » les opinions sous un mot de rallie-
 » ment .. C'est , Monsieur , une de
 vos réflexions (tom. 2. pag. 173). Je
 la trouve juste & je l'adopte.

Nous connoissons deux systêmes principaux d'administration économique ; l'un est du bon Henri IV & de son digne ami le sage Sully ; l'autre est du fameux Louis XIV & de Colbert , surnommé le Grand comme son Maître.

Vous vous êtes annoncé depuis

long-temps , comme le partisan ,
comme l'Apologiste de Colbert. Vous
répétez la même déclaration dans
votre nouvel Ouvrage (1. part. chap.
11. p. 50) ; tous vos premiers & vos
derniers chapitres sont un abrégé des
principes du *Colbertisme*.

J'ai le malheur d'être , ainsi que
tous les autres Economistes , partisan
de Sully. Vous pouvez me ranger au
nombre de ceux qui regardent les
loix prohibitives & les *impôts* dont
vous faites honneur à votre héros ,
» comme des institutions sauvages ,
» injustes & barbares ». (Ce sont vos
expressions , & je suis bien loin d'exi-
ger qu'elles soient adoucies). J'ajou-
terai de plus que ces loix sont *absur-*
des ; & c'est une vérité que je m'en-
gage à vous prouver.

Je l'aurois déjà fait depuis long-
temps , quand vous publiâtes l'Eloge
de Colbert. Je vous aurois entr'autres
choses *démontré par les faits* , que ce

Ministre , bien loin d'avoir *créé le commerce* de France , l'a *détruit* au contraire , mais bien *détruit*.

Une prohibition formelle nous empêcha dans ce temps-là d'écrire contre la mémoire & le système de ce grand homme. Le liberté nous est rendue , & je vous annonce exprès ma démonstration par les faits; vous la trouverez dans un des prochains volumes des Ephémérides ; vous y verrez aussi la preuve qu'il avoit plus que doublé tous les impôts , & qu'il laissa le Trésor Royal presque aussi endetté qu'il l'avoit trouvé.

J'ai comparé l'administration des finances de Louis XIV faite par le Cardinal Mazarin; oui, Monsieur, par le Cardinal Mazarin, avec celle de Colbert, pendant le même espace de temps à-peu-près, en observant cette différence que le Cardinal eût toujours la guerre, & Colbert douze ans de paix.

Vous verrez par le résultat incontestable de ce parallele , que Mazarin ménagea beaucoup plus le peuple , & administra mieux le Trésor Royal que Colbert. Je crois que c'est tout dire.

Je n'avois jamais eu le dessein de comparer en ce point votre héros avec le nôtre. Colbert avec Sully ? c'eût été prendre trop d'avantage sur vous.

Je voulois le comparer avec le Cardinal de Richelieu ; mais j'ai trouvé que le Cardinal Mazarin lui-même pouvoit soutenir le parallele avec grand avantage. Vous serez le Maître d'examiner & de contredire.

Je me borne , quant à présent , à ces principes dont vous avez fait l'*analyse* ; je vais les discuter & leur opposer ceux de Sully.



N^o. PREMIER.

*Principes de Colbert , adoptés par
M. N**.*

Voici , Monsieur , l'ensemble de votre doctrine. Que faut-il pour assurer le bonheur des peuples ? Il faut de la *force*. C'est votre chapitre second.

Qu'est-ce qui fait la force ou la puissance de l'Etat ? C'est la matiere de votre chapitre troisieme. Vous répondez que » la puissance d'un Etat » sa regle sur la grandeur de ses » richesses , mais plus encore sur le » nombre de ses habitants.

Vous ajoutez que » ce nombre » ne peut s'accroître que par l'effet » d'une *heureuse harmonie entre les » différentes classes de la société.*

Cette harmonie est le sujet de vos chapitres suivans , & voici comme vous l'expliquez :

Vous présumez qu'il existe une agriculture , sans faire aucune mention des avances des propriétaires & des fermiers , qui peuvent seuls la fonder , vous les aviez pour le moins oubliées.

Vous n'imaginez pas que cette agriculture puisse être dans un état de langueur & de ruine progressive. Tout au contraire , vous la supposez dans un tel état de prospérité , qu'il n'est aucun besoin de la soulager , de l'améliorer : aucun moyen de l'étendre & de la perfectionner.

Ce pays que vous établissez ainsi dans votre imagination , comme à son plus haut période possible de valeur foncière & de cultivation : vous demandez ce qu'il faut pour lui procurer la plus grande population , & la plus grande richesse pécuniaire possible ? *des hommes & de l'argent ;* car c'est , à votre avis , de ces deux

sources-là que découlent toute puissance de l'Etat , tout bonheur des Citoyens.

Vous répondez qu'il faut des *manufactures* , des établissements d'*industrie*.

Vous ne dites 'pas qu'un peuple quelconque ne peut jamais , *dans un état naturel* , être parvenu successivement à faire de grandes avances foncières , & une riche culture , sans avoir établi successivement toutes les manufactures & tous les travaux de l'industrie , qui font jouir du fruit de leurs avances & de leurs travaux les propriétaires & les cultivateurs.

Vous supposez en quelque sorte le contraire , & vous citez en preuve deux Nations à demi-sauvages , les Polonois & les Barbaresques , qui vendent beaucoup de bled aux étrangers : ce qui vous semble prouver la prospérité de leur culture ; & qui

n'ont point d'art ni d'industrie ; ce qui vous paroît un effet si naturel , que vous ne daignez pas en rechercher la cause.

Permettez moi de vous le dire ici en passant : cette Pologne , cette Barbarie que vous nous objectez (1. *part.* page 40 & ailleurs) , mériteroient un peu plus d'attention de votre part ; nous y reviendrons , & vous verrez deux vérités contraires aux faits que vous supposez. La première , que l'agriculture est là dans l'état le plus misérable : la seconde , que les arts y sont absolument & formellement proscrits par le défaut le plus absolu de sûreté des propriétés personnelles , mobilières & foncières. Cette sûreté n'étant accordée , *par le droit local* , qu'aux seuls Nobles , & par le fait que ceux de cette classe , qui sont les plus forts & les plus adroits.

Vous verriez que la liberté , que l'immunité

l'immunité tant réclamée par les Economistes, y établiroient sur-le-champ l'industrie, les manufactures, les arts & les métiers, en même temps que la perfection de la culture.

Mais la liberté, l'immunité de toute industrie, jointes à celle des cultivateurs, ne vous paroissent pas des moyens suffisants ; ils sont *trop simples*, & selon vous, c'est un grand défaut que cette simplicité.

Au moyen de la liberté, le *commerce extérieur* ne feroit pas au point de perfection que vous lui desirez. Or ce commerce extérieur est, selon vous, le plus important (1. part. pag. 41).
 » C'est *le seul* qui entretienne la prof-
 » périté de l'Etat, en accroissant à la
 » fois sa population & sa richesse.
 » La partie des manufactures natio-
 » nales qu'on vend aux étrangers est
 » le plus utile des échanges », ré-
 pêtez-vous plus bas. (*ibid.* page 137).

En effet , tout ce qui ne sert qu'à nous alimenter , nous vêtir , nous loger , nous meubler , nous autres habitants du Royaume , est peu de chose , ou même rien du tout aux yeux de la politique de Colbert.

Le principal , c'est le commerce avec l'étranger , sur-tout comme vous l'expliquez fort en détail dans le vingt-troisième chapitre de votre première partie , le commerce des objets les plus recherchés , qui coûtent le plus de soin & de façons , qui valent plus d'argent , & qui sont plus faciles à transporter.

» L'intérêt des Marchands qui
 » font ce commerce extérieur s'accordera parfaitement avec l'intérêt
 » de la société. Dites vous ensuite
 » (page 187) , dans la plupart des
 » échanges qu'ils font avec l'Etran-
 » ger ; s'ils *achètent à bon marché*
 » *au-dedans* , ils ne négligeront rien

„ pour vendre cher au-dehors ; s'ils
 „ tâchent de *vendre cher au-dedans* ,
 „ ils auront fait les mêmes efforts au-
 „ paravant pour acheter à bon mar-
 „ ché dans d'autres pays.

C'est-là , Monsieur , ce que vous appelez l'heureuse *harmonie* entre les différentes classes de la société.

C'est le sublime principe d'administration du grand Colbert.

Les prohibitions & les impôts sont , comme vous l'expliquez fort clairement (*page 149 & suiv.*) les institutions admirables qui fondent cette heureuse harmonie.

On dit donc aux propriétaires & aux cultivateurs , 1°. Vous vendrez à très bon marché les subsistances & les matieres premieres. Non seulement on vous y forcera par des prohibitions de les exporter , mais encore on affranchira de tous impôts , ou du moins on ne chargera que de

droits très modiques les denrées simples qui viendroient de l'étranger.

Mais vous vous passerez des ouvrages manufacturés par ces mêmes étrangers, ou du moins vous les achèterez très cher ; une prohibition absolue, ou de bons gros impôts nous répondront à cet égard de vous & des marchands frauduleux qui voudroient vous servir.

Vous aurez , pour vous récompenser de ces *privations* , le plaisir de savoir qu'il » *entre dans l'Etat beau-*
» *coup des marchandises étrangères*
» *que desirent le luxe & la vanité ,*
» *& en outre , quarante ou cinquante*
» *millions d'argent destinés à satis-*
» *faire les vœux de l'avarice , & à*
» *contenter cette imagination , qui*
» *préfère la faculté de dépenser à la*
» *dépense même (page 40).*

Il y aura donc dans votre pays beaucoup d'hommes travaillants pour

fournir au luxe & à la vanité des étrangers. Ces hommes-là , vous les nourrirez , vous les vêtirez , les logerez à bon marché : c'est un article principal. Pourquoi ? C'est qu'au moyen de ce *bas prix* de leurs subsistances , les Marchands qui doivent porter tous ces objets aux riches étrangers , les acheteront à *bon marché*.

Or , comme ils feront de leur mieux pour les vendre cher , ils gagneront beaucoup d'argent qu'ils apporteront en France , tout à côté de vos propriétés ou de vos ateliers de culture , & encore beaucoup de curiosités & de superfluités étrangères , pour eux-mêmes , pour les financiers , & pour tous ceux participeront aux revenus publics.

Ces superfluités-là vous donneront une bonne revanche ; car si l'on vous a forcé de vendre vos subsistances & vos matieres premières à bas.

prix pour que les Marchands pussent acheter à bon marché en France, ce qu'ils revendent cher aux étrangers. Vous aurez le plaisir que les acheteurs des superfluités venues des autres pays seront obligés à leur tour de les payer cher aux Marchands qui les ont eues à bon marché.

J'ai beau chercher, Monsieur, je ne trouve rien autre chose dans votre livre pour exprimer *cette heureuse harmonie entre les classes de la société.*

Nº. II.

*Injustice manifeste de ces principes ,
qui sont absolument contraires aux
intérêts des propriétaires & des cul-
tivateurs , & même des ouvriers.*

Vous ne m'accuserez pas, Monsieur, de vous attribuer à tort ces principes qui sont très préjudiciables aux intérêts des propriétaires & des cultivateurs, ou de les exagérer. Vous

êtres de trop bonne foi ; mais nos Lecteurs pourroient douter , & je dois prévenir leur scrupule , en citant vos paroles avec la plus grande exactitude.

„ Montrons „ dites-vous (1. *part.*
chap. 22. page 126) „ l'application
„ de ce principe à la question pré-
„ sente.

„ Supposons que les *étrangers*
„ puissent fournir mille aulnes d'étoffe
„ pour *mille* septiers de bled , ou
„ pour une somme d'argent équiva-
„ lante ; tandis qu'il en faut distri-
„ buer *onze cent* aux ouvriers *natio-*
„ *naux* , afin d'obtenir d'eux le même
„ travail ; les consommateurs *libres*
„ dans leur choix , profiteroient cer-
„ tainement de cette différence.
„ Mais la *société* sera exposée à
„ perdre les habitants que cette fabri-
„ cation occupoit , & que ces mille

» septiers fournis aux étrangers pour-
 » roient nourrir.

Et plus bas.... » On ne dira pas sans
 » doute que si la liberté qu'on réclame
 » détruiroit quelques manufactures,
 » les ouvriers s'appliqueroient à d'au-
 » tres ouvrages qu'on vendroit aux
 » étrangers; & qu'ainsi la *population*
 » & la *richesse* ne feroient pas con-
 » trariées. Ce raisonnement ne seroit
 » juste qu'autant qu'une réciprocité
 » de commerce seroit établie, & elle
 » n'existe pas. Sans une telle réci-
 » procité cependant, sans une con-
 » vention qui l'assure, *la France, en*
 » *abolissant ses loix prohibitives*, ne
 » feroit que seconder la population &
 » la richesse des autres Nations, *aux*
 » *dépens de ses propres ressources.*

On voit dans ce passage, & dans
 mille autres, que la *France* est pour
 vous toute autre chose que les Pro-

priétaires & les cultivateurs du Royaume ; qu'un seul objet vous occupe ; c'est le commerce extérieur.

Vous êtes encore plus énergique , à mesure que vous avancez dans le développement de vos idées.

» Ce n'est pas selon vous , pour se
 » prêter à tous les raffinements du
 » luxe *intérieur*, que l'économie poli-
 » tique doit desirer la perfection des
 » *manufactures nationales* ; c'est pour
 » leur assurer la *supériorité dans le*
 » *commerce au-dehors* (ibid. p. 132).

» Pour maintenir l'*harmonie so-*
 » *ciale* , pour assurer entre tous les
 » habitants d'un Royaume ces rap-
 » ports si nécessaires au repos & à la
 » puissance des Nations , on pourroit
 » bien sans doute, exiger quelques
 » *légers sacrifices* de la part des *heu-*
 » *reux citoyens* qui tiennent de si
 » *vastes propriétés* , & qui disposent
 » de tant de superflu. Assez de privi-

» leges leur sont réservés (*pag.* 135).

Vous completez , comme de raison , cette belle théorie du commerce étranger par celle des *impôts*.

» Ce sont les droits établis aux
» frontieres du Royaume qui sup-
» pléent à l'insuffisance des principes
» généraux en économie politique ».
(Vos principes généraux sont donc insuffisants , & pour supplément ils ont besoin d'une maltôte. C'est une grande consolation pour le Peuple auquel vous les proposez).

» L'étude de ces droits me paroît
» fort importante » (nous avons le malheur de ne regarder comme importante d'autre étude que celle de détruire ces droits là) ; » & l'on dé-
» couvrira facilement qu'elle a de
» fréquents rapports avec les diffé-
» rentes questions que nous avons
» parcourues (*page* 149).

On le fait bien , Monsieur , que

les intérêts des Capitalistes , des Négociants , qui font le commerce étranger , & celui des Financiers qui perçoivent les droits , ont en effet les plus grands rapports avec les déductions politiques du *colbertisme*. Voici donc ses oracles.

» Il est des *marchandises étrangères*
 » qu'il ne faut jamais renchérir par
 » des droits d'entrées , parcequ'elles
 » deviennent la matière première de
 » plusieurs manufactures , *objet es-*
 » *sentiel du commerce de la France*
 » *avec d'autres pays*. Tels sont l'or &
 » l'argent , dont on fait les bijoux &
 » la vaisselle » (pour vendre en
 d'autres pays , d'autant mieux que les
 propriétaires & les cultivateurs du
 Royaume n'ont sûrement ni le desir
 d'en amasser , ni les moyens de les
 payer) , » les laines d'Espagne dont
 » on fait les draps (fins) , les soies
 » d'Espagne & de Piémont dont on

» fait les étoffes » (précieuses) ;
 toujours pour en faire commerce avec
 les pays étrangers.

» Il y a des marchandises étran-
 » geres sur lesquelles on a raison de
 » mettre un impôt , parcequ'elles ne
 » font pas nécessaires , & que cet im-
 » pôt ne tombe que sur les riches ;
 » de ce nombre font les *tabacs*, les
 » mouffelines , les épiceries, les vins
 » de liqueurs (page 150).

» Il est enfin des ouvrages étran-
 » gers à l'introduction desquels on doit
 » s'opposer formellement , afin que le
 » travail *national* appliqué a de pa-
 » reils objets ne soit point contrarié.
 » Tels sont les draps (même les plus
 » grossiers , & sur-tout ceux-là) , les
 » toiles (les plus communes princi-
 » palement) , les étoffes de soie , les
 » galons d'or & d'argent , & tant
 » d'autres manufactures du même
 » genre.

C'est-à dire , en suivant l'analogie de vos raisonnements , tout ce qui peut habiller , meubler , ou satisfaire d'une autre façon le commun des propriétaires & des cultivateurs.

» D'un autre côté , il ne faut pas
 » laisser sortir du Royaume les *in-*
 » *truments des métiers* , & les *ma-*
 » *tières premières* qui pourroient ai-
 » der les *étrangers* à *se passer de l'in-*
 » *dustrie françoise*.

Ces *matieres premières* sur-tout, parcequ'en permettant aux propriétaires & aux cultivateurs qui les ont fait naître par *leurs avances* & leurs peines, de les vendre librement au plus offrant & dernier enchérisseur quelconque , ils les vendroient à trop bon prix.

» Il est un petit nombre de den-
 » rées qu'on peut renchérir par des
 » droits de sortie , soit pour *modérer*
 » leur exploitation & leur *culture*

(sans doute au plus grand profit des propriétaires & des cultivateurs qui les font naître), „ soit pour former les étrangers à les payer aussi cher qu'ils y sont disposés. Tels „ sont *certain*s vins particuliers à la „ France , & recherchés dans toute „ l'Europe.

C'est aux vins de Champagne , de Bourgogne , de Languedoc & de Bordeaux que vous accordez cette petite faveur-là , de les *rencherir* par *des droits de sortie* ; d'autant mieux que tous les tarifs d'entrées dans les autres pays les chargent encore *d'un autre droit* très considérable.

Oh ! pour cette fois-là , Monsieur , vous êtes bien assuré de ne pas manquer votre coup ; c'est un excellent moyen d'en *modérer l'exportation* & *la culture*.

Reste à savoir si les propriétaires des vignes , si les vignerons & leurs

ouvriers doivent ou non vous favoir gré de cette modération. Permettez que j'en doute.

Mais voici votre grand, votre sublime principe, le résumé de tout votre système économique. » Les diverses productions de l'industrie nationale doivent être affranchies de tout droit de sortie , *parceque c'est le commerce qu'il faut le plus favoriser.*

Malgré la résolution où je suis de réserver pour une troisième partie vos idées législatives sur le commerce des grains , je ne puis m'empêcher d'expliquer ici par vos propres termes , » La liaison essentielle & nécessaire qu'elles ont dans le *système* du colbertisme , avec celles qui concernent les impôts.

» Aureste , dites-vous (*pag. 124*), il n'est pas indifférent de remarquer ici que les obstacles mis à la libre

» exportation des grains , & les loix
 » prohibitives à l'entrée du Royau-
 » me , *dérivent du même principe.*
 » Ces précautions ont également pour
 » terme l'encouragement du travail
 » *national* (des manufactures , dont
 les ouvrages sont destinés aux étran-
 gers).

Pour quelle raison ? Parceque » les
 » institutions qui entretiennent à un
 » taux modéré le prix de la main-
 » d'œuvre , & qui accroissent & di-
 » versifient l'industrie nationale , sont
 » la meilleure , & la moins dispen-
 » dieuse des fauve-gardes contre la
 » concurrence étrangere.

J'ose croire désormais que je ne
 ferai point suspect d'altérer vos prin-
 cipes. Tâchons de les discuter.

Nous avons une espece de tic ,
 nous autres Economistes , c'est de
 commencer toujours par examiner ce
 qui

qui est *juste* , avant de rechercher ce qui peut être *expédient*.

Vous faites semblant de ne pas aimer cette marche là ; vous reclamez dans votre introduction & dans votre conclusion , au nom du *Peuple* , ce que vous appelez l'*humanité* (*tom. 1. pag. 6. tom 2. pag. 170 - 171*) , vous allez jusqu'à mettre dans la bouche d'une *classe de citoyens* , (que vous dites être la plus nombreuse , & pour laquelle vous soutenez que les loix n'ont presque rien fait encore) , ce discours pour le moins étrange :
 » Que nous importent vos loix de
 » propriété ? nous ne possédons rien ;
 » vos *loix de justice* ? nous n'avons
 » rien à défendre ; vos loix de liber-
 » té ? si nous ne travaillons pas de-
 » main , nous mourrons.

Vous oubliez que les loix leur garantissent toutes les propriétés personnelles qu'ils tiennent de la nature

des institutions sociales , entr'autres de l'éducation & des mœurs publiques. Vous oubliez qu'il n'est permis à personne de les injurier , de les maltraiter , de les réduire à l'esclavage.

Vous oubliez que les mêmes loix leur garantissent la liberté de *travailler à leur gré* pour vivre , & que s'il existe encore quelques entraves à cette liberté générale , ces entraves contre lesquelles nous ne cessons de nous récrier , en faveur de la liberté générale & absolue de tout travail , de toute industrie ; ces entraves , dis je , sont l'ouvrage de votre héros , de Colbert , qui , par un certain Edit de 1673 , pour un misérable petit objet pécuniaire de deux ou trois millions , en établissant & multipliant les corporations , les jurandes , les formalités & les exactions de l'apprentissage , du compagnonage & de la maîtrise ,

fit un code absurde & barbare contre cette précieuse *liberté*, dont les Economistes n'ont jamais cessé, & ne cesseront jamais de réclamer les droits.

Pourquoi faites vous dire *au plus grand nombre des citoyens* : nous ne possédons rien. Leurs habits, leurs meubles, leurs effets, leur argent, leurs contrats, ne sont-ils pas des *possessions* que les loix leur *garantissent*.

Ne sont-ils pas les maîtres de les employer à leur gré ? S'ils vouloient & s'ils savoient être propriétaires ou cultivateurs, qui est-ce qui les en empêche ?

S'ils n'ont eu ni assez de bonheur, ni assez de conduite pour amasser un capital, est-ce la faute des loix ? est-ce la faute du Gouvernement ? est-ce la faute des propriétaires fonciers & des cultivateurs ?

A qui donc en voudroient les hommes du peuple , qui adopteroient vos réclamations ?

Mais l'*humanité* , dites-vous , la *bienfaisance* ? L'*humanité* , Monsieur , nous la connoissons , ainsi que la *bienfaisance*. On donne *son* bien par *humanité* , on *sacrifie* une partie de sa propriété par *bienfaisance*.

Oui , Monsieur , mais on ne donne pas le *bien d'autrui* ; on ne sacrifie pas *la propriété des autres*. Ce seroit une plaisante maniere de faire *la charité*.

On *exhorte* à la *bienfaisance* ; on conseille les *traits d'humanité*. Mais les *loix* ne peuvent , ni ne doivent les ordonner.

C'est une singuliere *harmonie* , une étrange espece de *société* que celle où les *uns perdent* toujours pour faire *gagner les autres*. C'est exactement la fable du lion & de sa chasse.

Permettez que je réponde enfin au

nom de ces propriétaires & de ces cultivateurs , que vous prétendez forcer à des *privations* éternelles.

Vous voulez que nous vendions *toujours* au plus bas prix les subsistances & les matieres premières qui sont les fruits de nos avances & de nos peines ? Vous voulez que nous achetions *toujours* au plus cher possible tous les ouvrages manufacturés , dont nous pouvons avoir besoin , en prohibant , avec un soin particulier , la concurrence des manufactures & des marchands étrangers , ou du moins en chargeant de gros droits d'entrée les objets qu'ils pourroient nous fournir.

Pourquoi ? Pour favoriser , dites-vous *le commerce des ouvrages précieux que l'industrie (prétendue) nationale vend aux étrangers.*

Mais dites-nous d'abord pour qui vous travaillez ? Ce n'est pas pour les

simples ouvriers employés à ce commerce Votre politique a pour but de les multiplier, en les réduisant au plus stricte nécessaire ; parcequ'il en résulte deux avantages pour le commerce extérieur , savoir son aggrandissement & sa sauve garde contre la concurrence des étrangers, qui voudroient vendre , ainsi que vous , des ouvrages de leur industrie.

Un plus grand nombre d'ouvriers employés aux travaux de ce genre en occasionneroit une plus grande exportation ; car c'est celle là que vous prétendez accroître , sans modération ; c'est celle de nos vins , de nos huiles , de nos sels que vous voulez modérer, ainsi que leur production & leur culture.

Outre cet accroissement général du commerce extérieur d'industrie , qui vous paroît un objet principal ; la multiplication de la classe des ouvriers

procure encore le *bon marché de la main-d'œuvre*. Ce grand ressort universel de votre économie colbertiste.

Je me garderai bien d'exposer moi-même quelle est votre sollicitude & votre tendresse bienfaisante à l'égard de ces ouvriers ; je vais transcrire fidèlement ce que vous pensez *sur le bonheur des hommes qui vivent de leur travail*.

» Nous venons d'observer » ce sont vos propres termes (1. part. pag. 30 au bas , & 31) » que c'est par leur » nombre & leur rivalité qu'ils n'ob- » tiennent pour récompense que le » plus étroit nécessaire.

» L'accroissement de la population » (qui , selon vous , est l'objet le plus désirable du Gouvernement , pourvu qu'elle ne soit procurée qu'à l'effet d'augmenter le commerce extérieur des manufactures les plus recherchées) » condamne sans doute à des

„ privations la classe industrielle des
 „ citoyens ; mais l'impétueux attrait
 „ que la nature a mis entre les sexes,
 „ & l'amour qu'elle leur inspire pour
 „ les fruits de leur union , sont la
 „ cause de la multiplication des
 „ hommes sur la terre. Ces senti-
 „ ments dominant le pauvre comme
 „ le riche , aucune loi ne peut s'y
 „ opposer ; & si elle étoit possible ,
 „ elle seroit barbare. Tout être sen-
 „ sible aime mieux partager du pain
 „ avec sa compagne & ses enfants ,
 „ que de vivre seul d'aliments plus
 „ variés. C'est ainsi que la population
 „ s'étend ; & en s'étendant , *elle ac-*
 „ *croît d'une manière inévitable le*
 „ nombre des *misérables*.

Ici , Monsieur , je vous arrête , pour
 vous demander à vous-même justice
 de vous-même.

Après avoir indiqué si clairement
 la source *inévitale* , selon vous , de

la misère des ouvriers ; pourquoi donc en cherchez-vous une autre toute différente dans votre chapitre vingt-cinquième , qui roule expressément sur cet objet.

» D'où vient la misère du peuple
 » dans tous les temps , qu'elle en sera
 » la source éternelle ?

» C'est le pouvoir qu'ont les propriétaires de ne donner en échange
 » d'un travail qui leur est agréable
 » que le plus petit salaire possible ,
 » c'est à-dire , celui qui représente
 » le plus étroit nécessaire.

C'est-là ce que vous appelez , *pag.*
 167) » l'empire du propriétaire sur
 » l'homme sans propriété.

Quelle relation peuvent donc avoir les propriétaires *nationaux* avec les ouvriers de l'industrie qui fournit les ouvrages *vendus à l'étranger* ?

Suivant que vous l'observez vous-même , après qu'on aura réduit les

propriétaires & les cultivateurs à leur vendre les matieres premières & les substances au plus bas prix possible ; il arrivera que leurs familles se multiplieront , & *l'accroissement de la population* (qui , selon vous , est le plus grand bien) , *condamnera cette classe industrielle à des privations* ; elle s'étendra , comme vous dites (*pag. 31*) ; & en s'étendant , *elle accroîtra d'une manière inévitable le nombre des misérables.*

Vous l'envisagez très philosophiquement cette misère des simples ouvriers de votre classe industrielle ; il faut encore de toute nécessité que je vous copie.

„ Nous ne nous méprenons pas
 „ cependant sur *cette indigence* ; les
 „ calculs de la nature sont plus
 „ grands que les nôtres : gardons-
 „ nous de la calomnier trop légè-
 „ rement. Elle abandonne aux loix

» & aux passions des hommes la dis-
 » tribution des richesses ». (Les
 loix ne distribuent point les richesses ,
 elles en assurent la *possession légitime* ;
 & celle qui vient des passions ne l'a
 pas telle). » Mais celle du bonheur
 » est restée entre ses mains. Elle n'est
 » pas fondée sur la variété des mets
 » & la délicatesse des vêtements ;
 » elle n'a point *mis en Communauté*
 » tous les plaisirs » (est-ce que vous
 croyez qu'elle a mis en Communauté
 les biens & le travail qui les donne ,
 ou même les effets mobiliers &
 l'argent comptant ? Non , vous ne le
 croyez pas.) » qu'elle a voulu répar-
 » tir à l'espece humaine ; elle eut
 » donné trop d'empire aux puissants
 » de la terre ; ils peuvent , par la
 » *concurrence* » (effet infailible de la
 multiplication naturelle & nécessaire
 que vous desirez comme un bien)
 » réduire l'homme de travail à n'a-

» voir que du pain pour récompense ;
 » mais ils ne peuvent lui enlever ni
 » ces besoins renaissans qui donnent
 » la faveur au plus simple aliment ,
 » ni cette soif ardente qui l'appelle
 » avec plaisir auprès d'une fontaine »
 (*La faim & la soif* qui font le bonheur ; c'est une *idée neuve* , & qui ne pourroit éclore ailleurs que les cercles brillants de Paris. Nous croyons , nous autres gens simples , que le *bonheur* consiste , non pas précisément à *avoir faim* , & peu ou point d'alimens grossiers pour se rassasier ; mais au contraire , à prendre un frugal , mais bon repas.) , » ni ce sommeil qui dé-
 » laisse doucement son corps fatigué
 (sur de la paille , ou sur un misérable grabat) , » ni le spectacle
 » de la nature qui le réjouit à son
 » réveil » (car un Journalier , qui craint le Collecteur , ou la corvée , ou la milice , & qui n'a pour

vivre que son travail , s'amuse beaucoup le matin à contempler le spectacle de la nature) » ni ce mouvement qui le *distrain* ». Qui le *distrain* ? Eh de quoi ? Ne diroit-on pas qu'il s'agit d'une promenade à pied aux Tuileries , ou en carrosse aux boulevards ? Les pauvres ouvriers n'ont pas besoin d'être *distrain*s), » ni cette curiosité qui l'agite » (quelle curiosité, s'il vous plaît ? Hélas ! Monsieur , les pauvres ouvriers de la ville & de la campagne ne sont ni curieux , ni agités) , » ni ce » sang embrasé , délice des sens , » ni cette espérance enfin qui colore l'avenir , adoucit le présent & » relève le courage. Tous ces plaisirs » de la vie ne *sont pas au pouvoir de la propriété civile* ; c'est le bien du » pauvre autant que du riche.

Relisez , Monsieur , de sang froid cette espece d'églogue , vous trouve-

rez , j'espere , qu'elle seroit charmante en vers , & qu'elle amuseroit quelques minutes les fallons ou les boudoirs.

Mais en philosophie , mais en politique , Monsieur , est ce assez respecter la misere , que de vanter ainsi ses charmes & ses délices ?

» Sous cet aspect » (ajoutez-vous
 tout de suite) » deux mille hommes
 » réduits au stricte nécessaire , réunissent , s'il m'est permis de m'exprimer ainsi , *une plus grande quantité* de bonheur que mille hommes
 » un peu mieux vêtus , ou plus délicatement nourris. Telle est sans
 » doute la vue *bienfaisante* de la nature , lorsqu'elle entraîne les hommes vers *l'accroissement de l'espece humaine*.

Trouvez-vous , Monsieur , cette spéculation bien consolante ?

Pour accroître dans le Royaume

cette population travaillante aux ouvrages d'industrie pour l'usage *des étrangers* , il y auroit un moyen très efficace.

Ce seroit , Monsieur , d'appeller tous *les pauvres ouvriers* des quatre parties du monde , & de leur distribuer les trois quarts des revenus de tous les riches capitalistes Financiers , Négociants & Justiciers de la Capitale & des Provinces.

Ces milliers d'Ouvriers devenus *nationaux* , à votre mode , pourroient donner leurs ouvrages à bien *bon marché* , s'ils étoient ainsi nourris gratis.

Croyez-vous que ce fût une belle consolation de dire à ceux qu'on dépouilleroit , vous êtes réduits au stricte nécessaire ; mais il y a dans le Royaume *une plus grande quantité de bonheur* , puisqu'il s'y trouve plusieurs milliers de nouveaux habitants , qui jouissent , comme vous , de la

faim , de la soif , & de tous les autres plaisirs de la vie , qui ne sont pas au pouvoir de la propriété civile.

Un censeur misantrope vous accuseroit peut-être de manquer d'égards pour les pauvres dans cette belle tirade poétique. Je suis persuadé que vous l'avez faite d'imagination seulement , sans que le cœur & la réflexion y eussent la moindre part.

Mais je ne puis vous passer l'inattention avec laquelle vous y calomniez *la nature même.*

Oui , Monsieur , » elle entraîne
» sans cesse les hommes vers l'accroissement de l'espece humaine » ;
mais ce n'est pas comme vous le dites ,
» en accroissant d'une manière invitable le nombre des misérables ».

La nature , quand elle n'est pas contrariée par les erreurs destructives des hommes , les entraîne sans cesse vers la perfection de la culture premièrement ,

mièrement , & des autres arts ensuite : Cette perfection multiplie les subsistances & les matieres premières ; & *alors* l'espece humaine s'accroît sans accroître le nombre des misérables ; au contraire , en accroissant le nombre des heureux.

Voilà, Monsieur, une vérité réelle, une vérité consolante, l'une des bases de la Science économique , dont je vous donnerai le détail ci dessous.

Vous ne l'avez pas vue , parcequ'il vous a plu de ne regarder qu'aux douanes des ports & des frontieres , pour connoître & pour apprécier les Etats , au lieu de regarder à leurs campagnes.

Une terre totalement sauvage , c'est-à-dire , *dénuée des avances des Propriétaires* & de celles des *cultivateurs* , ne peut nourrir , dans l'espace de cinquante lieues quarrées , que deux cents chasseurs barbares , pau-

vres , misérables & dénués de tout.

Foiblement cultivée par de modestes avances de propriétaires & de cultivateurs , elle en contiendra plusieurs milliers , où le très petit nombre des plus pauvres mendiants sera mieux que les sauvages ; une grande portion sera dans la médiocrité , beaucoup dans l'abondance & la richesse.

Richement cultivée par de grosses avances , elle contiendra des millions d'habitants ; la classe des riches y sera nombreuse ; celle de la médiocrité contiendra des milliers d'individus , & celle des pauvres mêmes y sera moins nombreuse & moins souffrante.

La culture & ses avances multiplie donc les hommes & leur bien-être.

C'est quand on multiplie les hommes , sans accroître auparavant la culture , & les avances , & ses pro-

ductions , » que *l'accroissement de la*
 » *population accroît d'une manière*
 » *inévitabile le nombre des misérables.*

Mais le mal ne vient point de la nature , il vient des erreurs qui empêchent *l'accroissement progressif & la perfection de la culture* , en ruinant , en décourageant les propriétaires & les cultivateurs.

Ces erreurs destructives forment tout le système de Colbert , dont les deux branches capitales , également contraires à *l'accroissement progressif de la culture* , sont les prohibitions & les impôts.

Oui , Monsieur , les impôts & cet article mérite une réclamation expresse de ma part.



Apologie des impôts par M. N * ;
examen & réfutation de cette Apo-
logie.*

» On feroit bien étonné peut-
» être » dites-vous , Monsieur , (*tom.*
1, *pag.* 163), » si l'on disoit que les
» loix relatives aux subsistances sont
» presque les seules par lesquelles
» on peut adoucir le sort du peuple.
» On feroit bien étonné d'apperce-
» voir qu'elles *sont plus efficaces* que
» la diminution , que l'exemption mê-
» me des impôts.

» Développons cette idée , en in-
» diquant la source de la misere du
» peuple.

» On dispute souvent sur les causes
» de l'infortune du peuple ; les pau-
» vres en gémissent sans l'étudier ,
» & les riches » (propriétaires & cul-
tivateurs ; car c'est à ceux-là seuls

que vous en voulez) » ne manquent
 » jamais d'attribuer uniquement
 » cette infortune à l'*excès des impôts*,
 » & croient exercer suffisamment
 » leur compassion en accusant le
 » Gouvernement d'ignorance & d'in-
 » conduite , & en disant de temps
 » en temps au coin de leur feu : ce
 » pauvre peuple , comme il est me-
 » né ! tandis que *sa misère est leur ou-*
 » *vrage*, & l'effet inévitable de leurs
 » *droits* , & de l'usage qu'ils en font.

Après avoir essayé de prouver
 cette assertion , vous concluez (*page*
 169) » *quelle que soit la distribution*
 » *des impôts*, le peuple est condam-
 » né , par l'*effet des loix de propriété* ,
 » à n'obtenir jamais que le néces-
 » faire

Et votre conséquence ultérieure est
 celle-ci. » La Puissance souveraine &
 » législative *ne peut exercer sa bien-*

» *faisance* envers le peuple qu'en lui
 » assurant du moins ce nécessaire.

..... » Et tous ces soins , toutes
 » ces précautions , dépendent uni-
 » quement de la sagesse des loix sur
 » les grains.

De bonne foi , Monsieur , vous
 croyez que la *diminution* , & même
 l'*exemption* des impôts les plus oné-
 reux ne feroit rien du tout contre la
 misere du peuple !

Vous avez au moins eu raison de
 soupçonner qu'on feroit étonné de
 cette assertion.

Quoi ! les ouvriers de Paris paient
 treize sols le sel , qui n'en vaut qu'un
 tout au plus ; ils paient 12 sols une
 bouteille de vin , qui n'en vaut que 2
 ou 3 ; ils surachètent plus ou moins la
 viande renchérie par les entrées & par
 la caisse de Poissy , qui leve 92 pour
 cent d'usure sur l'argent qu'elle prête

de force aux Bouchers riches , & même sur celui qu'elle refuse de prêter aux Bouchers pauvres ; le bois de chauffage , paie énormément ; la chandelle est soumise aux droits sur les suifs , & dans ces dernières années , à un *monopole particulier* très caractérisé : le poisson sec ou salé vient d'être affranchi d'un impôt de 33 liv. sur cent francs. Les œufs , le beurre , le fromage , ces aliments du peuple , paient 14 liv. 6 s. 4 den. sur cent francs de marchandise arrivant aux halles , même sur ce qui se gâte , & ne peut être vendu , ou du moins ne l'être qu'à perte. Les cuirs , les toiles , les étoffes quelconques , l'amidon , le papier le plus grossier , tout paie des taxes énormes (1) ; & vous croyez.

(1) Jusqu'au pain ; car les Jurés-Porteurs , & Mesureurs de grains ; levont un impôt sur les bleds & les farines , augmenté par la dépense inutile de la garre.

que la diminution , que l'exemption même de ces droits ne soulageroit point le pauvre peuple ?

Donnez-vous la peine d'examiner , & vous trouverez une de ces *vérités* réellement *importantes* , qui mérite vos attentions ; c'est que le peuple *paie & perd* dix fois plus que le Roi *ne reçoit* , même en apparence ; c'est qu'au fond le Roi *paie & perd* lui-même beaucoup plus que le montant de cette *recette fictive*.

Je viens de le démontrer dans les Nouvelles Ephémérides Economiques du mois d'Avril , sur trois impôts , la gabelle , les aides & le tabac.

Puisque vous vous déclarez l'Apolo-
giste de la Finance , c'est à vous ,
Monsieur , que je jette le gant ; l'*osez-
vous ramasser* ? Répondez à mon pe-
tit Ouvrage intitulé , *le profit du Peu-
ple & le profit du Roi*. Ce n'est qu'un
petit livret de soixante-dix pages. J'y

prouve avec évidence qu'il y auroit pour le moins , tous les ans , quatre cents millions de profit pour le Peuple François , & quatre-vingt seize de profit pour le Roi , si l'on abolissoit ces trois impôts seulement. Jugez par là ce que vaudroit l'abolition de tous les autres.

Mais les *propriétaires & les cultivateurs* diminueront les salaires des ouvriers à *proportion* du soulagement que procureroit l'abolition du régime fiscal. Voilà votre objection.

Je vous prie , Monsieur , d'y réfléchir un peu. Ces propriétaires , ces cultivateurs auroient entre eux à partager plus de *six cents millions de bénéfice annuel*. Oui , plus de six cents millions : vous ne prouverez jamais le contraire. Que croyez-vous qu'ils en feroient ? Vous n'imaginez pas sans doute qu'ils les enfouiroient tous au fond de leur cave pendant

dix à douze ans , jusqu'à ce qu'ils eussent ramassé sept à huit milliards de capitaux enterrés.

Je dis que vous ne l'imaginez pas formellement ; car vous pourriez le supposer ici *tacitement* , sans même vous en appercevoir , & je vous prouverai bientôt que vous l'avez faite *incognito* , cette supposition tacite , sur le produit qui résulte du *prétendu renchérissement des grains*.

Un Ecrivain moins circonspect que vous l'a faite de la manière la plus positive dans deux ouvrages différents, vous vous êtes contenté de l'insinuer. Nous reviendrons tout-à l'heure à cet article.

Il n'est pas dans la nature que tous les propriétaires & tous les cultivateurs des terres , pendant plusieurs années , enfouissent , sans *en jouir* , sept à huit milliards.

D'autant mieux que la plus grande

partie seroit *en production* que les impôts *empêchent de naître*.

Ils voudroient , premièrement , les produire ; secondement , les vendre ; troisièmement , profiter du bénéfice.

Mais tout cela , Monsieur , suppose très évidemment qu'ils *voudroient* , & qu'ils pourroient faire *travailler plus d'ouvriers* à leurs cultures & à leurs jouissances.

Six cents millions , à trois cents livres par tête , font l'entretien de deux millions d'ouvriers de plus.

Et ces ouvriers ayant trois cents livres par tête , ne sont pas des misérables réduits au pain , à l'eau & aux haillons ; ils le seroient encore moins s'il ne leur falloit payer , le pain , le vin , la viande , le poisson , le bois , la chandelle , les vêtements , le linge , &c. que leur vrai prix naturel , sans maltôte.

Quand même il surviendrait tout-

à-coup dans le Royaume deux millions d'ouvriers de plus , y compris les soixante mille suppôts des fermes générales redevenus ce qu'ils étoient , au moins feroit-ce un grand accroissement de population nationale , par conséquent le plus grand bien possible , selon vos idées.

Ces deux millions vivroient sur la nouvelle dépense des propriétaires & des fermiers , sans forcer les autres ouvriers à être *un peu plus mal nourris, un peu plus mal vêtus.*

Ce feroit donc un *accroissement de population* , sans *accroissement du nombre des misérables.* *Chose impossible à votre avis, chose très facile au nôtre, moyennant l'accroissement de la culture , & sur-tout , moyennant la suppression des impôts désastreux.*

Mais vous savez bien aussi , Monsieur , qu'il n'arrive pas tout-à-coup deux millions d'ouvriers dans un

Royaume ; qu'il faut du temps & beaucoup de temps pour les y attirer ou les y faire naître.

Les dépenses des propriétaires & des cultivateurs auroient donc , au moins pendant très long-temps , l'effet de mettre , pour ainsi dire , *le travail des ouvriers à l'enchere* , par la concurrence de ceux qui voudroient les employer à leur service.

Vous expliquez très bien & très longuement , dans plusieurs endroits de vos ouvrages , que dans le cas où les ouvriers se multiplient , les dépenses à faire par les propriétaires & par les cultivateurs restent les mêmes ; alors la concurrence des ouvriers plus nombreux , qui se disputent l'ouvrage & le salaire , réduit leur solde au plus bas prix possible.

Je conviens avec vous de la vérité de cette observation tant répétée ; mais vous devez à votre tour conve-

nir de la vérité de la mienne , fondée sur le même principe.

Six cents millions de plus à dépenser par les propriétaires & par les cultivateurs n'étant point suivis tout-à-coup d'une multiplication d'ouvriers proportionnelle à cet accroissement de dépenses , mettroient les propriétaires & les fermiers dans le cas de s'entredisputer les ouvriers , & par conséquent d'empêcher la réduction de leurs salaires.

Consultez-les , Monsieur , ces ouvriers , ils vous diront , avec leur simple bon sens , & dans leur langage naïf : il *fait bon* pour nous avec les riches ; il ne *fait pas bon* avec les gueux.

La suppression des impôts destructeurs , & leur transformation en une perception simple économique du vrai revenu de la Souveraineté , rendroit plus riches , mais de beaucoup plus

riches nos propriétaires & nos cultivateurs ; donc il *feroit beaucoup meilleur avec eux.*

Car enfin , Monsieur , on ne peut ni profiter de ses épargnes , ni faire naître un accroissement de richesses , ni jouir de cet accroissement d'une maniere quelconque , sans augmenter le travail des ouvriers , & par conséquent leur profit.

Quand la concurrence de leurs pratiques & l'abondance de leurs ouvrages survient , ils sont évidemment en bénéfice pour leur bien-être ; comme ils sont en perte , selon vous-même , lorsqu'il arrive le contraire.

Vous voyez , Monsieur , que cette discussion méritoit plus de soin que vous n'en avez mis dans votre panégyrique des impôts.

Entrez avec moi dans l'examen de ce qu'ils font déboursier au peuple , des frais & des faux-frais qu'ils occa-

tionnent : des pertes de temps , d'ouvrages & de denrées qu'ils nécessitent , & vous trouverez au vrai combien la Nation *paie* ; ce qui est la moindre partie , & combien elle *perd* ; ce qui est la plus grande.

Vous trouverez , je l'espère , aussi clairement , combien le Souverain *paie* des sommes qu'il a l'air de recevoir par ces impôts , & combien il *perd*.

Vous verrez que le vuide causé par ces paiemens & par ces pertes ne pourroient pas être rempli sans augmenter l'aisance des ouvriers , & par conséquent vous en conclurez que la *suppression* , ou même la *diminution* des impôts n'est pas aussi indifférente au peuple que vous affectez de le dire.

Vous excuserez , Monsieur , cette digression ; je reviens à votre système pour vous proposer quelques difficultés ;

rés ; je les tirerai d'une source qui ne vous est pas suspecte , puisqu'elles seront copiées de votre Ouvrage.

Nº. I V.

*Objections tirées de M. N** lui-même ;
contre le principe fondamental du
système de Colbert , adopté par
M. N**.*

Tout l'artifice de votre grande & belle économie politique ne consiste , Monsieur , qu'à procurer le plus bas prix possible des subsistances & des matieres premières aux manufactures prétendues nationales qui travaillent pour l'étranger , afin que les Négociants *prétendus nationaux* puissent les vendre , quoique avec grand profit pour eux-mêmes , à meilleur marché que les autres qui sont avec eux en concurrence vis-à-vis des *étrangers consommateurs*.

Ce commerce , qu'il vous plaît de

regarder comme le principal & le plus essentiel, a , selon vous , deux grands effets qui vous semblent de la plus extrême importance. Le premier est d'empêcher que l'argent ne sorte de l'*Etat* ; & tout au contraire , il en fait entrer tous les ans. Le second est de fixer une plus nombreuse population dans le Royaume.

Je veux bien , pour le moment , admettre ces deux suppositions comme autant de vérités ; je me réserve néanmoins de vous prouver incessamment qu'elles sont toutes deux très illusoires.

Mais ici je me borne à rapprocher quelques-unes de vos propres observations à vous-même , qui doivent ; ce me semble jeter un peu de louché sur cette doctrine.

Vous convenez formellement , avec la meilleure foi du monde , que le système d'administration par lequel

on assure le bas prix des subsistances & des matieres premières , oblige les propriétaires & les cultivateurs à des sacrifices de leurs droits , & à des privations. Mais vous les subjuguez , & vous tâchez de les consoler par l'avantage de la société , par la nécessité du bien public.

Etes-vous bien assuré de cet avantage social ? Cet argent , cette population font-ils bien à la France ? En voudriez-vous répondre ? Je crois que non , & voici les motifs de mon opinion.

Les capitalistes propriétaires de cet argent ; les manufacturiers & les artistes possesseurs de cette industrie recherchée , servant au commerce extérieur font-ils d'aucun pays ? Je dis d'une maniere stable & permanente , sur laquelle puisse compter un Gouvernement , une Nation quelconque ? Je n'en suis pas encore à vous prou-

ver qu'ils n'en font pas même dans le temps où ils habitent sur le territoire, j'en suis à vous demander si vous êtes bien assuré qu'ils fassent réellement partie solide & constante de l'Etat ?

Voici des réponses faites par vous-même sur ces deux objets.

» La quantité d'argent qui s'accu-
 » mule dans un pays, n'a, dites-vous,
 (1. part. pag. 26) » aucun rapport
 » direct avec le bonheur. Cette in-
 » troduction annuelle des métaux est
 » l'effet d'un échange *libre*. » (libre,
 selon votre Dictionnaire, signifie su-
 jet à des prohibitions, des réglemens
 & des taxes), » & le résultat géné-
 » ral du commerce. Mais supposons
 » une Nation composée de proprié-
 » taires sans économie, ou plus sen-
 » sibles aux jouissances réelles qu'à la
 » faculté de jouir représentée par l'ar-
 » gent ». C'est donc là ce que vous ap-
 » pellez économie. Nous autres, nous

l'appellerions *avarice* ; car , suivant nos idées , l'économie consiste , non pas à *thésauriser* sans *jouir* , mais à bien entretenir , & à bien augmenter sans cesse les *avances* qui produisent un *revenu* , afin d'augmenter ses *jouissances*. Celui qui met tous les ans une portion de son revenu quitte & ner en amélioration de ses fonds , va tous les ans en accroissant ces mêmes revenus ; il *jouit* honnêtement de cette augmentation , il est un bon économiste. S'il n'en vouloit qu'à l'argent , parcequ'il représente la faculté de *jouir* , il faudroit demander à Moliere ce qu'il est. Mais ma digression devient trop longue.

» Une telle Nation (continuez-
 » vous) dépenseroit tous les ans tous
 » ses revenus , & demanderoit aux
 » étrangers une plus grande quantité
 » de leurs productions ; elle garde-

„ roit davantage des siennes, & rece-
 „ vroit par conséquent moins d'ar-
 „ gent. Mais tous ses desirs étant sa-
 „ tisfaits, elle seroit également for-
 „ tunée.

Et pour ne pas manquer l'applica-
 tion, vous aviez dit un peu plus haut :
 „ les habitants de la France ne jouir-
 „ roient pas moins de la renaissance
 „ des fruits de la terre, lors même
 „ qu'il ne s'amasseroit pas chaque
 „ année dans le Royaume cinquante
 „ à soixante millions en argent mon-
 „ noyé, en vaisselle & en bijoux.

„ La Nation Françoisse n'en seroit
 „ pas moins heureuse, si les cent
 „ mille tonneaux de vin qu'elle vend
 „ aux étrangers se consommoient
 „ chez elle. Ce plaisir vaudroit bien
 „ celui de thésauriser les trente mil-
 „ lions qu'elle reçoit en échange.

Pourquoi, s'il vous plaît, vous
 bornez-vous à cette modeste expres-

sion, n'en seroit *pas moins heureuse* ? Vous pouvez dire hardiment, *seroit plus heureuse*. Si la distribution de ces *fruits de la terre*, de ces grains, de ces vins, de ces autres substances, & celle des matieres premières, restoit entre les mains de ses propriétaires & de ses cultivateurs qui les font naître par leurs avances & par leurs soins. Si ces propriétaires, ces cultivateurs, maîtres d'user de leur bien, l'employoient avec économie, c'est-à-dire, une partie à étendre, enrichir, perfectionner leurs avances foncières & leur culture, en payant plus d'ouvriers agricoles, & en les payant mieux : l'autre partie, en jouissances utiles & agréables pour eux-mêmes, en payant plus, & payant mieux des manufacturiers, des artisans, des marchands, des voituriers, des artistes, & des gens à talents quelconques.

Il sembleroit , Monsieur , à vous entendre ici , qu'il n'existe que deux manieres de dépenser son revenu , savoir , d'en acheter des marchandises étrangères , ou d'en acheter de l'argent pour l'enfouir.

Il en est deux autres que vous oubliez , & c'est précisément celles qui font le bonheur des individus , la prospérité des Etats , le bien-être & la propagation de l'espece humaine sur la terre.

Revenez , Monsieur , à la famille de Robinson & de sa compagne dans leur isle ; oubliez l'argent ; c'est un conseil que vous donnez vous-même à ceux qui veulent étudier par principes les matieres économiques (*derniere partie , page 167*).

Que faut-il à la postérité de ces premiers cultivateurs pour être *heureuse* , & même pour être *forte* le plus qu'il soit possible ?

Il faut, Monsieur, évidemment, qu'elle ait commencé par multiplier ses avances & ses travaux; par-là la masse de substances & de matieres premières; qu'elle ait en même temps par ces moyens mêmes augmenté son industrie, par-là multiplié les jouissances qui font vivre les hommes, & qui leur procurent le bien-être

Les causes réelles de la population & du bonheur se trouvent donc en effet dans cette abstraction, dont vous ne conseillez à vos Lecteurs que la moitié. Oubliez l'*argent*, dites-vous; oubliez encore le commerce *étranger*, disons-nous ensuite. Supposez la véritable *économie*, c'est-à-dire, l'augmentation des avances foncières, des avances de la culture, & des avances de toutes fabrications utiles; & voilà chaque famille dans la voie de la prospérité, de la force & du bonheur.

Mettez des millions de familles semblables à côté l'une de l'autre , & vous aurez de grands Etats dont la force & la félicité croîtront sans cesse.

Au lieu d'employer à la terre la portion de *subsistances & de matieres premieres* que la bonne économie destine à l'*amélioration des avances foncieres & des avances de culture* , livre-les , d'une maniere quelconque , aux manufacturiers , aux artisans , aux marchands , aux artistes *étrangers* ou *nationaux* , n'importe , l'amélioration progressive ne se fera pas , faute d'*avances*.

La pire maniere de les vendre est celle que je considère ici d'après vous-même ; c'est de les porter aux étrangers pour de l'argent qu'on entasse.

Cet argent , accumulé par des capitalistes économes à votre maniere , c'est-à-dire , *moins sensibles aux jouis-*

sances réelles qu'à la faculté de jouir ; représentée par l'argent , n'a , selon vous même , aucun effet sur le bonheur , sur la population , sur la puissance d'un Empire.

Il a d'ailleurs , l'inconvénient d'être mobile & transitoire ; c'est encore une de ces vérités que la droiture de votre esprit vous a forcé de confesser.

Les capitaux accumulés ne font point des richesses de l'Etat , tant qu'ils ne sont pas employés en avances des travaux utiles.

„ C'est en vain „ dites-vous (p. 23)
 „ qu'un Etat gagne de l'argent par le
 „ commerce & par la vente de ses
 „ productions ; cet argent suit le sort
 „ des personnes qui le possèdent , &
 „ l'on ne verra jamais long-temps de
 „ gros propriétaires de richesses mobilières dans des pays despotiques,
 „ ni sous un Ciel rigoureux. Les
 „ hommes qui disposent de beaucoup

» d'argent veulent obtenir tous les
 » avantages qu'il procure ; & *maîtres*
 » de se transporter par tout où le bon-
 » heur les appelle, ils seront toujours
 » entraînés vers les climats tempé-
 » rés , &c.

Vous auriez dû conclure avec nous
 que cet argent n'est pas *gagné par*
l'Etat, quoiqu'il ait été gagné par
des marchands que vous appelez *na-*
tionaux.

Souffrez que je vous propose une
 comparaison très juste & très ingé-
 nieuse , dont je ne suis pas l'Auteur.
 Elle est d'un Magistrat célèbre par ses
 Ouvrages Economiques (*M. Mercier*
de la Riviere , *Conseiller au Parlement*
de Paris , dans sa *Lettre sur les Econo-*
mistes) : l'argent d'un riche Ban-
 quier *locataire* est-il une *richesse* pour
 le propriétaire de la maison que le
 Banquier tient à bail pour trois ans ?
 Vous ne le croyez pas.

N'en est-il pas ainsi précisément de l'Etat & de *ces hommes qui disposent de beaucoup d'argent qu'ils sont les maîtres de transporter par-tout.*

Je n'insiste pas davantage sur cet objet , d'autant mieux qu'à cet égard vous vous êtes rendu de très bonne grace.

Voyons donc ce que vous pensez vous-même de cette *industrie recherchée* , qui forme l'article le plus important du commerce étranger , le plus précieux de tous , suivant les idées Colbertistes & les vôtres.

» Quant aux manufactures , & à
 » tous les ouvages qui ne tiennent
 » qu'aux talents & à l'industrie des
 » hommes , on ne peut jamais les
 » envisager comme un bien particu-
 » lier à une Nation. *L'industrie n'est*
 » *pas une jouissance exclusive* , & les
 » *hommes doués d'un talent particu-*
 » *lier , ne sont pas eux-mêmes la pro-*

» *priété certaine de l'Etat où ils vi-*
 » *vent.*

Ce sont là, Monsieur, vos propres termes. (p. 146); il ne faut pas vous donner la question pour vous arracher l'aveu de ces vérités importantes.

Rapprochons celle-ci d'un développement très clair & très énergique de vos principes, qui n'en est éloigné que de deux pages (144):

» de toutes les manières de payer les
 » biens étrangers *la plus avantageuse*
 » à un Royaume, c'est *la vente de*
 » *temps*, c'est-à-dire de celles des
 » productions de l'industrie (la plus
 » recherchée, dont les ouvrages prennent plus de temps & coûtent plus cher, comme vous l'expliquez plus haut (page 143), d'une industrie rare & précieuse; ce sont vos propres termes); » mais comme la préférence
 » que les acheteurs donnent aux manufactures de tel ou tel pays est

„ fondée en partie sur la comparai-
 „ son des prix , & que ces prix sont
 „ réglés par la *valeur de la main-d'œu-*
 „ *vre* , qui dépend à son tour du taux
 „ des subsistances. On sent combien
 „ la *modération* constante du prix des
 „ Bleds importe au *commerce le plus*
 „ *avantageux de la France.*

Il vous reste à nous expliquer bien
 clairement par quelle raison un
 Royaume tel que la France doit fa-
 voriser comme le plus *avantageux des*
commerces , celui des productions
d'une industrie rare & précieuse , qu'on
 ne peut jamais regarder comme un
 bien particulier à la Nation , qui n'en
 a pas la *jouissance exclusive* , ni la *pro-*
priété certaine.

Les *avances foncières* d'un pays ;
 celles des cultivateurs , même celles
 des manufactures grossières qui ser-
 vent au peuple , sont une *propriété*
certaine , un *bien solide & durable* ;

& c'est l'intérêt de ces *avances* , qu'il faut sacrifier , selon vous à celui qui consiste » dans l'échange des fruits de » l'industrie recherchée : véritable » commerce d'un *Etat* dans sa perfection , & le *seul* qui entretienne » à la fois sa population & sa richesse. Il l'entretient d'une manière d'autant plus certaine & plus solide , *qu'il ne lui appartient jamais en propre* ; qu'il peut toujours lui échapper à chaque instant , selon vous-même ; & que sa conservation , son accroissement ou son déclin , dépendent absolument de plusieurs causes mobiles , qui ne sont ni dans la main de la Nation , ni dans celle du Souverain.

Si vous ne trouvez pas que cette vérité par vous reconnue dans tous les points , soit une difficulté contre le système de Colbert , dont vous avez adopté les idées , je ne fais plus ce que c'est qu'une difficulté.

Car

Car enfin , quand vous auriez long-temps immolé les intérêts de vos propriétaires , de vos cultivateurs , de vos autres manufactures grossieres à ceux de l'industrie qui travaille pour les étrangers , s'il arrive que celle-ci perde ses *entrepreneurs* , ses *matieres* , qui viennent souvent de très loin , ses *ouvriers* , son *débit* : événements très possibles par mille moyens différens ; par mille moyens qui ne dépendent pas de vous ; en ce cas-là , que vous restera-t-il ?

Vous conviendrez que voilà pour le moins un danger. Premier objet de réflexion.

Mais pourquoi voulez-vous nous le faire courir ?

» Ces diverses *richesses de l'industrie* (mobile & transitoire) servent
 » à acquitter les *marchandises étrangères* « (que ne consomment ni
 les ouvriers des manufactures com-

munés, ni les Cultivateurs, ni les neuf dixièmes des propriétaires fonciers) » & introduisent annuellement » *dans le Royaume* (c'est-à-dire dans le coffre-fort des capitalistes, qui l'habitent comme des locataires passagers), » quarante ou cinquante » millions destinés à satisfaire les » vœux de l'avarice « (vous appelez pour cette fois les choses par leur nom) » & à contenter cette imagi- » nation qui préfère la faculté de dé- » penser à la dépense même (p. 40).

Or cet argent, vous en avez apprécié le mérite ; il est dans le même cas que la population des hommes doués de cette industrie rare & précieuse : l'un & l'autre sont étrangers à l'Etat. Ce sont des *locataires* ; ils sont même de l'espèce la plus privilégiée ; car ils se *font payer pour habiter notre pays*. C'est en cela que le colbertisme est un système très sin-

gulier ; mais il n'est ni juste ; ni , je crois , d'une politique bien réfléchie.

Car enfin , voici , Monsieur , le raisonnement que peut vous faire un Roi de France. Vous voulez que je force *toujours* mes propriétaires fonciers , mes cultivateurs , mes entrepreneurs d'ouvrages communs à donner toutes les denrées & marchandises à *bas prix* , afin que les manufactures d'industrie recherchée trouvent la main-d'œuvre à bon marché. Vous voulez que je ne mette aucun impôt ni sur l'entrée des matieres étrangères qui servent à leur fabrique , ni sur la sortie de leurs ouvrages , *en faveur* de ces hommes là qui ne sont pas à moi , qui n'appartiennent pas à ma Nation , ni eux , ni leur industrie , ni l'argent qu'ils gagneront à leur commerce , » en achetant d'abord à bon » marché de mes sujets ce qu'ils ven-

„ dent cher aux étrangers „ ; & ensuite , pour toute récompense , „ en
 „ vendant cher à mes sujets ce qu'ils
 „ ont acheté bon marché chez les
 „ étrangers “ (ce sont , Monsieur , vos propres termes).

Mais cette *modération* du prix des subsistances des matieres premières & des ouvrages communs est exactement un loyer que nous paierons , moi , mes propriétaires , mes cultivateurs , mes bons gros ouvriers utiles & *vraiment nationaux* (puisque qu'ils travaillent pour mon vrai peuple) à ces gens-là , qui travaillent , selon vous-même pour les *étrangers* , qui sont toujours prêts à nous quitter de force ou de gré , & à transporter ailleurs *leur industrie* & leur argent.

„ Ces richesses mobilières , dont
 „ peuvent disposer quelques capitalistes “ (que vous appelez membres d'un Etat ; mais qui ne le sont

pas , puisque ne travaillant que pour l'étranger) , » ces richesses ne suffisent pas » selon vous (1. part. chap. 22) » pour constituer la puissance d'un Souverain , elles ne » pourroient y contribuer que par » le moyen des impôts , & les propriétaires de ces richesses les cachent , les dissimulent , ou se transportent ailleurs avec elles , lorsque » l'Etat en demande une trop grande » part ». Tout l'usage que j'en pourrois faire seroit , selon vous-même , de leur *emprunter* à gros intérêt , pour *soudoyer des troupes auxiliaires* , si j'avois la triste fantaisie de ravager les terres de mes voisins.

En vérité , c'est payer trop cher l'honneur de loger les gens qui ne servent qu'à des étrangers , & qui ne gagnent que pour eux-mêmes.

Si je voulois , Monsieur , finir par une plaisanterie , je vous dirois qu'on

a bien pu supposer cette priere burlesque : » Seigneur , ne me donnez
 » point de bien , mais placez-moi à
 » côté de ceux qui en ont « ; mais on
 n'a pas dit : » Placez-moi à côté de
 » gens auxquels je donnerai *toujours*
 » le moyen de s'enrichir , à condi-
 » tion qu'ils ne me feront *jamais* part
 » de leurs richesses «.

Voilà , Monsieur , le vœu que votre politique & celle de Colbert vouloit faire adopter aux propriétaires , aux cultivateurs , aux ouvriers vraiment nationaux ; il est très héroïque. C'est-là ce que vous appelez *la société* , l'heureuse *harmonie* qui doit régner entre toutes les classes de la société. Je confesse qu'il m'est impossible de comprendre ni la justice , ni même la sagesse & l'utilité d'un pareil système. Je vous engage à le comparer avec le nôtre , qui fut celui de Henri IV & de Sully. Je vais l'expliquer

le plus clairement qu'il me sera possible , afin de vous en rendre le parallèle le moins difficile.

N°. V.

*Exposition de la doctrine économique de Henri IV & de Sully, opposée au système de Colbert & de M. N**.*

Il est facile , Monsieur , de se persuader , en lisant votre ouvrage , qu'il y regne une idée capitale sur les rapports mutuels des grandes classes qui composent les Etats policés. La nature des relations sociales est en effet la base de toutes vos spéculations & des nôtres.

Dans l'opinion que vous avez embrassée , c'est une opposition , une guerre , un pillage perpétuel , que vous appelez harmonie de la société.

Suivant la doctrine tant redoutée des Economistes , c'est une paix , une

concorde éternelle , une véritable
unité d'intérêt.

Voici comment vous exprimez en
peu de mots fort énergiques votre
pensée sur ce point très important
(1. part. pag. 98).

» En général on voit que tout bé-
» néfice qui se fait dans l'intérieur
» d'une société par une des trois
» grandes classes qui la composent ,
» le Souverain , les propriétaires &
» les hommes de travail , ne peut
» avoir lieu *qu'aux dépens des deux*
» *autres*. L'harmonie qui existoit est
» alors dérangée ; & c'est un mal sans
» doute , si cette harmonie étoit con-
» venable “.

Par une conséquence du même
principe , vous ne voyez point de
possibilité qu'un Etat particulier fasse
aucun bénéfice , si ce n'est aux dépens
des autres : » on favorise la popula-
» tion & la richesse étrangère aux

„ *dépens de la propriété nationale* „ ;
ce sont vos craintes (*pag. 121*).

Nous pensons précisément le contraire , & c'est-là ce que je vous supplie de bien examiner.

Les trois grandes classes de la société sont , 1°. les propriétaires fonciers , à la tête desquels nous plaçons le Souverain ; 2°. les cultivateurs en chef , & leurs ouvriers , que vous avez totalement oubliés ; 3°. tous les hommes occupés à d'autres emplois & travaux que ceux des deux premières classes.

Vous ne nous disputerez pas la réalité de ces distinctions , ni l'ordre de primogéniture que nous y observons.

Vous savez bien qu'avant de faire un habit & une chemise , il faut du drap & de la toile ; qu'avant le drap & la toile il faut le chanvre & le mouton ; qu'avant le chanvre & le mouton , il faut cultiver la cheneviere &

les champs ; qu'avant de cultiver habituellement, il faut *faire* ces champs, cette cheneviere, & la ferme ou métairie, grande ou petite, dont ils font partie. Car la nature brute & sauvage n'en fait point. Qu'avant d'entreprendre & d'exécuter ces grands travaux, de l'ouvrier, du manufacturier, du cultivateur, du propriétaire, qui sont tous nécessaires à la jouissance d'une chemise & d'un habit, il faut *la sûreté des propriétés* que procure le Souverain par sa protection : il faut le développement de plusieurs arts, qui n'est produit que par l'*instruction* ; il faut supposer enfin un état organisé, une société policée.

Les avances, les travaux de la Souveraineté, procurent la sécurité, l'émulation & les facilités à toutes les classes de la société. Les avances & les travaux des propriétaires fonciers,

des cultivateurs & des autres ouvriers de cette classe , produisent les subsistances & les matieres premières ; enfin ceux des manufacturiers , des artisans , des négociants & des autres , opèrent les jouissances utiles & agréables , en façonnant , voiturant , trafiquant les ouvrages de l'art ; qui supposent l'existence des matieres & des denrées , & l'exercice d'une autorité tutélaire.

Comment pouvez-vous méconnoître *le point central de l'intérêt universel* , qui fait le *bénéfice* de tous sans causer nul *préjudice* ? Quoi ! Monsieur , l'accroissement progressif & continuel des avances & des travaux que font les propriétaires & les cultivateurs , n'est-il pas ce point central ?

Quand un propriétaire sage & honnête , au lieu de bâtir à la Ville de beaux hôtels , construit à la campagne

deux ou trois bonnes fermes ; quand il plante un verger , une vigne , au lieu d'une charmille ; quand il paie des ouvriers pour marnier des champs , au lieu de les payer pour sabler & rarrisser des allées , il assure évidemment un *bénéfice* à lui & à sa postérité.

Aux dépens de quelle classe de la société ; aux dépens de quel individu se procure-t-il cet accroissement de revenus ? *Aux dépens* de personne.

Au contraire , c'est à l'avantage du Souverain , qui prendra sa part des revenus nouvellement créés ; c'est à l'avantage des ouvriers agricoles qui servent à former les nouveaux domaines , & qui les feront valoir à perpétuité ; c'est à l'avantage des manufacturiers , des ouvriers , des commerçants , qui fourniront à ces cultivateurs , à ce propriétaire , & aux salariés du Souverain , les moyens de

réaliser en jouissances utiles & agréables , chacun sa portion des récoltes nouvellement produites.

Vous le voyez , Monsieur , ceci n'est point une guerre , un pillage réciproque , tel que vous le faites envisager à vos Lecteurs ; c'est un partage amical , une vraie société.

En voulez-vous savoir les conditions essentielles prescrites par la nature elle même ; mais prescrites avec une *évidence* & une *nécessité irrésistibles* ? Je vais vous les exposer en très peu de lignes , & vous ferez étonné qu'elles soient toutes résumées en un seul mot, dont vous avez voulu défigurer le sens & l'énergie dans une longue note , vers la fin de votre Ouvrage (*pag. 103*) ; vous verrez qu'il faut moins de temps & de paroles pour vous en faire sentir toute l'importance , que vous n'en avez mis pour nous prouver que vous

n'en avez pas même la première idée ,
 bien loin de pouvoir la communiquer
 à vos Lecteurs.

Ce mot , c'est le *produit net* , sujet
 de fades railleries pour les femme-
 lettres , de terreurs pour les avides
 publicains , & d'épigrammes ridicules
 pour quelques beaux esprits prostitués
 aux uns & aux autres.

Oui , le *produit net de la culture* ,
 est la boussole universelle du Gouver-
 nement , & le centre commun de tous
 les intérêts.

Ce *produit net* , Monsieur , n'est
 point du tout ce que vous dites (*page*
103) ; la définition que vous en don-
 nez prouve , comme tout le reste de
 de votre ouvrage , que jamais vous
 ne vous êtes donné la peine de nous
 lire & de nous comprendre , avant de
 nous réfuter.

Le *produit net* est ce qui reste de
 la *récolte totale* , ou de sa *valeur* ,

après qu'on a prélevé *les frais* du *cultivateur*, non du *propriétaire foncier*, comme vous le dites.

Ces frais sont de deux sortes , savoir , la totalité des dépenses journalières qu'il fait habituellement chaque année , & un intérêt au moins à dix pour cent de son premier fonds ou de sa première mise. (Nous l'appelons *avance primitive*). Vous ne trouverez pas cet intérêt trop fort , si vous considérez qu'il faut entretenir & réparer ce premier fonds qui s'use continuellement , & qu'il s'agit de courir des risques très considérables.

Un bail à ferme est précisément l'évaluation *du produit net actuel* ; un contrat de vente ou d'échange suppose la même évaluation.

Le *produit net* appartient au propriétaire foncier & au Souverain , qui doivent le partager ensemble.

Plus il y a de *récolte totale* & de

produit net dans cette récolte , plus l'espèce humaine est assurée de sa multiplication & de son bien être.

Nous avons déjà deux classes de la société qui trouvent évidemment leur avantage dans cet accroissement des récoltes & du produit net , savoir , les cultivateurs qui vivent sur la *reprise des frais* , & les propriétaires fonciers , avec le Souverain & tous ses Employés , qui vivent sur le *produit net*.

Restent les manufacturiers, les artisans , les voituriers , les négociants , les artistes , & les autres agents de la troisième classe.

Ne croyez-vous pas comme nous ; Monsieur , qu'un accroissement des récoltes & de leur produit net , enrichissant directement les cultivateurs , & les propriétaires , doit nécessairement procurer aux ouvriers plus d'ouvrages

d'ouvrages & de salaires ? Oui , sans doute , vous en êtes persuadé.

Remarquons l'ensemble des deux conditions , & permettez que j'insiste. On nous accuse de rappeler des choses qu'on dissimule ou qu'on oublie autant de fois que nous les disons ; mais ce n'est pas notre faute ; c'est celle de l'oubli ou de la dissimulation.

Si vous n'augmentez que la récolte sans qu'il y ait aucune augmentation de produit net , c'est ce que les nouveaux frais absorbent tout le nouveau produit.

En ce cas , les cultivateurs seuls en profiteroient , avec le petit nombre d'ouvriers qui travaillent pour leurs jouissances.

Au moins ce profit ne se feroit-il *aux dépens* de personne.

Mais quant au delà des *nouveaux frais*, un nouveau produit total donne

un nouveau *produit net* ; non seulement ce nouveau profit ne cause aucun préjudice à la classe des propriétaires , au Souverain , & à ses Employés ; mais au contraire , il les appelle au partage vraiment social de la reproduction augmentée.

Tous ensemble ne peuvent en jouir qu'en faisant travailler plus ; & par une conséquence nécessaire, en payant mieux plusieurs agents de la troisième classe.

La Voilà, je crois, Monsieur, la véritable harmonie de la société ; c'est dans l'augmentation continuelle & progressive de la culture , de sa production totale , & de son *produit net* , que nous la faisons consister avec Henri IV & Sully.

Ce ne sont là ni des idées abstraites , ni des amphigouris métaphysiques ; c'est une observation simple & naturelle , & de la plus extrême importance.

Cette doctrine répand si bien une *lumière nouvelle*, quoique vous en puissiez dire, qu'elle redresse évidemment elle seule tous vos principes, & contrarie votre idée fondamentale.

Intimement persuadé qu'une classe de la société ne peut augmenter sa richesse, sa population, son bien-être qu'aux dépens d'une autre, vous avez cherché dans votre livre laquelle devoit être sacrifiée. Vous avez cru trouver que c'étoit celle des propriétaires & des cultivateurs.

La doctrine du *produit net* vous fait voir par une lumière nouvelle pour vous, & par conséquent pour bien d'autres, qu'il est possible de trouver sans cesse un accroissement de bien pour toutes les classes ensemble, accroissement qui ne se fait *aux dépens* de personne.

Voici, Monsieur, la manière dont

Il faudroit procéder pour faire le *mal universel* , qui ne seroit *au profit de personne*. Ce seroit de *détruire* les avances de la culture , à l'effet d'en diminuer la production & le produit.

Mais il est des moyens de ruiner cette production , qui paroissent avantageux , *pour quelque temps* , à quelques individus seulement , quoique leur effet réel ultérieur soit préjudiciable à toute la société.

Un Cultivateur se dérange ; il dégrade son atelier de culture , il diminue ses avances & ses travaux ; la production est altérée , les fonds sont détériorés. Cecas est le plus rare.

Un propriétaire dissipateur vient dépenser dans les Villes ses fonds au lieu de ses revenus , pendant qu'il poursuit le plaisir , l'illustration ou la fortune dans le pays des erreurs & de la dissolution ; ses domaines ,

abandonnés au pillage , se dégradent , & retombent dans l'état sauvage d'où les avoit tirés les avances du fondateur. Ce cas est beaucoup plus ordinaire.

L'un & l'autre sont un luxe particulier. Vous la savez cette bonne plaisanterie de Henri IV , si vantée par Sully , qui railloit impitoyablement les Marjollets de Cour , en leur disant » qu'il voyoit sur leur » dos des métairies , des moulins & » des bois de haute-futaie .

Mais le pire de tous , c'est le luxe public , c'est-à-dire l'excès des impôts & le mauvais emploi des deniers que rapporte un fisc déprédateur. Son effet infailible est de détruire les avances des propriétaires & des cultivateurs ; par conséquent la récolte & le produit net , par conséquent les subsistances & les matières premières de la troisième classe.

avec le revenu même de la souveraineté.

Dans le nombre de ces impôts , je comprends , Monsieur , celui que vous conseillez d'établir au profit des manufacturiers & des marchands qui font le commerce étranger.

Entretenir exprès les subsistances & les matieres premières à un prix plus bas qu'elles ne feroient *naturellement*, je sens bien que c'est le moyen de rendre *la main-d'œuvre moins coûteuse*, & par conséquent de procurer à ces Marchands un débit plus assuré dans les pays étrangers.

Mais ce n'en est pas moins un impôt sur le producteur de ces denrées. Si vos loix réglementaires & prohibitives produisent l'effet que vous desirez , si elles font tomber la denrée d'un dixieme au-dessous de sa valeur naturelle , c'est une taxe qui coûte autant qu'une dîme effective.

Je me souviens d'avoir fait autrefois cette proposition : à quoi bon déguiser par des loix palliatives le *bien* que vous avez intention d'opérer?

Vous voulez que les agents du commerce étranger aient *pour rien* la dixieme partie de nos récoltes ; que ne leur accordez-vous tout simplement, & tout franchement, une dîme à percevoir avec celle du Curé. N'est pas la même chose ?

Si vous ne vous en mêliez point par des réglemens , des contraintes , des prohibitions ; je retirerois de mes denrées un dixieme de plus en bon argent , c'est-à-dire , que pour avoir une telle somme en especes , je ne serois obligé de vendre que neuf mesures. Par l'effet de vos arrangements concertés , je suis obligé d'en livrer dix pour avoir cette même somme.

A parler sans fiction , j'en vends neuf , & je donne la *dixieme gratis*.

Tant il est vrai que le mot & la tournure font beaucoup en France , vous n'oseriez pas dire à la Nation , établissez une ou deux dîmes réelles au profit des Manufacturiers , des Voituriers & des Marchands qui font le commerce étranger des productions d'une industrie recherchée , vous auriez peur de révolter tous vos Lecteurs.

Mais vous prenez un petit détour. Vous dites , « ces hommes peuplent » le Royaume & l'enrichissent à proportion de leur débit : » (ils le peuplent de passagers , qui , selon vous-même , n'appartiennent point à la Nation parmi laquelle ils habitent , & ils l'enrichissent d'un argent qu'ils ne donnent à personne , & qu'ils sont toujours les maîtres de cacher & d'emporter selon vous-mêmes). » Or , leur » débit est proportionné aux moyens » qu'ils ont de se faire préférer

» par les Etrangers , dans la concurrence
 » avec les autres Marchands ;
 » le meilleur de ces moyens , c'est
 » le bon marché de leurs ouvrages.
 » La voie la plus assurée pour les
 » mettre en état de vendre à bon mar-
 » ché , c'est que la main-d'œuvre &
 » les matieres leur coûtent peu ; pour
 » obtenir ce dernier effet , il faut
 » obliger les producteurs à vendre
 » les denrées à bas prix « .

Ainsi , tout votre art a pour but
 d'entretenir les productions du sol à
 dix ou vingt pour cent , meilleur mar-
 ché qu'elles ne seroient naturelle-
 ment.

Dans la réalité , c'est une ou deux
 dîmes imposées ; mais on ne s'en ap-
 çoit pas , & c'est en cela que vous
 faites consister sans doute le génie du
 grand Colbert.

Que ce procédé soit juste , qu'il
 soit utile à l'Etat & au Souverain ,

nous l'avons examiné, nous l'examinerons encore ; mais c'est un impôt véritable, malgré tous les palliatifs, & c'est ce qui m'occupoit en ce moment.

Ma digression est déjà trop longue, je reviens.

Le luxe des Particuliers & celui du Gouvernement font prospérer *pendant quelques momens* tous les Arts qui servent au faste & à la dissipation : ils rendent cette classe plus nombreuse & plus riche qu'elle ne devrait être, mais c'est *aux dépens* des autres classes ; c'est même aux dépens de celle qui paroît la plus favorisée.

Oui, Monsieur, ses succès prématurés & factices ruinent la source ; elle mange son propre fonds en mangeant celui des autres.

Croyez - vous, Monsieur, que la France n'auroit pas à présent plus de Manufactures & d'Ouvriers, même

plus de commerce utile avec l'Etranger, si depuis la mort de Henri IV elle eût continué d'être administrée sur les principes de Sully ? Cette question vaut bien la peine d'être discutée.

Nº. VI.

*De l'état de la France , tel que le voit M. N** , tel qu'il est , tel qu'il devint sous Colbert , tel qu'il étoit sous Henri IV & Sully , tel qu'il seroit si l'on eût continué sur les mêmes principes.*

» L'échange des fruits de l'industrie
 » la plus rare est , selon vous , le principal pour la France ; c'est même ,
 » à ce que vous dites, (*premiere partie*,
 » p. 41) le seul qui entretienne la prospérité , en accroissant à la fois sa population & sa richesse «.

Vous assurez dans la même page que
 » c'est le véritable commerce d'un état
 » dans sa perfection ».

Vous croyez donc, Monsieur, que la France est en effet dans *un état de perfection*, & qu'il ne nous manque rien.

En effet, selon vous-même, ce n'est pas à notre industrie : » par-
» tout une multitude immense, en
» s'adonnant aux Arts & aux Manu-
» factures, ne laisse rien à desirer au
» caprice du luxe & de la vanité «.
(*Ibid.* page 40).

Vous êtes plus expressif encore dans la suite de votre Ouvrage. (*Ibid.* p. 132).

» La France, dites-vous, contient
» plus de Fabricants & d'Ouvriers
» qu'il n'est nécessaire pour attendre
» d'eux tout ce que peut inspirer le
» talent excité par la vanité, la con-
» currence & l'amour du gain «.

Voilà donc, à votre avis, ce qu'on doit appeler un *état dans sa perfection*.

Vous convenez cependant que nous

manquons de bled : c'est un aveu bien précieux. (*Ibid.* pag. 20). » Depuis » dix ans la France a fait venir de » l'Etranger plus de bled qu'elle n'y » en a envoyé ».

Nous croyons qu'elle manque de vins , de fruits , de troupeaux , de cuirs , de bois , de laines , de chanvres , de sels ; & pour tout dire en un mot , de toutes les denrées que fourniroit son territoire , si la culture étoit perfectionnée.

Ce n'est pas seulement par l'importation étrangère que nous en jugeons , nous autres Économistes : quant aux denrées qu'on fait venir de l'Etranger , c'est qu'on a le moyen de les payer ; mais nous en jugeons par l'état des fonds , & par celui des habitants , & par celui de leurs jouissances.

Pendant que les Capitalistes , les Publicains & les déprédateurs se livrent aux dépenses de luxe & de vanité

qui font vivre cette multitude immense adonnée aux Arts & aux Manufactures les plus recherchées ; le Peuple de la Campagne , & même celui des Villes , se passe de viande & de poisson , de parures , de meubles , de commodités & même de souliers : un peu de pain noir , des châtaignes , des raves , quelques légumes au beurre & à l'huile bien épargnés , parcequ'ils sont chers , ainsi que le sel qui l'est aussi , voilà sa nourriture ; des sabots , de la toile grossiere ou de la bure , voilà son vêtement.

Les Bourgeois propriétaires , les neuf dixiemes des pauvres familles nobles de la Campagne , ne font venir de l'Etranger ni alimens , ni boissons , parcequ'ils n'ont pas le moyen de les payer ; mais ils s'en passent & vivent dans la misere. Ce ne sont pas là , Monsieur , les symptômes d'un état dans sa perfection.

Vous vous extasiez sur la prospérité de ces Arts qui servent le luxe & la vanité. Ces Gobelins, ces Van-Robès, cette Manufacture des glaces ! voilà des chefs d'œuvre du génie de Colbert, dont il faudroit s'enthousiasmer.

Nous y voyons tout simplement des privilèges exclusifs qui font très inutilement la fortune de quelques Manufacturiers, érigés sur le pavé de Paris en espèce de petits Seigneurs ; nous voyons qu'ils ne travaillent, comme vous le dites vous-même, qu'à contenter le caprice des Etrangers, ou qui pis est, des sang-sues publiques engraisées de la plus pure substance des Peuples.

Mais s'il falloit rendre seulement une paire de souliers par an à tous ceux que Colbert mit en fabors pendant son administration, cette Manufacture bien plus utile & bien plus respectable, dispersée dans le Royau-

me , y feroit fubfifter mille fois plus d'hommes que vos colifichets.

Ils ne portent point de sabots , les Cultivateurs de Flandres , de Hollande & d'Angleterre ; ils ont des bottes & des fouliers , eux , leurs femmes & les enfans : les nôtres en uferoient *s'ils avoient le moyen.*

Vous êtes calculateur , Monsieur , tâchez de réfoudre ce problème-ci , qui mérite bien vos attentions.

Un ménage de Payfans Anglois & Hollandois , tels que je les ai vus , (je ne parle pas des Fermiers ou Cultivateurs en chef , mais de leurs Ouvriers de culture ; je vous parlerai plus bas des Fermiers) habite une maifon propre & commode ; il a des meubles honnêtes , un buffet affez bien garni , du bon linge , de bons habits pour le travail , & d'autres plus beaux pour les Fêtes. Il a quelques pieces d'argenterie , oui , Monsieur ,
&

& même quelques bijoux en or ; il mange de bon pain , de la viande ou du poisson deux fois par jour , & boit de la biere.

Connoissez vous le sort de ces mêmes Payfans Ouvriers , dans nos Provinces intérieures ? En tout cas je vous l'ai déjà décrit ci-dessus , & je vous ai dit malheureusement la vérité.

Mettez-vous , s'il vous plaît , à votre Bureau quelques matinées ; comptez combien il se trouveroit dans le Royaume de Manufacturiers & d'Artisans employés de plus , si huit ou dix millions au moins de pauvres gens , qui vivent dans la privation de tout bien-être , pouvoient se procurer l'aïssance qui leur manque.

Remarquez , je vous prie , qu'il faudroit cultiver & faire naître auparavant les subsistances de tous les Ou-

vriers & les matieres de leurs ouvrages ; ce qui supposeroit une plus grande population encore dans la classe agricole.

Nous aurions par conséquent sur toute la surface du Royaume beaucoup plus d'hommes & de richesses, dans le moment où vous & moi nous écrivons, si nos Payfans y jouissoient de cette honnête aisance.

Je ne parle point d'une opulence chimérique, il est bon de le répéter ; car les gens de Ville s'imaginent que nous nous repaissons de fables : ils croient que l'état de nos Payfans est leur état naturel, indispensable. Je parle donc de l'*aisance actuelle* du Payfan Flamand, Hollandois, Anglois, Suisse, &c. telle que je l'ai vue, telle que vous pouvez la voir.

Eh bien, Monsieur, voilà tout simplement ce que desiroient le bon Henri

IV & son digne ami le brave Sully. Voilà ce qui seroit arrivé nécessairement, si l'on avoit suivi leurs traces.

Comment s'y prenoient-ils ? Hélas ! Monsieur, tout aussi bonnement. Le Roi n'empruntoit point, au contraire il payoit les vieilles dettes. Il n'augmentoît point les impôts, tout au contraire il les diminuait, en simplifiant la forme de la perception, & en retranchant les bénéfices des Traitans. Il ne faisoit ni réglemens, ni prohibitions, mais au contraire il laissoit toute liberté au commerce quelconque, notamment au commerce des grains. Voilà toute la science de Henri IV & de Sully.

Après eux, vinrent les Conchini, les Richelieu, les Mazarin, les Colbert : que fit-on ?

Jusqu'à Colbert, on n'avoit imagi-

né les taxes qu'en faveur du Roi, des Courtisans & des Financiers. Il en imagina de plus deux especes toutes nouvelles en faveur des Marchands & des Manufacturiers.

Ces deux especes de taxes nouvelles consisterent premièrement dans la *diminution forcée* du prix des subsistances & des matieres premières, même dans les années les plus abondantes, au préjudice des producteurs ; secondement dans les avances qu'il fournit du trésor royal aux Compagnies Marchandes & Manufacturieres.

Sous le nom d'*Etat*, on comprenoit deux parties totalementt distinguées ; savoir, ce pauvre Peuple qui payoit toujours les avances, & qui ne profitoit jamais de ces Manufactures ni de ce Commerce ; & les Manufacturiers, les Négociants, les Riches qui ont du luxe

& de la vanité , qui ne payant jamais , profitoient toujours des états bliffemens : voilà le fait.

Avez-vous vu à la Campagne beaucoup de Cultivateurs & de petits Propriétaires user des broderies , du thé verd , des porcelaines , des Pekins , des vernis & des magots de la Chine ? Croyez-vous qu'ils donnent beaucoup de leur argent pour ces belles choses-là ? Non fans doute , ils n'en ont pas à perdre en pareilles superfluités.

Mais oseriez vous assurer que des 400 millions donnés par Colbert au nom de Louis X I V à notre chere Compagnie des Indes pour la mettre (à ce qu'il espéroit mal-à-propos) en état de les apporter en France , il n'y en eut pas une grande , mais une très grande portion qui fut tirée de la po-

che de ces Cultivateurs, de ces Propriétaires ?

Voilà donc à quoi sert ce beau mot d'*Etat*, d'*argent de l'État* ; à mettre dans un même bloc celui qui paie toujours & ne reçoit jamais, avec celui qui reçoit & ne paie point : nouveau développement de cette idée singulière, que l'on appelle *harmonie entre les classes de la Société*.

Revenons. Quand on empruntoit sous mille & mille formes diverses, pour envoyer au loin des armées de terre & de mer, pour élever des châteaux tristement superbes, pour payer une multitude innombrable de valets plus ou moins titrés, plus ou moins dispendieux ; alors les capitaux étoient détournés de leur emploi naturel ; ils n'étoient plus employés à défricher les terres, à perfectionner leurs cultures, à fonder les Manufactures vrai-

ment *nationales* , c'est-à-dire les Manufactures communes qui emploient les matieres du territoire à faire des ouvrages pour les Habitants du pays.

Sous quelles formes n'a-t-on pas multiplié ces emprunts, ces charges, ces privileges qu'on a créés avec tant de profusion? Ne sont-ce pas des moyens d'emprunter?

On accabloit exprès d'exactions , de mépris, de prohibitions , de contraintes tout le reste des Citoyens; on privilégioit à outrance les Titulaires des moindres charges, jusqu'aux Conseillers du Roi , *Langageurs de cochons* , pour que tout Capitaliste fût mieux tenté de fournir ses deniers aux dépenses du faste & du gaspillage.

On assûroit aux simples prêteurs les plus grands avantages , par les tonti-

nes , les rentes viagères , les loteries , les primes , &c. rien ne coûtoit à promettre , ni même à tenir pour quelque temps , lorsqu'il s'agissoit d'attirer l'argent au trésor.

Cependant il falloit payer les nouveaux intérêts , & par-ci par-là quelques parcelles des capitaux ; il falloit d'ailleurs regagner le montant des exemptions : de plus on ne pouvoit pas toujours emprunter assez pour les *dépenses extraordinaires* , c'est-à-dire excessives ; je ne dis pas seulement de la guerre , mais même de la paix.

On forçoit donc les impôts dans la même proportion , en augmentant les bénéfices des Traitants , les gages des Employés , & de tous ceux qui profitoient du désordre de la recette & du désordre de la dépense.

Leur luxe & leur vanité crois-

soient ; car il n'est jamais de bien plus mal ménagé que le bien mal acquis.

Les Ouvriers qui travaillent aux Manufactures les plus recherchées , durent donc se multiplier ; c'est cette multiplication qui vous extasie. Les draps très fins , les dentelles , les glaces , les tapisseries magnifiques eurent certainement plus de débit : vous pouvez y joindre les marchandises précieuses des deux Mondes.

Ces Manufactures , ce Négocce attirerent plus de capitaux ; ils employèrent une foule d'Ouvriers , comme vous le dites : joignez y celle des valets qui se multiplierent autour des Parvenus de la Cour , des armées , du commerce de la France , du Commerce étranger & des Manufactures privilégiées ; voilà un des côtés de la médaille.

Si le bon Henri IV avoit pu vivre autant que vécut Sully dans sa retraite; (hélas ! il le pouvoit par le bienfait de la Nature, mais....) si son Fils ou son petit-Fils élevé sous ses yeux, eût suivi les mêmes principes de Gouvernement, où auroient été ces capitaux empruntés & gaspillés ? Ils seroient demeurés entre les mains des Propriétaires, des Cultivateurs, des Ouvriers nationaux qui travaillent par eux & pour eux.

Le montant des impôts créés sous Louis XIII, sous Louis XIV, & depuis, auroit resté de même à la terre, d'où la maltre les a tirés.

Calculez, Monsieur, si vous le pouvez, combien de productions & combien d'hommes il se trouve de moins en France qu'il ne s'en trouveroit, si nous avions eu le bonheur de posséder trois Henri IV & trois Sully.

Vous nous direz peut-être qu'alors l'industrie n'étoit pas à son comble , & vous en conclurez que l'Etat n'étoit pas dans sa perfection. Vous nous accuserez d'être ennemis des Arts & du Commerce , sur-tout du commerce étranger qui fait entrer de l'argent dans l'Etat. Il faut peser ces difficultés & prévenir vos doutes.



N^o. VII.

Réponse aux principales objections des Colbertistes , que l'administration économique est la plus favorable aux manufactures , au Commerce & aux autres Arts ; que la doctrine banale sur l'entrée de l'argent dans l'Etat , ou sur sa sortie , n'est qu'une illusion chimérique & dangereuse ; que l'accroissement du commerce étranger peut avoir pour cause la ruine de l'Etat & la misère du peuple ; qu'il en est de même des succès de l'industrie dans les beaux Arts & dans les Manufactures précieuses.

Je rassemble ici , Monsieur , sous un coup d'œil toutes les difficultés qui doivent avoir frappé votre esprit clair-voyant ; je les discute en peu de mots ; ce n'est pas avec vous qu'il est besoin de s'appesantir sur les détails.

On nous objecte sans cesse d'être les

ennemis du Commerce & des Arts. On suppose que nous déclamons contre les manufactures & contre l'industrie ; quelques unes de vos réflexions sembleroient appuyer ce reproche. Elles sont dans votre première partie, chapitre neuvième (pages 44 & suivantes).

» Je dois , dites-vous , répondre
» à une objection commune.

» Les progrès & la variété des
» Arts & de l'industrie , que nous
» annonçons , comme propices à
» l'agriculture , sont précisément ce
» qui la contrarie ; tous ces établis-
» sements (dit-on) détournent de la
» culture des terres & des travaux de
» la campagne , en présentant aux
» hommes des occupations plus at-
» trayantes.

» Je ne fais pourquoi l'on veut
» toujours mettre en opposition les
» rameaux qui *s'élèvent de la même*

» *tige* (expression qui n'est pas exacte, sauf le respect qui vous est dû : la culture & la manufacture ne sont point deux *branches* sortant de la même *tige*. La culture est la *première souche*, qui fournit aux manufactures toutes les *subsistances* des *ouvriers*, & toutes les *matières* des ouvrages. Si vous faisiez des *productions naturelles*, fournies par la culture, une *branche séparée*, il n'y auroit *plus rien dans l'autre*.

» On ajoute (dites-vous plus bas)
 » que si les établissements d'indus-
 » trie n'offroient pas tant d'échanges
 » agréables à ceux qui disposent
 » dans la société des subsistances ou
 » de l'argent qui les représente, une
 » plus grande partie de ces richesses
 » seroit employée à nourrir des cul-
 » tivateurs, & la fécondité des terres
 » augmenteroit.

» Vous répondez très juste à cette

mauvaise difficulté que nous n'avons
jamais faite , & que nous ne ferons
jamais. » Pourquoi les propriétaires
» désireroient-ils cette fécondité , si
» ce n'est pour leur bonheur ?

Vous terminez ainsi votre appolo-
gie. » Qu'on finisse donc de *décla-*
» *mer* contre les arts & les manufac-
» tures , ou que ceux qui les *proscri-*
» *vent* trouvent les moyens de faire
» partager les terres également , &
» de renouveler encore ce partage
» toutes les années «.

Vos Lecteurs pourroient croire que
les Economistes sont précisément les
Auteurs de cette proscription, de ces
déclamations par vous si justement
blâmées ; & les propriétaires seroient
à bon droit alarmés du résultat d'une
doctrine , qui sembleroit les réduire
au brouet noir , comme les institu-
tions de Licurgue.

Non , Monsieur , non , la science

économique n'est point ennemie des arts du commerce des manufactures ; nous disons formellement qu'ils sont très utiles , très agréables , qu'ils font le bien être de l'espece humaine sur la terre.

Nous demandons pour eux la liberté la plus entiere , & l'immunité la plus parfaite. Est-ce donc leur déclarer une guerre bien sanglante ? Que voudriez-vous de plus ?

C'est une chose bien singuliere que cette imputation à laquelle on s'efforce tous les jours de donner plus de consistance.

Nous disons , „ il faut laisser à tout
 „ le monde la faculté d'exercer toute
 „ espece d'industrie , d'établir routes
 „ les manufactures qu'il voudra , de
 „ voiturier , de vendre , d'acheter
 „ toute espece de marchandise quel-
 „ conque , de faire tous les métiers
 „ possibles ; il faut que les Ouvriers ,
 „ que

„ que les Marchands , que les Voi-
 „ turiers , que les Artistes , les Ar-
 „ tisans , les personnes qui vivent
 „ de leur science & de leurs talents ,
 „ ne paient aucune taxe , aucun im-
 „ pôt , ni sur leurs personnes , ni sur
 „ leurs logemens , ni sur leurs actions ,
 „ ni sur leurs effets ou marchand-
 „ ses , dépenses ou consommations
 „ quelconques «. Eh bien ! nous som-
 „ mes les *ennemis* des Manufacturiers ,
 „ des Négociants , des Artisans.

Les Colbertistes disent , „ il ne
 „ faut pas donner pleine liberté aux
 „ manufactures , au commerce , aux
 „ métiers ; il faut des réglemens ,
 „ des prohibitions , des contraintes ,
 „ des privileges exclusifs , des corpo-
 „ rations , des maîtrises , des juran-
 „ des ; il ne faut pas donner pleine
 „ franchise & immunité à toute cette
 „ classe de Citoyens ; il faut leur
 „ faire payer des taxes de corps , une

» capitation , une industrie , un ving-
 » tieme sur les maisons ; des droits
 » sur le sel , le vin , la viande , le bois ,
 » la chandelle , sur toutes leurs sub-
 » sistances , sur toutes les matieres ;
 » puis sur tous les transports & sur
 » toutes les ventes » ; & ceux-là
 sont les *amis* des manufactures du
 commerce & des arts. *Quelle amitié !*

Mais , nous dit - on , vous con-
 damnez le *luxe* : oui , sans doute ,
 parceque le luxe est l'ennemi de tout
 bien , & même de l'industrie , du com-
 merce & des arts.

C'est , Monsieur , un des points
 de la doctrine économique , sur le-
 quel il paroît que nous n'avons pas
 eu le bonheur de vous persuader. Vou-
 lez - vous permettre que je vous l'ex-
 plique ?

Vous n'êtes pas homme à vous ef-
 frayer de deux ou trois mots , comme
 une femmelette du bel air , ni à les per-

siffler sans les comprendre , comme un bel esprit superficiel. Donnez-vous , je vous prie , un moment de patience.

Vous savez déjà ce que c'est que le *produit net de la culture* ; c'est précisément le montant d'un bail à ferme dressé , comme il doit l'être à sa juste valeur.

Dans le *produit net* , il y a une portion qui n'est pas *disponible*. Oui , Monsieur , disponible ; pourquoi pas ! c'est-là un mot comme un autre ; il n'est pas , je crois , trop sauvage ; il ne sent ni le grec ni le latin. Disponible n'est ni trop difficile à prononcer , ni trop dur à entendre.

Mais ! qu'est-ce qu'il signifie ? qu'il y a une portion de ce *produit net* , de laquelle on ne peut pas *disposer à son gré* , parcequ'elle a un *emploi nécessaire & indispensable* , un emploi comme sacré.

M ij

Nous avons observé que le *produit net* des terres se partage entre les Propriétaires particuliers , & le Souverain qui prend sa part , au moyen des impôts.

Chaque Propriétaire particulier doit entretenir les *avances foncières* ; le Souverain doit entretenir les *grandes avances de l'Etat*.

Tout ce qu'il faut à ces *entretiens* , est , Monsieur , une portion du *produit net de la culture* ; mais cette portion n'est pas *disponible* , au gré des Propriétaires & des Administrateurs du Trésor public.

Quand on a prélevé *l'entretien* des avances publiques ou privées , le reste peut se *dépenser à volonté* : on peut en disposer. Vous voyez que ce n'est pas un grand mal , de dire en un seul mot *disponible*.

Tout ceci est fort clair , direz-vous ; mais ce ne sont pas des cho-

ies neuves. Oh ! non Monsieur, nous n'inventons rien ; nous y regardons seulement , & les autres ni regardent pas. Voilà toute la différence ; en y regardant, nous trouvons un principe clair , simple , évident , où les autres ne voient que contradiction & qu'incertitude : & comme on n'a pas grand peine à prendre , nous nous trouvons bien payés de cette petite attention-là.

Vous concevez donc la nécessité des *avances* de l'*entretien* habituel de ces mêmes *avances* ; » il ne » *faut pas manger son fonds* ; il faut » *l'entretenir* ». Voilà , Monsieur , tout ce que nous disons d'abord aux Cultivateurs , aux Propriétaires , aux Souverains.

La dépense que vous pouvez faire à votre fantaisie , en objets qui servent uniquement à la décoration , au faste & à l'amusement , est *fixée* par cette

nécessité, de conserver le fonds & de l'entretenir. Si vous *excédez la mesure*, en retranchant le fonds même, ou négligeant son entretien, cet excès est le *luxe*, toujours funeste, toujours blâmable.

Mais quand vous avez respecté vos fonds, quand vous avez eu soin de pourvoir à leur entretien, rien ne vous oblige à dépenser en superfluités, en ornements, en plaisirs, tout le *revenu disponible*. Vous êtes un homme sage & bienfaisant ; d'en attribuer encore une portion tous les ans, à l'amélioration de vos héritages, c'est-à-dire, à l'accroissement de vos revenus futurs & de ceux de votre postérité.

Dans un état long-temps dégradé par le faste & le gaspillage, cette *amélioration continuelle* & progressive est plus utile que dans tout autre ; ce n'est pas un obligation stricte & in-

dispensable , mais c'est un mérite , une vertu.

Ce n'est pas seulement aux deux autres classes de la société que cette amélioration est utile , c'est encore à celle des manufactures , du commerce & des arts.

Si le luxe donne un moment de prospérité apparente aux plus brillants objets de l'industrie , c'est aux dépens du *produit net* , & par conséquent au préjudice des manufactures même, du commerce intérieur & des arts , qui servent le plus aux jouissances des Citoyens.

Si la sagesse des améliorateurs paroît pour quelque moment retarder la fabrication , le débit & la jouissance des ouvrages de l'art , c'est pour les mieux *fonder* par une bonne & solide augmentation des récoltes totales & du produit net.

En un mot , le luxe , bien mieux

que le despotisme , abat l'arbre pour manger son fruit , & pour brûler son bois. L'accroissement *des avances* du propriétaire & du cultivateur , seme pour les arts & le commerce ; elle greffe , elle écussonne , pour que les fruits plus retardés soient meilleurs & plus abondants.

Le luxe jouit des arts , comme les enfants jouissent des vergers. Les améliorateurs de la terre & de sa culture , jouissent comme des hommes raisonnables.

En mangeant son fonds au lieu de l'entretenir , un jeune dissipateur peut soudoyer à Paris , pendant quelques années , des ouvriers de plusieurs especes ; mais le temps vient où le prodigue ruiné va mourir à l'Hôpital , & laisse tous ces gens-là sans pratique.

Le luxe général & public fait en grand , dans tout le Royaume , les mê-

mes révolutions. Les parts-prenants de la recette & de la dépense des impôts mal assis & plus mal employés, soldent quelques temps des hommes qui les font briller & qui les amusent. Mais à mesure , les autres manufactures , les autres commerces , les autres arts , perdent leurs pratiques. Les cultivateurs , les propriétaires trop vexés , trop rançonnés par le régime fiscal , prohibitif , réglementaire , sont obligés de retrancher leurs jouissances.

S'ils n'avoient point été pillés de la sorte , ils se seroient enrichis , & leur opulence plus juste , plus solide , auroit à son temps fait fleurir toute espèce d'industrie ; mais fleurir d'une manière certaine , d'une manière immuable.

Nous ne sommes donc point ennemis des arts , des manufactures & du commerce.

Mais nous donnons la préférence parmi les *arts* , à ceux qui servent le plus généralement : parmi les manufactures aux plus communes, qui fournissent des habits , des meubles , vêtements au peuple , & parmi toutes les sortes de commerces , à celui qui se fait dans *l'intérieur* du Royaume entre ses habitants.

Quoi l'argent qui devrait entrer dans l'Etat , & qui n'entre que par le commerce extérieur , vous n'en faites donc aucun cas ? N'est ce pas le palladium des Empires , le grand objet des Gouvernements politiques ?

Hélas ! non Monsieur , toute cette petite doctrine de l'argent qu'il faut faire entrer dans l'Etat , & qu'il n'en faut pas laisser sortir , est trop misérable & trop sophistique pour nous en laisser préoccuper.

Vous savez bien , Monsieur , que l'or & l'argent ne sont , ni la seule ,

ni même la première & la plus solide richesse.

Vous savez bien aussi , que la masse plus ou moins considérable de métaux , ne règle point du tout la *circulation d'argent* qui se fait entre les Citoyens , entre les diverses classes de la société.

Vous savez bien enfin que l'argent qui dort dans les coffres-forts des Capitalistes , n'appartienne point du tout à l'Etat , sur le territoire duquel ils demeurent.

Ces trois vérités réunies ne doivent-elles pas vous persuader que les grands mots : *Attirer de l'argent dans l'Etat : Empêcher qu'il ne sorte de l'argent de l'Etat* , sont des mots vuides de sens , qui ne devoient plus séduire que les derniers Apprentifs des Bureaux politiques ?

Nous ne disons pas , Monsieur , comme on nous en accuse encore

faussement , que l'or & l'argent ne sont pas des richesses. Je ne connois d'Auteur qui soutienne une these si ridicule , que la Mere Bobi de M. Sedaine , dans l'Opéra-comique de Rose & Colas.

Mais je dis , avec tout le monde , que bien loin d'être l'unique richesse , la plus solide & la plus profitable , l'argent n'est au contraire qu'un moyen d'acquérir les vrais biens , les richesses utiles & agréables , les richesses permanentes.

Les autres sont désirables *par elles-mêmes*, pour en *jouir immédiatement*. L'or & l'argent , monnoies , ne sont désirables que pour se procurer des jouissances passageres ou renaissantes.

A quoi bon le trésor qu'on ne voudroit pas dépenser ? Mettez une pierre à la place , vous diroit très bien le fabuliste.

Mais , Monsieur , toute dépense

est la preuve qu'on préfère tel & tel objet à l'argent. Voyez combien de préférences !

Vous ne me direz pas que le vendeur préfère de même , & par choix l'argent à sa marchandise. Vous savez bien que la plupart des ventes sont *forcés* par une *nécessité étrangère*. Le cultivateur vend son meilleur froment pour payer ses impôts & sa ferme ; il mange du seigle , de l'orge , des criblures. Le vigneron vend ses bons vins & ne boit que de la piquette : le manufacturier se passe très souvent de ses propres ouvrages ; & le proverbe dit , comme vous savez , que les Cordonniers sont mal chauffés.

L'argent n'a d'usage précisément que dans le moment où on le dépense ; des habits , des meubles , des bijoux , servent long-tems ; une maison dure davantage.

Mais le meilleur , le plus sûr em-

ploi de l'argent , c'est , Monsieur , au jugement de tous les hommes sages , l'acquisition d'une terre cultivée , qui donne un revenu solide.

Après celui-là , vous trouverez que les capitaux sont placés utilement à la fondation d'une manufacture , à l'établissement d'un commerce , à l'acquisition d'une science ou d'un talent lucratif.

Dépenser l'argent pour se faire des rentes , ou du moins pour se procurer son bien-être , voilà tout ce qu'on veut quand on desire d'acquérir de l'argent.

Les gens de la Ville qui sont obligés de tout acheter , jusqu'à l'eau qu'ils boivent & jusqu'à l'air qu'ils respirent , ne pensent qu'à l'argent , parcequ'il est tout pour eux.

Le propriétaire aisé qui vit du produit de sa terre , n'ayant à payer ni son loyer , ni son pain , ni son vin , ni sa

viande , ni la plupart de ses autres jouissances , a mille fois moins besoin d'argent.

Ce n'est pas à ces propriétaires qu'on peut faire illusion , en faisant sonner le mot d'argent à leurs oreilles ; ce n'est pas à celui des cultivateurs ; ils vendent ce qu'ils ne peuvent pas s'empêcher de convertir en argent pour payer ce qu'ils doivent ; ils aimeroient bien mieux le garder pour nourrir plus d'ouvriers de culture , pour semer davantage , & pour jouir eux-mêmes.

Ainsi , Monsieur , le seul bon sens dit à la classe la plus nombreuse & la plus importante du Royaume , que l'argent n'est pas tout , que l'argent même n'est pas le principal. De bonnes avances , de bonnes récoltes ; voilà ce qu'ils demandent en premier lieu : qu'on leur permette d'en garder en nature une meilleure portion , qu'on

les dispense , le plus qu'il sera possible , de l'obligation d'en vendre pour faire de l'argent , voilà ce qu'ils demandent en second lieu : car cet argent-là n'est pas pour eux , c'est pour les autres.

Quant aux capitalistes , qui , par état , accumulent des especes , & qui se font des revenus avec leur argent , je conçois qu'ils ont un intérêt très direct à le faire venir dans leurs coffres , & à ne permettre qu'il en sorte qu'à bonnes enseignes , pour y revenir.

Mais , Monsieur , cet argent des Capitalistes , qui , selon vous-même , peuvent toujours le cacher & le transporter ailleurs , n'appartient point à l'Etat , où ils font leur domicile ; ils le louent plus ou moins cher aux Souverains ou aux particuliers quelconques des quatre parties du monde.

La France est bien riche , dites-vous ,

vous : pourquoi ? C'est qu'il est entré pour plusieurs millions de métaux , & il n'en est point sorti. Mais où sont ces métaux ? Ils sont en bonnes especes dans les caisses de plusieurs gros Capitalistes qui jouissent d'un grand crédit , & qui sont la banque dans tout l'univers. Fort bien : mais les propriétaires sont-ils plus riches ? les fermiers sont-ils plus riches ; c'est-à-dire , vendent-ils mieux leurs denrées ? les manufacturiers , les commerçants , les artisans sont-ils plus riches ; c'est-à-dire , peuvent-ils nous donner leurs ouvrages & leurs salaires à plus bas prix, ou même à prix égal ? Voilà ce qu'il faut éclaircir.

Que ces millionnaires *étrangers* (car ils le sont par-tout , selon votre propre aveu , tant qu'ils restent purement & simplement Capitalistes , ayant leur argent dans le coffre-fort) amassent des trésors ; c'est par soi-même une

chose bien indifférente. S'ils les amassent *aux dépens* des propriétaires , des cultivateurs , des manufacturiers , des commerçants , des artisans qui servent à la Nation elle-même ; c'est un mal & un très grand mal. Leur argent n'est point la richesse de l'Etat ; il en est la ruine. Ce sont de très mauvais locataires , qui se font payer trop cher par ceux qui les logent.

Mais ils le prêteront au Gouvernement , si le Prince veut faire des guerres brillantes au-dehors , ou s'il veut éblouir au-dedans par le faste de ses dépenses d'ostentation. Grand merci du secret ; vous n'en avez pas les gants. La Gailligai & le Maréchal d'Ancre vous ont appris ce beau métier-là : les Mignons d'Henri III en favoient aussi quelque chose. Si c'est pour guerroyer qu'on emprunte , je vois bien le profit des Munitionnaires & des Fournisseurs , c'est le plus sûr ;

je vois des parchemins & des cordons pour les Officiers de tout grade qui n'auront pas la tête cassée ; je vois de beaux matériaux pour la Gazette & pour l'Histoire ; mais le bien de l'Etat je ne le vois pas , & je doute , malgré tout votre esprit , que vous me le fassiez voir d'une manière bien claire & bien solide.

Supposez tout ce qu'il y a de plus heureux ; une conquête , par exemple : c'est une belle chose que d'acquiescer une Province !

Voudriez-vous bien nous calculer combien il y auroit de profit pour trois ou quatre de mes honnêtes amis du Périgord , si Louis XV , à la paix de 1748 , avoit reculé sa frontière en Flandres de deux ou trois lieues. C'est la solution de ce problème qui nous feroit voir clairement l'intérêt de la Nation.

Mais pour parler de celui du Prin-

ce : j'ai vu , Monsieur , les deux dernières guerres ; récapitulons , s'il vous plaît ; les sommes incroyables qu'elles ont fait dépenser sur les revenus ordinaires ; celles qu'on s'est procurées par des additions d'impôts ; celles enfin qu'on emprunta pour subvenir aux frais de ces campagnes ; croyez-vous que les revenus de Louis XV n'eussent pas été plus augmentés par le bien-être que ces Peuples auroient goûté pendant la paix , s'il l'avoit eue , qu'ils ne le feroient même par la conquête d'une partie de la Flandres Autrichienne ? Je ne crois pas que vous en puissiez douter.

Emprunter pour faire la guerre , quand même on feroit sûr du succès , ce seroit donc évidemment une folie ruineuse. Hélas ! quel est le Souverain qui n'ait pas à conquérir une très grande partie de son propre Royaume ?

J'en ai vu , Monsieur , dans les

Provinces des Propriétaires mal avisés qui ne pouvoient pas mettre en valeur la moitié de leurs terres, & qui s'écrasoiént de dettes pour en acheter encore d'autres ; mais aussi j'en ai vu de très sages qui, se voyant un capital adventif, au lieu de le mettre en nouvelles acquisitions, l'employoient à l'amélioration de leurs anciens domaines : il en est tout de même des Souverains ; ne pas faire la guerre, ne pas augmenter les impôts, ne pas emprunter, c'est pour eux le moyen le plus sûr de s'enrichir, en faisant le bonheur de leurs Peuples.

Après des guerres problématiques & ruineuses, après des regnes de faste & de dissolution, le Peuple doit encore le capital & de gros intérêts à ces prêteurs, dont les capitaux accumulés n'ont servi qu'à faciliter les déprédations, & vous croiriez qu'on doit respect & reconnoissance à ceux qui les.

ont prêtés , quand même ils ne les auroient amassés qu'à nos dépens : en vérité , Monsieur , ce seroit pousser trop loin la charité.

Mais enfin , *la circulation d'argent* qui se fait entre les individus & les classes d'une société policée , n'est-elle pas la vie politique des Etats ? Oui , sans doute , Monsieur , nous en convenons tous avec vous , & le fameux tableau économique , si critiqué par ceux qui ne l'entendent pas , n'est destiné qu'à démontrer au doigt & à l'œil cette grande vérité.

Mais le plus ou le moins de numéraire physiquement introduit & conservé dans l'Etat , ne fait rien du tout par lui-même à *cette circulation*.

Vous savez mieux que moi , Monsieur , qu'un seul & même sac de cent pistoles paie souvent dans un seul & même jour dix à douze mille francs , & par conséquent le nombre des paie-

ments ne dépend point du nombre des écus : vous en êtes bien persuadé.

La *circulation générale* de l'Etat est tout de même Un Fermier paie son Propriétaire & ses impôts ; l'argent qu'il donne pour prix de son bail passe des mains du Propriétaire dans celles des Marchands , des Artisans , des hommes de toute espece , & retourne dans celles d'un Cultivateur , parce que la dernière dépense de toute la classe des Manufactures & de l'industrie des Villes se réduit aux subsistances & aux matieres premières.

Augmentez la production des denrées & le produit net ou le prix des fermes , sans qu'il entre une seule piece de monnoie de plus dans le Royaume ; il s'y fera sûrement une plus *grande circulation* ; diminuez la production totale & le produit net , sans perdre un seul écu , la circula

tion fera nécessairement beaucoup moindre.

Aussi , Monsieur , n'ignorez - vous pas la valeur de ces expressions populaires : *l'argent est rare , l'argent est commun*. Vous savez qu'ils signifient , non pas à la lettre , il y a moins de sacs ; mais ceux qui existent roulent moins , & servent au plus petit nombre de paiements.

Par exemple , quand les récoltes manquent , les Cultivateurs toujours pressés par l'impôt ne peuvent payer les Propriétaires ; ceux-ci attendent & restreignent leurs dépenses : les Ouvriers travaillent moins , les Manufacturiers n'ont qu'un médiocre débit : *on ne voit pas un écu* , disent les gens des Villes.

Après avoir supposé deux pays absolument semblables en tout ; augmentez d'un tiers les avances rurales

du premier , sa production & son produit net , vous augmenterez nécessairement la circulation qui se fait entre les trois classes ; celle des Cultivateurs paiera plus d'argent aux Propriétaires , qui fourniront un plus grand revenu au Souverain ; toutes les deux ensemble auront plus le moyen d'acheter à la troisième classe des ouvrages & marchandises , & cette dernière , à son tour , aura de quoi payer plus de subsistances & de matières. Ces denrées de nouvel accroissement forment précisément l'augmentation des récoltes & du produit net. Non-seulement sans qu'il entre de l'argent , mais même quand il en sortiroit , le même sac fera quatre ou cinq paiements au lieu de trois : voilà tout le mystère. Mais pendant que le second pays restera dans le même état de cultures & de récoltes , la circulation y demeurera exactement la même.

La première, la plus grande, la plus importante nécessité n'est donc pas de *faire entrer de l'argent* ou de *ne le pas laisser sortir*.

Mais vous repoussez donc l'or & l'argent, vous ne faites donc aucun cas du Commerce étranger ?

Pardonnez-moi, Monsieur ; nous ne demandons là-dessus que liberté plénier, comme sur tout le reste. La France ne cueille chez elle ni or, ni argent, comme elle ne produit ni sucre, ni café.

Permis aux Négociants d'acheter les métaux, les denrées & les marchandises étrangères, & de les débiter à leur gré, pourquoi pas ? C'est un échange très utile & très agréable ; nous voudrions même qu'il se fit avec pleine franchise, avec l'immunité la plus parfaite.

Mais ce Commerce étranger n'est-il pas le principal, n'est il pas le signe

le plus évident de la prospérité d'un Etat? Non.

Le Commerce principal est celui qui se fait dans la Nation & pour la Nation; c'est celui qui procure le bien-être & l'existence au plus grand nombre, c'est celui qui marche immédiatement avec la prospérité.

Quant au Commerce étranger; c'est un signe très équivoque du bonheur public & de la bonne administration.

Je sens, Monsieur, l'obligation où je suis de prouver une proposition si paradoxale à vos yeux : hélas ! rien n'est plus facile.

Prenons seulement un petit exemple. Nos pauvres Payfans de l'Orléanois se passent de bas, de bonnets & d'habits de laine, depuis que les impôts sont devenus de jour en jour plus excessifs.

Il reste encore en Sologne des brebis & des toisons, que devient la laine ?

Un de ces Manufacturiers que vous aimez tant , l'achete à bon marché , comme vous dites , pour vous en faire des calottes & des bonnets à l'usage des Turcs. On les envoie à Marseille , en retour on apporte du café du Levant & des tapis de Perse. Pour qui ? Pour ceux qui s'enrichissent à la levée des impôts , pour les Manufacturiers , pour les Négociants privilégiés de Marseille.

En attendant , les vignes de l'Orléanois dépérissent , le Peuple est nud & mal à son aise.

Voulez-vous un autre exemple : la Caisse de Poissy , l'impôt des Boucheries , la régie des Cuirs réunis aux autres accroissemens d'impôts , ont détruit les deux tiers de vos Tanneries. Le Commerce extérieur achete les autres denrées & marchandises que consommeroient les Propriétaires , les Cultivateurs enrichis par la vente de

bétail , les Entrepreneurs , les Ouvriers , les Marchands qui vivoient sur la fabrication des peaux en France. En retour de ces objets on apporte des cuirs étrangers qui paient un plus gros droit , & coûtent plus cher au consommateur.

Je vous citerai , quand il vous plaira , mille & mille autres preuves de cette vérité ; » que l'accroissement du Commerce extérieur est un signe très équivoque de la bonne administration & de la prospérité réelle d'un Etat ».

En un mot , Monsieur , voilà ce que je vous propose d'éclaircir.

Existe-t-il , ou non , deux manieres d'opérer un accroissement du numéraire dans les mains des Capitalistes , un accroissement de population dans les Manufactures les plus recherchées , & dans les Arts qui servent au faste ; un accroissement dans le Commerce extérieur ?

Nous soutenons qu'il y en a deux ; que l'une est *bonne* & que l'autre est *mauvaise* : que l'une est *juste* & que l'autre est *injuste* : que l'une est *plus rapide*, parcequ'elle l'est trop, mais aussi n'est pas solide ; que l'autre est plus lente, mais plus durable.

La bonne, la juste, la solide méthode est de commencer par les Propriétaires & par les Cultivateurs ; d'augmenter d'abord leurs *avances*, afin d'accroître les *récoltes* & le *produit net* ; afin d'avoir plus de *subsistances* & plus de *matieres premieres*, de plus grands *revenus annuels*, & une plus grande portion *disponible* ; afin d'augmenter les Manufactures, le Commerce & les Arts, le *Commerce intérieur* le premier, parcequ'il se fait tout entier dans la Nation, par la Nation, pour la Nation. Le Commerce extérieur ensuite, parcequ'il n'est qu'un supplément de l'autre, un

pis aller dans toute la force du terme.

Cette méthode est celle d'Henri IV & de Sulli ; c'est à la perfectionner que tend la science économique.

La pratique en est simple & facile. Soulagez le Peuple du poids énorme des impôts qui l'accablent ; que le Roi continue de ne point emprunter & de payer exactement les intérêts de la dette publique , jusqu'à ce qu'il puisse entamer les remboursements des capitaux ; que l'ordre s'établisse dans la dépense du Souverain. Qu'on accorde aux cultivateurs , aux manufactures, au commerce & aux arts pleine franchise & liberté parfaite , qu'on abroge toute formalité , tous réglemens , toute exaction fiscale.

L'autre méthode est celle de Louis XIV & de Colbert , elle consiste à fixer & rançonner les propriétaires & les cultivateurs par des prohibitions , des contraintes , des taxes , des droits

de toute espece , afin de favoriser
à leurs dépens (car vous en convenez
 vous-même de bonne foi , que c'est
à leurs dépens) cette classe de manu-
 factures plus recherchées & du com-
 merce extérieur.

C'est une *injustice* & une *folie* ;
 une injustice vis-à-vis des proprié-
 taires & des cultivateurs , qu'on
 oblige , selon vous-même , à des *pri-
 vations* & des *sacrifices* ; une folie
 pour la classe même du commerce &
 de l'industrie , qui *mange son propre
 fonds* , en faisant *son profit* pour le
 moment , *aux dépens* des *Propriétaires*
 & des *Cultivateurs* , puisqu'elle dé-
 truit ses subsistances & les matieres
 de ses ouvrages.

Si les déprédations fiscales & les
 profusions du faste mal entendu , font
prosperer pour quelque moment les
Arts qui servent , comme vous dites ,
 le luxe & la vanité des riches Natio-
 naux ,

naux , des part prenans de l'exaction ou du gaspillage , & des Etrangers , c'est un grand mal que cette *prospérité passagère*.

Vous convenez vous-même que nous en avons assez & même trop ; mais j'ai prouvé que nous avons trop peu d'avances rurales , trop peu de Commerce intérieur & de Manufactures populaires , même trop peu de bleds depuis dix ans , & vous en êtes d'accord.

Ce n'est donc pas le régime de Louis XIV & de Colbert qu'il nous faut , c'est celui de Henri IV & de Sulli. Tel est le point précis sur lequel j'ose , Monsieur , vous demander une explication nette & précise.



TROISIEME OBJET D'ÉCLAIRCISSEMENTS.

Nouveau système de législation sur le commerce des grains proposé par M. N. Objet principal de ces réglemens ; examen des motifs qui les font proposer , & des effets qui pourroient en résulter.

AP R È S avoir exposé vos idées philosophiques, sur l'origine & sur la nature des rapports , qui constituent les sociétés policées ; après avoir établi vos principes d'économie politique , & vos regles fondamentales d'administration économique ; vous descendez enfin , Monsieur , à tous les détails du sujet très important , qui fait la matiere de votre ouvrage ; vous annoncez vos projets sur le commerce des grains , & vous nous prescrivez une législation toute nouvelle.

Mais avant d'en examiner les conditions & les suites , il m'a paru nécessaire d'éclaircir encore le but que vous vous proposiez , en imaginant pour nous un système de réglemens.

Ce n'est sûrement pas en faveur des propriétaires & des cultivateurs , que vous avez bien voulu rédiger ces Loix prohibitives ; vous essayez de prouver qu'elles ne sont pas capables de leur causer un préjudice énorme ni perpétuel , nous examinerons cet article en son temps.

Mais , au moins , pourroit-on croire que votre système est nécessaire à tout homme qui vit de son travail.

Au commencement & à la fin de votre Livre , vous parlez du peuple , vous reclamez en son nom , l'*humanité* , la *bienfaisance* , (tom. premier , pag. 6 (tom. 2 , pag. 171). Un si beau zele a dû vous concilier bien des suffrages.

Oij

Cependant , Monsieur , dans l'exposition détaillée de vos principes & de vos vues , je trouve que cette bienfaisance est réduite par vous-même à des limites bien étroites.

Je ne veux pas vous analyser ; il faut que je vous copie , dans la crainte que nos Lecteurs ne me soupçonnent d'altérer vos idées. Voici donc vos propres termes :

« Si le prix constant des bleds in-
 » téresse peu les propriétaires des
 » terres , il semble que le même prix
 » doit être pareillement indifférent
 » aux ouvriers d'industrie ; puisque
 » le prix de leur journée s'y propor-
 » tionne. Cependant cette propo-
 » sition n'est juste qu'à certains égards.
 » Tâchons de faire la distinction
 » qu'elle exige.

« Le prix constant des denrées *est*
 » *indifférent à la classe d'ouvriers* , qui
 » *n'a point à craindre la concurrence*

» *étrangere* ; tels sont les hommes
 » attachés à la terre , les domestiques
 » de toute espèce , les Maçons , les
 » Charpentiers , & toutes les person-
 » nes enfin d'ont l'industrie ne con-
 » siste pas en *ouvrages transportables* ,
 » mais en services qui exigent leur
 » présence.

» On peut ajouter encore à cette
 » énumération , les *fabricants* des ou-
 » vrages transportables , mais d'un
 » trop petit prix , ou d'un trop gros
 » volume , pour que les Etrangers ,
 » assujettis à payer des frais de trans-
 » port , pussent devenir les concur-
 » rents des ouvriers nationaux.

» Toute cette classe d'hommes in-
 » dustrieux , est sûre que , dans un
 » temps donné , le prix de ses tra-
 » vaux sera proportionné aux prix des
 » subsistances. Ainsi , le prix constant
 » des grains *est aussi indifférent* pour

» elle que pour la classe des proprié-
 » taires ».

Elle est longue , Monsieur , cette
 liste des Citoyens , qui n'ont rien à
 gagner aux soins que prend votre
 sollicitude bienfaisante. Voyons donc
 quels en sont les objets.

« Mais tous les ouvriers en galons ,
 » en broderies , en dentelles , en
 » montres , en bijoux de toute es-
 » pece , &c. (cet &c. est de votre
 » texte) peuvent craindre la concu-
 » rence étrangère , parceque les frais
 » de transport ne forment pas un ob-
 » jet considérable sur une marchan-
 » dise précieuse , ni même sur une
 » marchandise commune quand elle
 » est de petit volume.

.... » Il résulte de ces différentes
 » circonstances , que beaucoup de Fa-
 » bricants *nationaux* ont un grand in-
 » térêt à la modération du prix des

„ subsistances , afin que celui de leur
 „ ouvrage soit pareillement *modéré* ;
 „ & que les propriétaires de richesses
 „ ne trouvent pas leur avantage
 „ à donner la préférence aux travaux
 „ des autres Royaumes ; & cet intérêt
 „ des Manufacturiers (en galons ,
 „ broderies & bijoux) devient
 „ un intérêt *social* ; puisque toutes
 „ les fois qu'on achète au-dehors des
 „ ouvrages de l'industrie , on favorise
 „ la population & la richesse
 „ étrangère aux dépens de la prospérité
 „ nationale ». Tel est , mot à mot ,
 le Chapitre vingt-deuxième de
 votre première partie , dont j'ai transcrit
 plus des trois quarts (*pag. 118*
& suivantes.

Il m'a paru nécessaire de montrer
 quelle est la portion du peuple à laquelle
 votre législation est *indifférente*
 selon vous-même , & quelle est la
 portion de ce même peuple à laquelle

vous avez eu dessein de vous rendre utile.

Au reste , Monsieur , je dois commencer par vous rendre la justice qui vous est dûe. Vous convenez ici d'un fait très important , qui nous est contesté par des Ecrivains , dont les lumières ou la bonne foi n'égalent pas les vôtres.

Dans Paris où l'on peut tout affurer & tout écrire , on nous certifioit , de la manière la plus positive , que les *salaires des ouvriers* n'avoient point augmenté du tout , ou du moins qu'ils ne s'étoient point accrus dans la même proportion que l'augmentation du prix des grains.

Vous avez l'esprit trop juste , pour n'avoir pas senti , par la théorie , que c'est une supposition impossible ; & par les faits , que c'est une assertion fautive.

On trouve dans un Journal poli-

rique & dans une petite Brochure , qui porte pour épigraphe : *Panem nostrum quotidianum* , ce calcul singulier , que depuis dix ans les propriétaires des terres à bled & les Fermiers ont dû gagner *six milliards* sur le pain du pauvre peuple (Journal du 15 Décembre 1774 , pag. 234).

Or ces six milliards , les Propriétaires & les Fermiers *ne les ont pas dépensés* : car , pour *dépenser* 600 millions de plus par an , il faudroit de deux choses l'une , ou qu'il fût *survenu* dans le Royaume au moins *un million & demi d'ouvriers de plus* , à raison de 450 liv. par an l'un portant l'autre ; ce qui est un bon prix ; ou qu'on eût *augmenté* les *salaires des anciens*. Je défie qu'on dépense autrement les 6 milliards.

Mais , suivant les mêmes Auteurs , le Royaume s'est *dépeuplé* depuis dix ans , bien loin d'avoir acquis un mil-

lion & demi de nouveaux habitants
 Les six milliards sont donc restés
 en bel & bon argent comptant dans
 les coffres des Propriétaires & des
 Fermiers.

La somme est un peu forte ; vous
 êtes plus à portée que moi de véri-
 fier qu'on ne verroit pas un écu dans
 notre Europe , si les Propriétaires &
 les Fermiers des terres à bled tenoient
 enfermés pour six milliards d'espece
 numéraires ; ainsi vous n'avez pas
 été la dupe d'un calcul si bisare. La
 spéculation seule vous aura fait sou-
 rire , & voilà tout.

D'ailleurs , en observateur atten-
 tif , vous aurez pu vous informer du
 fait.

Vous convenez en conséquence de
 cette vérité , » que dans un temps
 » donné le prix des travaux se pro-
 » portionne au prix des subsistances.
 Mais vous avez cela de commun

avec les autres Ecrivains , que vous supposez comme une vérité certaine , & même , en quelque sorte , comme une vérité par nous reconnue , » que
 » la liberté du commerce des grains
 » a pour effet infaillible *le renchérissement*.

Mais , dans le vrai , nous avons réclamé sans cesse contre cette assertion tant de fois répétée.

Il y a , Monsieur , un *problème fondamental* , sur la liberté du commerce , qui consiste à prouver qu'elle fait en même-temps le *profit* des *producteurs* qui sont les Fermiers & les Propriétaires de la campagne , & le *profit* des *consommateurs* qui sont les ouvriers des Villes.

Si vous aviez attaqué ce problème & les démonstrations que nous en avons tous donné depuis douze ans , je répondrais à vos difficultés sur ce point capital ; mais vous n'en dites pas un mot dans votre Ouvrage.

Qu'en résulte-t-il ? que vous avez fait un gros livre sur une matière , sans l'avoir même entamée , sans avoir seulement posé l'état de la question.

Nº. PREMIER.

Que le but des Partisans de la liberté n'est point de renchérir le prix du pain pour le Consommateur. Que ce renchérissement n'est point l'effet des loix actuelles. Preuves de cette vérité , que le prix naturel , maintenu par la liberté , est également avantageux au Producteur de la campagne & au Consommateur de la ville.

C'est donc la manie perpétuelle des Anti-Economistes de supposer comme une vérité reconnue cette insigne calomnie , que nous désirons la *cherté du pain* : que cette *cherté* fut & sera toujours la suite naturelle & infaillible de la liberté.

C'est par cet artifice que les partisans très intéressés de tout impôt ruineux , de toute police réglementaire , de toute déprédation , s'efforcent de rendre la science économique odieuse au peuple des villes , & surtout à celui de la Capitale.

Rien n'est plus grossier que cet artifice , & j'espère vous en convaincre dans un moment. Il réussit néanmoins par le nombre , par l'assurance , & par le zèle des sang-sues du peuple & des trompettes qu'ils ont grand soin de salarier pour faire des dupes.

Vous êtes , Monsieur , trop honnête , trop éclairé , trop sage , pour avancer une semblable calomnie : mais sans l'énoncer formellement , vous donneriez (sans doute involontairement) trop d'avantage à ce parti des exacteurs , si vous refusiez des éclaircissements.

Vous prenez pour base de tous vos raisonnemens cette même supposition : « que la liberté du commerce renchérit le pain du consommateur ». Vous ne daignez pas examiner cette proposition ; vous ne faites aucune mention de nos réclamations à cet égard ; vous n'attaquez ni les preuves de droit , ni les preuves de fait , par nous cent fois alléguées.

Mais au moins faut-il savoir ce que nous voulons avant de nous refuter ; il le faut , sur-tout pour ne pas tomber dans l'inconvénient de nous attribuer le contraire de nos vues & de nos desseins.

Je suis donc obligé de vous le rappeler. Selon nous , le Propriétaire , traiteroit librement avec son Fermier , qu'il garantiroit de tout impôt quelconque , de toute taxe , de toute prohibition , de toute contrainte.

Pour se procurer cette pleine franchise de ses Fermiers , celle de tous les Marchands , de tous les Ouvriers & Salariés quelconques , le Propriétaire partageroit avec le Souverain en lui donnant telle ou telle portion du prix de sa Ferme.

Le Fermier vendroit son grain à de bons Meûniers , qui sauroient tirer le meilleur parti possible de ces denrées , par la bonne mouture & le bon assortiment des farines.

Le Meûnier vendroit ses farines au Boulanger , qui feroit de bon pain. La vente , l'achat , le transport , la garde des grains , le moulage , l'assortiment , le débit des farines , la fabrication , l'exposition & la vente du pain , seroient libres à tout le monde, *sans rien payer* , à toutes les heures du jour , & dans tous les lieux du Royaume.

Nous disons d'abord *pourquoi pas ?*

C'est un grand argument que celui-là , quoiqu'il n'en ait pas l'air , à cause de la simplicité des expressions.

Cette *liberté*, cette *immunité*, sont l'état *primitif & naturel* des hommes. Ce sont très évidemment les réglemens & les exactions , qui doivent paroître *des systèmes* nouveaux & inventés après coup.

Ces systèmes violent , selon vous-même , les droits de justice & de propriété. Il ne suffit donc pas d'avoir *des routes* pour les adopter , il faudroit *une certitude*.

Ce n'est donc pas à nous à prouver , c'est à nos adversaires. Où est *le mal* occasionné par la liberté , par l'immunité (nous disons *le mal démontré*) qui naît essentiellement d'une manière directe & infaillible de la pleine franchise ?

Nous pourrions nous en tenir à cette réponse ; vous avez l'esprit trop
juste

juste & le cœur trop droit , pour ne pas convenir qu'elle est très forte. Vous n'opposez que des doutes & des craintes , des possibilités , dont j'espère même qu'il sera facile de vous montrer le néant.

Mais nous allons plus loin ; nous disons : Il se trouve par l'ordre de la Nature & par les décrets de la Providence des variétés dans les récoltes , suivant les années & les climats : il y en a de médiocres , il y en a de bonnes , de très bonnes , mais il y en a de mauvaises & de très mauvaises.

Sans le soin de celui qui garde & qui transporte , qu'arriveroit-il ? Dans les bonnes années , les producteurs risqueroient d'être surchargés de grains qu'ils ne pourroient pas vendre. Dans les mauvaises , les consommateurs risqueroient de mourir de faim.

Les villes Capitales souffriroient des disettes , même dans les années les plus abondantes , si on ne faisoit pas venir leurs subsistances de cinquante lieues à la ronde. Deux ou trois récoltes mauvaises , ou même médiocres , affameroient une Province , si les autres ne pouvoient lui donner aucun secours , après qu'elle auroit épuisé ses réserves.

Il faut donc un commerce qui *conserve* & qui *transporte* les denrées d'un lieu dans un autre ; première vérité convenue. Vous essayez, Monsieur , non pas de combattre directement cette proposition trop évidente , mais d'y jeter une espece de louche dans les troisieme , quatrieme & cinquieme chapitres de votre seconde Partie. (pag. 202 & suiv.) Je dissiperai ces petits nuages.

Mais vous commencez par convenir (pag. 194 & 196.) de l'utilité ,

de la nécessité même de ce commerce.

„ Une Province , dites-vous , a du
 „ superflu ; une autre est dans la di-
 „ sette ; il n'est rien de plus con-
 „ forme à la justice & aux principes
 „ de société que de permettre à ces
 „ deux Provinces de s'entre aider
 „ mutuellement ; l'une en recevant
 „ un secours qui lui est nécessaire ;
 „ l'autre en échangeant un superflu
 „ qui lui seroit inutile contre les
 „ biens dont elle est privée. „

... „ Si le commerce achete dans
 „ une année très fertile , avec le
 „ dessein de garder jusqu'à la sui-
 „ vante , il rend encore service à
 „ la société , puisqu'il prévient une
 „ baisse trop sensible , & fait servir
 „ ses capitaux à conserver dans le
 „ Royaume une denrée précieuse. „

Vous observez , à peu près comme
 nous , que le commerce qui conserve
 & qui transporte les grains , des

temps & des lieux où ils *surabondent* , pour le soulagement des temps & des lieux où ils manquent , *égalise le prix* ; c'est-à-dire , qu'il empêche les alternatives de *chertés affreuses* & de *nulle valeur* , qui se succéderaient alternativement sans cette communication.

Il ne tenoit qu'à vous de calculer que ces alternatives sont également ruineuses , pour le producteur des campagnes & pour le consommateur des villes.

Vous auriez trouvé ce calcul dans plusieurs de nos Ouvrages , & notamment les Nouvelles Ephémérides Economiques de cette année 1775 , tome I.

En effet , Monsieur , qu'un homme de la ville achete deux ou trois septiers de bled par chaque année , sur le pied de 16 liv. le septier dans les temps d'abondance , vous convenez

que c'est un très bas prix , puisque vous fixez à 20 francs le taux qui vous paroît exiger la sortie des grains hors du Royaume ; mais que dans les mauvaises années ils les achete à 48 liv. (nous verrons toute à l'heure que ce n'est pas une cherté fort extraordinaire) , il n'en est pas moins vrai que 48 & 16 font 64 , par conséquent le prix moyen est 32 ; ainsi les septiers de bled coûteroient , en ce cas , l'un portant l'autre , 32 livres chaque à ce consommateur.

Un commerce qui conserveroit les bleds de la bonne année pour la disette , & qui les apporteroit librement des pays abondants à ceux qui souffrent , *égaliseroit mieux les prix* ; de manière qu'on acheteroit le septier environ 24 francs dans le bon temps , & 34 dans le mauvais ; mais 44 & 24 ne font que 38 ; & la moitié de 38 n'est que 19.

Ainsi , Monsieur , le commerce libre seroit profitable au consommateur des villes , qui ne débourseroit au total que 58 , au lieu de 64 , pour avoir deux septiers de bled , l'un dans la bonne année , l'autre dans la mauvaise.

Dans le cas des variétés , ce consommateur acheteroit son grain , l'un portant l'autre , à 32 liv. le septier ; au lieu que , dans le cas de législation des prix , il ne l'acheteroit qu'à 29 livres , compensation faite de l'un par l'autre.

L'avantage des hommes de la Ville est donc indubitable.

Celui des producteurs de la campagne ne l'est pas moins. En voici la raison bien frappante , quoique fort ignorée de la plupart de ceux qui raisonnent sur cette matiere.

C'est , Monsieur , que le producteur n'a pas tous les ans autant de

bleds à vendre ; il s'en faut beaucoup ; au lieu que le consommateur des Villes en mange à peu près autant tous les ans.

Dans les très mauvaises années , plusieurs cultivateurs n'ont rien ou presque rien de reste ; il arrive quelquefois qu'ils sont obligés d'acheter eux mêmes de quoi semer , & une partie de leurs subsistances.

Le bled a beau valoir cinquante francs & plus : ce prix excessif pour le consommateur ne fait aucune compensation en faveur du laboureur *qui ne vend pas* ; il fait *contre* celui qui est obligé d'acheter lui-même.

Voudrez vous bien , Monsieur , me donner un petit moment d'attention ? je vous ferai faire une remarque très essentielle , qu'on ne feroit jamais de soi-même dans une Ville.

Sur six septiers de grain récolté , il est très rare que le cultivateur en

puisse vendre deux ; six septiers font le produit d'un très bon arpent ; mais il en faut semer un , il en faut manger trois.

Une récolte *médiocre* est celle qui rend un sixieme de moins, vous en conviendrez. L'arpent ne produira donc en une année médiocre , que 5 septiers.

Mais , Monsieur , il faut toujours semer & manger également ; les 4 septiers se prélevent donc à l'ordinaire : on n'en peut vendre qu'un seul.

Un sixieme de *déficit* sur la récolte fait donc une grande moitié moins sur la vente.

Que Dieu détruise le quart des moissons au lieu du sixieme. On ne cueillera que 4 septiers & demi au lieu de six. On ne pourra plus en vendre que la *moitié* d'un au lieu de deux.

Les trois quarts de la vente sont donc anéantis , quand il se perd un quart

seulement de la production totale.

Ne comptez le septier qu'à 15 francs; les deux valent 30 livres; mais pour se mettre au pair, quand il n'en a qu'un demi à vendre, il faudroit que le septier se vendît 60 francs, quand il y a seulement diminution d'un quart sur la récolte; il faudroit qu'il valut 30 francs, toutes les fois que la récolte est seulement diminuée d'un sixieme.

Si la perte de la production totale est d'un tiers, notre cultivateur n'a rien du tout à vendre, quand même le bled monteroit à 72 livres, il n'y gagne pas.

Enfin, si la perte est de moitié; ce qui n'est pas inouï, les prix sont excessifs; mais le Fermier, bien loin de vendre, est obligé d'hacheter lui-même.

D'autant mieux que dans les mauvaises années, les bleds d'ordinaire ne valent rien à semer.

L'intérêt du cultivateur n'est donc pas que le *bled* soit cher dans les années de disette ; il n'y gagne rien, il y perd.

Cet intérêt du cultivateur , est celui que les Economistes ont toujours pris en main : celui qu'ils ne cesseront de défendre , envers & contre tous , sans exception.

Oui , Monsieur , nous voulons meilleur marché dans les temps de disette : par exemple , que le plus haut prix soit d'environ trente francs , & de moins s'il est possible.

Mais nous ne voulons point de *bas prix* dans les bonnes années , parceque c'est la ruine des Fermiers , des Propriétaires , du Clergé , de la Noblesse , du Souverain lui même ; & par un contre-coup nécessaire , la ruine des Manufacturiers , des Marchands , des Artisans *nationaux* ; c'est-à-dire , qui travaillent pour la Nation.

C'est ce *bas prix* qui cause ensuite les *chertés excessives*. Les cultivateurs qui vendent mal , n'ont ni le moyen , ni l'émulation d'améliorer leurs ateliers , leurs avances & leurs travaux ; les terres sont abandonnées : on les cultive mal. Arrivent les accidents : une partie de la denrée a été gaspillée ; on l'a laissé manger aux animaux , germer & pourrir faute de foin & d'intérêt , parcequ'elle ne se vendoit pas. La disette venant , les gens de la Ville achètent fort cher le bled des Pays étrangers , ou de quelques Monopoleurs privilégiés ; mais les cultivateurs n'en retirent aucun profit de leur misère.

La liberté du Commerce opere précisément le contraire ; elle soutient le prix dans les années abondantes. Supposons qu'elle le porte de 16 à 24 livres , alors le cultivateur vend deux septiers par arpent ; c'est

16 liv. de profit ; il a de l'émulation & des moyens , il *améliore* sa culture.

Arrivent les mauvaises années. L'augmentation qu'il a faite dans ses avances & dans ses travaux rend le mal un peu moindre ; le bled ne vaut que 32 à 34 livres , au lieu de 50 à 60 francs , où il auroit monté sans la liberté du commerce , qui a conservé & qui apporte ; mais c'est un bien pour lui , plutôt qu'un mal.

Au lieu d'un demi septier par arpent , il en vendra les deux tiers : par exemple , à 33 livres , ces deux tiers font 22 francs. Joignez cette somme aux 48 livres qu'il a reçues dans la bonne année ; c'est 70 livres de recette.

Dans le cas d'alternatives causées par le défaut de liberté , sa recette auroit été , dans la bonne année , 32 francs pour deux septiers , à raison

de 16 ; & 26 livres pour un demi septier à 52 francs ; en tout 58 liv. & 12 francs de perte sur les deux ans pour le Fermier , par chaque arpent.

Cependant , Monsieur , je le répète (car , nous ne pouvons trop répéter) , voici , dans les mêmes cas , le calcul du consommateur , 24 francs pour la bonne année , & 34 liv. pour la mauvaise , font 58 livres. Le prix moyen est 29 livres ; c'est le cas de légalisation des prix par la liberté.

Dans le cas des prohibitions , 16 & 52 font 68 ; le prix moyen est 34.

La liberté du commerce , en égalisant les prix , les diminue donc pour le consommateur en même - temps qu'elle les augmente pour le producteur.

Pourquoi ? c'est qu'elle augmente ces prix dans les années abondantes ,

où le cultivateur vend beaucoup ; & qu'elle les diminue dans les années défectueuses , où il vend peu ou point du tout ; au lieu que le consommateur des Villes mange à-peu-près également dans tous les temps.

C'est ainsi , Monsieur , que dans une société bien organisée , le *profit* des uns ne se fait pas *aux dépens des autres* , comme vous le dites ; mais , au contraire , avec l'avantage de tous les autres.

Je reviens , & je demande comment il peut se faire que ce problème fondamental , par nous tant de fois & si clairement expliqué , soit totalement passé sous silence , dans un Ouvrage considérable , que vous publiez sur cette matière ?

C'est là le point capital : vous l'avez peut être envisagé comme une simple spéculation. En ce cas là même , il valoit au moins la peine d'être ré-

furé : vous répondez à des objections bien moins spécieuses.

Mais, Monsieur, ce n'est pas une théorie que je viens de vous exposer ; ce sont les faits historiques , parfaitement d'accords avec le raisonnement : je vais encore vous en répéter la preuve pour la vingtième fois.

N°. I I.

*Preuves de fait que ce sont les Régle-
ments & les prohibitions sur le com-
merce des grains , qui renchérissent
le pain du consommateur des Villes ;
que c'est la liberté qui le diminue de
prix , bien loin de le renchérir.*

On diroit, Monsieur, que vous avez senti la force du détail historique sur le prix des bleds que je vais vous donner : vous avez fait, pour l'é luder, un Chapitre sixième dans votre seconde Partie (p. 228) sous ce

titre » sur les Arguments tirés des
» anciens faits ».

Dans ce Chapitre , vous insinuez adroitement qu'il s'agiroit de quelques petits faits antiques ; par conséquent peu certains ; d'ailleurs isolés , & de mince conséquence.

Vous nous faites dire (page 229)
» en telle année , époque de prohi-
» bition , le bled fut à un prix ex-
» cessif ».

» A telle année , époque de la li-
» berté , le bled fut à bas prix , &
» l'abondance régna par-tout ».

Permettez-moi de vous observer que nos observations historiques deviennent bien maigres sous votre plume : vous-en jugerez vous même , ainsi que nos lecteurs.

• Je vais transcrire , pour la troisième fois mot à mot , une partie du Discours que M. de Chavannes, Conseiller
ler

ler de Grand'Chambre au Parlement de Paris , prononça le 28 Novembre 1768 , dans la grande assemblée de Police qui se tint au Palais. Il dit :

» Que les chertés étoient fréquen-
 » tes sous le régime de l'ancienne lé-
 » gislation , & qu'en parcourant feu-
 » lement les Regnes de Louis XIII
 » & de Louis XIV , & les temps de
 » leur pleine majorité , on trouvera
 » des chertés en 1621 , 1626 , 1630 ,
 » 1660 , 1693 , 1698 , 1709 ; que
 » plusieurs avoient duré quatre à
 » cinq années , quelques-unes da-
 » vantage , & qu'on voyoit que sur
 » quatre-vingt-huit ans que les ma-
 » jorités de ces deux regnes avoient
 » duré , il y avoit eu trente-quatre
 » années de cherté , dans plusieurs
 » desquelles le bled avoit été porté
 » jusqu'à 86 , 89 & 97 livres le septier ,
 » & le pain jusqu'à douze & quinze
 » sols la livre , monnoie actuelle ;

„ que ces hauts prix ne s'étoient
 „ point soutenus pendant tout le
 „ temps des chertés ; mais que le
 „ prix commun , pendant cinq ans ,
 „ avoit été de 42 livres 18 sols ;
 „ pendant deux de 53 livres 19 sols ;
 „ pendant trois ans , de 38 liv. 9 sols ;
 „ & pendant deux ans , de 63 livres
 „ 17 sols ; qu'ainfi les temps de l'an-
 „ cienne législation avoient été beau-
 „ coup plus malheureux que ceux-ci.
 „ Qu'on prétend à la vérité que
 „ c'étoit l'oubli des Loix qui ame-
 „ noit la cherté , & que dès qu'on
 „ les faisoit exécuter , le bon marché
 „ revenoit avec l'abondance ; mais
 „ que pour juger de l'effet des Ré-
 „ glements , il n'y avoit qu'à consul-
 „ ter le Traité de la Police , & y
 „ joindre les tableaux des prix de Ro-
 „ zoy , donné au public par M. Du-
 „ pré de Saint Maur , dans son Essai
 „ sur les Monnoies , qu'on y verroit ,

„ au contraire , que les efforts des
 „ Magistrats n'avoient point été cou-
 „ ronnés des succès que méritoit la
 „ pureté de leurs intentions.

„ Que ce qu'on connoissoit de ce
 „ qui s'étoit passé en 1621 , se rédui-
 „ soit à une Sentence de Police rendue
 „ le 8 Janvier 1622 , qui n'empêcha
 „ point que le bled n'augmentât ,
 „ & ne se soutînt pendant deux ans ,
 „ au prix de vingt-huit & de vingt-
 „ neuf livres au marché de Rozoy ;
 „ ce qui étoit regardé alors comme
 „ un prix excessif.

„ Qu'en 1630 , les premières in-
 „ quiétudes se manifestèrent au mois
 „ de Juillet ; qu'alors le bled étoit à
 „ Rozoy à vingt-neuf livres ; qu'on
 „ tint une assemblée générale de Po-
 „ lice ; qu'on distribua des Commis-
 „ saires sur les ports & dans les halles ;
 „ qu'on en députa six dans les Pro-
 „ vincès qui environnent Paris , pour

„ faire arriver des grains ; que le
 „ Commissaire Lamare dit qu'ils en
 „ firent en effet arriver , & que la
 „ cherté cessa avec la disette ; mais
 „ que n'étant pas entré à cet égard
 „ dans aucun détail, on ignore quel
 „ fût précisément à Paris l'effet de
 „ cet approvisionnement ; qu'il y avoit
 „ toute apparence qu'il ne produisit
 „ qu'une diminution artificielle &
 „ éphémère , puisqu'il étoit constant ,
 „ par les tables du marché de Rozoy ,
 „ que le prix commun des bleds fut à
 „ Rozoy, pendant toute l'année 1630,
 „ de 47 liv. 16 sols ; pendant l'année
 „ 1632 , de 37 liv. 18 s. 10 deniers
 „ & qu'il ne tomba à 28 liv. 10 sols
 „ qu'au mois d'Avril 1633 ; qu'ainsi
 „ les descentes des Commissaires ne
 „ produisirent aucune diminution
 „ réelle.

„ Qu'en 1660 , il paroissoit que plus
 „ la Police avoit redoublé de sévérité ,

» plus le bled avoir augmenté de prix.

» Que , suivant le Commissaire
 » Lamare , il valoit au mois de Juin
 » 1660 , 25 liv. 10 sols ; qu'il fut
 » porté en très peu de temps à 65 l.
 » 10 sols. Après avoir sévi contre
 » quelques Marchands , on députa
 » neuf Commissaires au Châtelet ,
 » pour se transporter dans les Pro-
 » vines , informer des abus , faire
 » ouvrir des magasins , & amener des
 » bleds à Paris. Ils partirent au mois
 » d'Octobre , & trouverent neuf mille
 » quatre cents cinquante muids (1) 8
 » septiers de bled ; ils en firent partir
 » trois mille six cents pour Paris , ar-
 » rêterent le reste , jusqu'à ce qu'ils
 » eussent des voitures , & le bled baiss-
 » sa , suivant le Commissaire La-
 » mare , à 44 liv. 10 sols.

» Que les choses avoient pu se

(1) C'est de quoi nourrir Paris un peu moins de quatre jours.

„ passer ainsi à Paris ; mais que tous
 „ ces mouvements n'avoient eu au-
 „ cune influence sur le marché de
 „ Rozoy ; qu'il n'éprouva dans cette
 „ époque ni la cherté excessive de 65
 „ livres , ni les diminutions si sen-
 „ sibles au marché de Paris , & que le
 „ bled , qui étoit , le 2 Octobre 1660,
 „ à 48 livres 12 sols , se fourrit à peu-
 „ près au même prix jusqu'au mois
 „ d'Octobre 1661..

„ Qu'il s'étoit élevé un conflit en-
 „ tre les Officiers du Châtelet & ceux
 „ du Bureau de la Ville ; que pendant
 „ ce conflit leur activité réciproque
 „ avoit été suspendue , & que le bled
 „ étoit demeuré à Rozoy , toujours
 „ au même état.

„ Que ce conflit ayant été décidé le
 „ 19 Août 1661 , la vigilance de ces
 „ Officiers se ranima sans doute , &
 „ le bled , suivant le Commissaire
 „ Lamare , fut porté à Paris , au
 „ mois d'Août à 74 liv.

„ Que les Arrêts du Parlement ;
 „ ceux du Conseil , se multiplierent
 „ pour ramener l'abondance à Paris ,
 „ pour y faire arriver , soit les bleds
 „ des Provinces voisines , soit ceux
 „ qui avoient été achetés dans les
 „ pays étrangers.

„ Que pour connoître quelle in-
 „ fluence ces Arrêts avoient eue sur le
 „ prix du bled , il falloit consulter les
 „ tables des prix du marché de Rozoy ;
 „ qu'on y verroit qu'il fut à Rozoy
 „ au 4 Octobre , à 58 liv. 19 sols ;
 „ au premier Janvier 1662 , à 58
 „ liv. 16 sols 8 deniers ; au premier
 „ Avril à 66 liv. 17 s. 4 den. ; au pre-
 „ mier Juillet , à 77 liv. 1 sol ; qu'il
 „ fut à Paris à un prix encore plus ex-
 „ cessif , vers le mois de Mai , puis-
 „ qu'il y valut , suivant le Commis-
 „ saire Lamare , 97 liv. 7 s. & le pain
 „ 15 sols la livre ; qu'ainsi les faïsses ,
 „ Ordonnances , Sentences , Arrêts ,

„ multipliés pendant vingt mois , ne
 „ purent l'empêcher de venir à cer-
 „ excès , & que ce ne fut que lors-
 „ que les bleds , que le Roi avoit fait
 „ acheter , arriverent , que le prix en
 „ diminua.

„ Que les chertés 1672 , 1698 &
 „ 1709 , présentoient à peu-près les
 „ mêmes tableaux & les mêmes ré-
 „ sultats ; qu'il étoit vrai cependant
 „ qu'en 1694 , le bled étant parvenu
 „ à 89 liv. puis retombé à 84 liv. le
 „ septier , on avoit envoyé , le 20
 „ Juillet , six Commissaires au Châ-
 „ telet dans les Provinces , pour en
 „ faire arriver à Paris ; qu'ils le firent ,
 „ & que le bled diminua : mais que
 „ leurs soins n'en furent par la seule
 „ cause ; que tous les efforts de la Po-
 „ lice , depuis dix-huit mois , avoient
 „ été impuissans ; que ceux-ci furent
 „ heureusement secondés de la récolte
 „ la plus abondante ; qu'il lui paroîs-

» soit que ce fut à la récolte , encore
 » plus qu'au voyage des Commissaires,
 » que le succès en fut dû , puisqu'en
 » 1709 , ils n'empêcherent point le
 » bled de monter à 86 livres 11 sols
 » à Rozoy , & à un prix encore sans
 » doute plus haut à Paris , au mois
 » d'Octobre , c'est-à-dire , trois mois
 » après le départ des Commissaires
 » pour la Province ; que la certitude
 » de la récolte abondante des mêmes
 » grains fit ensuite diminuer le bled
 » peu-à-peu , mais qu'il valoit encore ,
 » au mois de Juillet 1710 , 41 livres
 » 13 f. 9 den. (1).

» Que d'après ces différents faits ,
 » il lui étoit difficile de n'être pas

(1) M. de C * * pouvoit ajouter qu'en
 1724 , 25 & 26 , le bled fut depuis 30 liv.
 jusqu'à 51 liv. 18 f.

En 1740 & 1741 , depuis 31 liv. jusqu'à
 57 liv. 12 sols , le pain à 9 sols la livre pen-
 dant plusieurs jours , & à 5 sols pendant un
 an presque entier.

» convaincu de l'inutilité des efforts
 » des Magistrats contre la cherté des
 » grains.

» Qu'on ne pouvoit espérer de vé-
 » ritable secours, que du commerce
 » & de la liberté qu'il demandoit ;
 » que cette liberté avoit toujours été
 » reconnue pour l'ame de tout com-
 » merce, & que ce principe étoit
 » avoué par ceux-mêmes qui pro-
 » posoient aujourd'hui de lui donner
 » des entraves qui l'anéantiroient sans
 » ressource.

Ce n'est pas là un petit fait isolé
 comme vous le dites ; c'est trente-
 quatre ans sur quatre-vingt-huit.

Je ne portois le renchérissement
 excessif qu'à 64 livres ; mais vous
 voyez, par la taxe des marchés, qu'il
 a monté dans le temps des prohibi-
 tions, à 77, 80, 86, & 97 francs le
 septier, mesure de Paris.

Un témoignage aussi respectable &

aussi bien circonstancié que celui de M. de Chavannes , doit vous disposer à nous écouter sur cet historique.

Souffrez donc que je vous rappelle un excellent calcul fait par M. Dupont, dans le tome septieme des Ephémérides , année 1770 , toujours d'après la même table des marchés.

Il a pris une époque de cent trente cinq années consécutives, depuis l'année 1610 , où mourut Henri IV , & fut déplacé le bon Sully , partisan de la liberté ; jusqu'en 1745.

Il a supposé qu'une famille de consommateurs, habitants de la Ville , auroit acheté un septier tous les mois au prix courant ; ce feroit , selon vous, six personnes à nourrir , & c'est un cas fort ordinaire.

Dans les cent quarante cinq années , presque toutes de prohibitions , il y a eu des variations incroyables ; c'est-à dire , des très bas prix , de 9

à 10 liv. monnoie actuelle & des chertés de 60 à 97 liv.

Mais il y a un prix commun & moyen. Quel est il , Monsieur , vous en souvenez-vous : je suis sûr que non.

Combien cette famille de la Ville auroit-elle acheté le septier de bled l'un portant l'autre , compensation faite des bas prix & des chertés.

Avouez , Monsieur , que cette question là est fort importante ; qu'elle mérite bien d'être examinée : qu'elle doit être la base de votre Ouvrage.

Eh bien , Monsieur , ce prix moyen des cent trente-cinq ans , écoulés depuis la mort d'Henri IV jusqu'en 1745 , est (vous en allez être étonné comme bien d'autres , & vous l'oublierez peut-être comme bien d'autres) . . . Ce prix commun est . . . rachez de deviner. Celui précisément

de la halle de Paris , *trente-deux livres quinze sols neuf deniers.*

Ces deux faits là sont également certains ; le premier , que le prix du marché de Paris n'a pas passé cette année 32 livres 10 sols , pour ce qu'on appelle le bon bled moyen.

Le second , que le prix commun & moyen ; des regnes de Louis XIII, Louis XIV & Louis XV , jusqu'en 1745 , a été 32 livres 16 sols 9 den. pour chaque septier , acheté par le consommateur , l'un portant l'autre.

Il y en a un troisième également certain , également important ; c'est que sur cent quarante cinq ans , il n'y en a eu que neuf où le prix ait été réellement à 32 livres.

Par conséquent , il y a eu cent trente six ans de variations ; & sur ces cent trente-six , il y en a eu soixante-quatre où les prix ont passé ces 32 livres 16 sols 9 deniers de notre monnoie actuelle.

Soixante sur cent trente-six : ce n'est pas une année comme vous nous le faite dire : ce n'est pas là un petit fait incertain & isolé ; c'est le véritable état des choses ; c'est l'expérience en grand & très grand , autant qu'il soit possible de la faire.

Je vous engage , Monsieur , à vérifier vous même tous les calculs de M. Dupont , & les sources qu'il indique : cet historique est sûrement une partie très essentielle qui manque à votre Ouvrage.

Voyez , je vous prie , de quelle modération j'usois avec vous tout à l'heure ; je ne portois l'avilissement des prix qui ruine les cultivateurs, les propriétaires , & tout le reste de l'Etat qu'à 16 francs ; & il fut un temps où ils tombèrent à neuf ou dix : je ne portois le renchérissement qui ruine les Villes , sans profit pour la campagne , qu'à 60 livres ou envi-

ron : vous verrez qu'il fût aux environs de 90 francs.

Calculez , si vous le pouvez , quels préjudices causerent alternativement aux Villes & aux Campagnes , ces variations prodigieuses.

Mais , Monsieur , nous ne sommes pas quittes sur ce chapitre du détail historique : vous avez adopté le préjugé populaire , accrédité par nos ennemis , que nous avons pour but le renchérissement du bled pour le consommateur des Villes ; vous nous en devez raison.

Nous sommes dans une nouvelle époque depuis 1754. En cette année , un premier Arrêt du Conseil , rétablit l'antique & primitive liberté du commerce des grains.

On ne doit pas même pardonner au peuple de Paris , de ne faire aucune attention à ce qui se passe dans cette même époque ; à plus forte

raison, trouverez-vous juste & raisonnable que nous reprochions une semblable négligence aux personnes instruites qui raisonnent & qui font des Livres sur cette maniere. •

Admettons , si vous le voulez , que la liberré ait influé sur tout ce qui s'est passé depuis 1754 jusqu'en 1775 : voilà vingt-un ans.

Dans cet espace de temps , nous avons eu quatre mauvaises récoltes , 1767 , 1769 , 1770 , 1774.

Vous n'êtes pas capable de me disputer le fait très certain & très notoire , que ces quatre récoltes ont été mauvaises. Outre que vous êtes instruit & honnête , vous savez bien que quatre années , dans une époque de vingt un ans , font malheureusement un événement ordinaire , sur lequel il faut compter.

Nous avons eu des années médiocres sans doute ; c'est encore la marche

che ordinaire de la nature , & enfin des années abondantes.

Qu'est il arrivé sur-tout quand la liberté du commerce a été un peu mieux observée ? Il n'y a pas eu de *très bas* prix , & les cultivateurs ont réparé leurs affaires délabrées : nous en convenons de bonne foi.

Mais , Monsieur , il n'y a pas eu de *chertés excessives* comme autrefois. Il n'y en a pas dans ce moment.

Dans quel temps ; dans quel lieu , depuis 1754 , a-t on acheté le froment plus de 50 francs , plus de 60 , plus de 70 & 80 le septier de Paris ? Il y fut en 1740 & 1741 ; en 1725 & 1726 ; c'est le temps de la génération présente. Il y fut en 1709 & 1710. Il y fut en 1693 & 1694 ; il y fut en 1661 & 1662 ; il y fut en 1630 , en 1626 & 1627.

Oui , Monsieur , au-delà , beaucoup au-delà de 50 francs ; ce fut

alors le prix du septier, mesure de Paris, qui n'a valu cette année que 32, & tout au plus 34 le meilleur.

La nouvelle Législation *diminue donc les chertés*, suivant le peuple même, bien loin de *les augmenter*. Elle les diminue donc de la manière la plus sensible à son avis, puisqu'il se trouble & s'échauffe à présent, quand le meilleur & le plus beau froment vaut 34 francs : je ne connois depuis vingt-un que trois époques où il ait passé ce prix de 32 francs, 1768 ; 1771 & 1775 ; mais c'est la faute de trois mauvaises années.

Trois sur vingt, font une sur sept : voilà l'état nouveau. Soixante quatre sur cent trente six ; c'est-à-dire, près de la moitié : voilà l'état précédent.

Et encore avec quelle différence ? Dans le nouvel état, il n'a jamais passé 40 liv. dans Paris, & dans presque tout le Royaume : dans l'ancien il a passé 50, 60 & 80.

Ce n'est pas tout encore : il y eut cherté en 1771 ; cherté plus forte que celle d'aujourd'hui.

Mais , Monsieur , de quel front nos adversaires osent ils mettre cette cherté là sur le compte de la liberté ?

Ne fut-elle pas abolie cette liberté en 1770 , par des Arrêts & des Lettres-Patentes , qui sont connus de tout le monde ?

Pourquoi dissimuler ce fait qu'on ne peut nier. Ils furent mis en vigueur en 1771 , & ils furent exécutés avec la plus extrême sévérité par tout , les anciens réglemens abrogés par M. Bertin , en 1763.

Il y eut cherté en 1771 ; il n'y a pas eu même de bon marché en 1772 & 1773 , quoique les récoltes fussent abondantes.

Ce sont donc encore trois années d'expérience qu'il faut joindre aux

chertés qui sont arrivées sous l'empire des Réglemens.

Des Ecrivains, qui se permettent de créer les faits, peuvent, Monsieur, englober sous une même époque tout ce qui s'est passé depuis 1754 ou 1763. Mais un Auteur probe & grave, comme vous, doit éviter de pareilles confusions.

Rendez au regne des prohibitions, des exactions, des monopoles, les années 1771, 1772, 1773, & partie de 1774; & raisonnons d'après la vérité.

Il y eut cherté en 1768. Oui, Monsieur; mais une cherté qui ne fût pas excessive : une cherté de moitié moindre que celles du temps précédent. Quelle en fût la *cause*? Est ce la *liberté*; la seule *liberté*? Vous n'oseriez le dire, vous qui avez de la raison & de l'honneur?

La récolte de 1767 fut détestable,

parcequ'il survint une gelée terrible au mois d'Avril , la nuit de Pâques ; cette gelée perdit tout.

Il est étrange qu'un événement si récent , si public , soit si parfaitement oublié.

La liberté duroit en grande partie depuis 1754 & 1763 ; elle n'avoit point fait de *cherté*. La gelée de Pâques 1767 en fit une ; mais *modérée*. Premier exemple.

Il y a *cherté* en 1775 ; hélas oui , Monsieur , & nous en sommes fâchés. Mais , qu'*elle cherté* : le bled n'a monté qu'à 34 liv. le septier de Paris.

La récolte 1774 a-t-elle été bonne ou mauvaise ? celle de 1775 étoit-elle ou non problématique en Avril , quand il survint une sécheresse , dont nul homme vivant n'a peut-être vu d'exemple ?

Vous n'oserez pas encore nous con-

rester des vérités connues de tout le monde.

Qu'en devons nous conclure ; que bien loin d'augmenter le renchérissement, la liberté le diminue.

Les partisans de toute exaction, de tout monopole, prennent peut-être bien leur temps auprès de la populace, qui ne voit rien qu'au jour le jour.

Mais les honnêtes gens, qui ne sont pas peuple, devroient-ils être séduits de même.

Après une très mauvaise récolte, que le meilleur bled soit à 34 livres le septier ; s'il y a de quoi s'étonner, c'est que la cherté soit si modérée ; puisqu'autrefois il en auroit valu plus de 50, & peut-être plus de 70.

Mais, à qui donc profitoient le bas prix excessif de bonnes années, & les chertés excessives des mauvaises ; c'est la question que vous pourriez me

faire : je dois y répondre , & je vais le faire avec franchise.

Nº. III.

Exposition de l'ancien état du commerce des grains sous l'empire des Réglements ; que ce commerce étoit nécessairement entre les mains de vrais monopoleurs ; qu'il s'exerçoit deux especes de monopoles très profitables aux intéressés ; mais très préjudiciables aux producteurs & aux consommateurs.

Tout le système des Réglements peut se réduire à ce point capital, faire garnir les marchés. Je l'ai dit, Monsieur, & je le répète, ces mots sacramentels sont le Mont - joie St Denis, de l'armée Monopoliste,

» Défense absolue d'acheter & de
» vendre hors du marché : ordre aux
» fermiers de garnir les marchés ». Il n'en faut pas davantage pour néces-

litter le monopole des grains , & pour fonder l'opulence des *acheteurs* & des *vendeurs* de privilèges.

J'ai détaillé , Monsieur , cette vérité dans un Mémoire historique sur le monopole exercé dans le Royaume, depuis l'année 1770 jusqu'à la fin de 1774. Trouvez bon que je vous y renvoie , pour éviter des répétitions éternelles (1).

Dans l'ancien système , le commerce intérieur des grains ne pouvoit se faire en grand , de Province à Province , non plus que le commerce extérieur d'importation & d'exportation avec les pays étrangers , sans une permission , sans un privilège.

(1) Nouvelles Ephémérides Economiques 1775 , tome premier , & brochure séparée intitulée Lettres & Mémoires à un Magistrat du Parlement de Paris , sur l'arrêt du 13 Septembre 1774.

Un commerce en grand est absolument incompatible avec la police des marchés , avec les exactions & les formalités qu'entraînent les Réglements.

Vous en convenez vous-même ; car , c'est dans la vue d'arrêter ce commerce en grand , qui vous paroît *dangereux* , quand le bled se vend plus de 30 livres le septier , que vous proposez pour premier & principal article de législation , sur le commerce intérieur ». Le rétablissement de cette » police des marchés , toutes les fois » que le froment passeroit le prix de » 30 francs le septier , mesure de » Paris ».

Telle est , Monsieur , l'analyse exacte du Chapitre sixieme de votre troisieme Partie (pages 121 & suivantes).

» Tant que les bleds n'ont pas atteint le prix auquel ils peuvent s'é-

» lever sans grands inconvénients. Il
 » faut laisser la liberté la plus entière
 » d'acheter & de vendre , soit dans
 » les marchés , soit dans les greniers ,
 » soit qu'on veuille vendre sur le lieu
 » même.

» Mais , quand la denrée seroit par-
 » venue à un haut prix , je voudrois
 » prévenir les renchérissements qui
 » *dérivent de l'intervention inutile des*
 » *Marchands*. Je voudrois alors rap-
 » procher les propriétaires des con-
 » sommateurs , en ordonnant que ,
 » passé un tel prix , on ne pourroit
 » plus vendre hors des marchés
 » (page 122).

» D'un autre côté , les prétentions
 » exagérées des fermiers & des pro-
 » priétaires , feroient peut-être pré-
 » venues *par l'obligation de porter*
 » *les bleds aux marchés* (page 124).

» La distinction que je propose
 » me paroît sage. *L'intervention des*

„ *Marchands est inutile*, pour les opé-
 „ rations les plus ordinaires , qui sont
 „ la vente des bleds dans les lieux
 „ voisins , puisque les propriétaires
 „ & les fermiers peuvent envoyer
 „ eux-mêmes leurs bleds aux mar-
 „ chés : ainsi , *j'éloigne cette interven-*
 „ *tion* , quand les bleds sont à haut
 „ prix , puisqu'elle ne fait que ren-
 „ chérir la denrée ».

La police des marchés est donc ,
 selon vous-même , le moyen le plus
 certain d'éloigner le commerce : c'est
 une de ces vérités , que le Roi s'est
 donné la peine d'expliquer à son peu-
 ple , dans le préambule de l'Arrêt du
 13 Septembre dernier.

Ce principe de spéculation est con-
 firmé par la pratique de tous les en-
 trepreneurs, Vivriers, Etapiers, Com-
 missionnaires & Permissiionnaires quel-
 conques. Il n'en fut jamais un seul qui
 n'eût mis très clairement pour pre-

miere condition dans son marché »
 » qu'il pourroit acheter , sans forma-
 » lités & sans droits , dans les granges
 » & greniers ».

Et vous même , Monsieur , pour appuyer de plus en plus cette idée , vous supposez dans ce même Chapitre , le cas de nécessité , où il faudroit secourir une autre Province réduite à la disette , en achetant du bled , même dans celle où le septier seroit à 30 liv. ou au-delà.

» Je voudrois , dites-vous (page
 » 128) qu'on pût faire *en tout temps*
 » des achats hors des marchés , sans
 » aucune restriction de prix , pourvu
 » que les achats fussent destinés pour
 » une autre Province , & qu'on le fît
 » connoître ».

Cette vérité capitale étant une fois connue , cherchons , Monsieur , à découvrir les deux especes de monopoleurs qui s'engraissoient de la subs.

tance publique : je nommerai les uns *Permissionnaires*, & les autres *Commissionnaires* : ces deux mots sont commodes & faciles à retenir.

Voici tout le secret des *permissions*. Les Réglements empêchoient de transporter des bleds hors du Royaume, & même de les voirurer d'une Province dans une autre : aucun Marchand, aucun Fermier, aucun Propriétaire, ne pouvant les déplacer de l'arrondissement de son marché, auquel il étoit assujetti.

Cependant, il arrivoit toujours par la variété des saisons & des climats, que certaines Provinces étoient dans une très grande abondance, & d'autres dans une trop grande disette.

Il y avoit, Monsieur, de petits moyens *innocents*, d'augmenter encore l'abondance, ou du moins le bas prix dans les unes, & la disette, ou

du moins la cherté dans les autres ; il faut que je vous le dise.

Soit que les Vivriers de terre & de mer fussent ou non d'intelligence , ainsi que les Approvisionneurs des hôpitaux de la capitale & des grandes Villes ; on pouvoit exécuter , ou même feindre des *achats* dans les endroits disetteux , pour augmenter encore la cherté : exécuter ou feindre des ventes dans les endroits où étoit le bas prix.

La police des marchés est excellente pour cette petite manœuvre : Quatre hommes à vous se présentent dans une halle ; deux sont vendeurs & deux sont acheteurs. Combien le bled , *tant* : *Fermex le sac*. Voilà le prix haussé. Combien le bled , *tant* : Je n'en veux donner que tant ; *il est à vous* : voilà le *prix baissé*. Quelques petits bruits semés , quelques mots à demi lâchés , dans les places & dans

les cabarets secondent l'artifice ; & voilà d'une part le bas prix assuré dans un pays ; la cherté confirmée dans l'autre.

Bien entendu que nous avons en poche la bienheureuse permission d'acheter dans cette Province où est le bas prix , & de vendre dans celle où est la cherté.

Bien entendu que ces permissions nous ont été *données* (comme de telles permissions *se donnent*) par d'honnêtes gens , qui sont incapables d'en *donner* de semblables à *d'autres*.

Nous achetons *seuls* dans les granges & greniers : nous transportons avec *privilege* dans la Province *difetteuse* : nous faisons *un bon coup* : nos protecteurs & nos protectrices ne sont pas fâchés de nous avoir procuré cette petite fortune.

Telle est , Monsieur , l'histoire des *permissions*. Je puis y joindre un petit

Supplément. Il y avoit une maniere de commercer ces permissions là mêmes. L'invention étoit jolie , quoique fort simple : vous *obteniez* (comme cela *s'obtenoit*) une bonne permission en gros ; & vous revendiez en détail plusieurs petites permissions argent comptant , à tant par septier : vous n'aviez point d'embarras , point de risques à courir ; tout étoit clair dans une pareille affaire.

Ne pensez-vous pas , Monsieur , que c'est à ces *Marchands là* qu'il faudroit réserver tout ce que vous dites d'un peu trop dur aux propriétaires , aux cultivateurs , aux francs & honnêtes Négociants , qui achètent à leurs risques , périls & fortune , *en pleine concurrence* , pour revendre de même.

Vous avez observé dans votre seconde Partie , chap. 5 (page 223)
 • que de tout temps on a donné le
 „ nom

» nom de *monopoleur* à ceux qui abu-
 » soient de la *liberté* dans ce genre
 « de trafic. » Vous tachez de confir-
 mer cette opinion populaire.

Vous persiflez dans la page sui-
 vante les auteurs, nouveaux qui disent
 » que les monopoleurs sont ceux qui
 » abusoient du *défaut général de li-*
 » *berté*, pour se rendre *seuls acheteurs*
 » & *seuls vendeurs*, par un privilege
 » exclusif, ou par une permission
 » spéciale ».

Seuls vendeurs, seuls acheteurs,
 parcequ'aucun autre n'avoit la per-
 mission d'acheter dans les lieux sura-
 bondants, ni celle de transporter dans
 ceux où régnoit la disette.

C'est là, Monsieur, malgré vos
 reilleries; ce que signifie le mot grec
monopoleur : la chose existoit, &
 beaucoup trop, non par *l'abus*, comme
 vous le dites, mais au contraire par
 le *défaut de liberté*.

Si tout le monde avoit eu , par une loi comme aujourd'hui , permission d'acheter , où étoit le bas prix ; les producteurs auroient mieux vendu. Si tout le monde avoit eu permission de venir vendre , où étoit la cherté ; les consommateurs auroient eu meilleur marché : il n'y auroit eu *monopole* , ni sur l'achat , ni sur la vente.

C'est une chose étrange qu'on veuille obscurcir & défigurer dans notre langue ce mot de *monopoleur* ; & , en vérité , Monsieur , je ne comprends pas pourquoi vous vous attachez aussi à un pareil projet.

En France , la Ferme générale a le monopole du sel & du tabac. Les millionnaires de la manufacture de St Gotin , ont le monopole des glaces. Une autre Compagnie a le monopole des poudres & salpêtres ; c'est le mot & la chose.

Moyennant la défense générale , établie par *la police des marchés* , & par le reste des Réglements , les *Permissionnaires* avoient le monopole des bleds. Ils en profitoient comme tous les monopoleurs , pour acheter à *très bas prix* , vendre *très cher* , & faire promptement de grandes fortunes.

A quoi bon , s'il vous plaît , dissimuler cette vérité là. A quoi bon donner au mot monopoleur une signification , qu'il n'a point , & qu'il ne peut avoir ! A quoi bon équivoquer sur l'opinion populaire , afin d'induire le public en erreur ?

Le peuple regarde tout homme qui fait en grand le commerce des bleds , comme un *monopoleur* : c'est une *vieille habitude*. En ce sens , elle est fondée sur la raison.

C'est que depuis la mort du bon Henri IV , il n'y a point eu de *liberté* parfaite & permanente ; si ce n'est un

petit essai bien contrarié dans les détails, depuis 1754 jusqu'en 1768.

Dans ce défaut de *liberté générale*, le commerce en grand n'a jamais été fait que par des *Permissionnaires*, & *Monopoleurs*, car c'est la même chose, ou par des *Commissionnaires*, encore plus *monopoleurs*, comme il seroit facile de vous le prouver, si je ne l'avois déjà fait, sans réplique.

Le peuple François n'a donc vu pratiquer en grand le commerce des bleds que par *monopole*, pendant plus d'un siècle & demi : c'est pourquoi l'idée de *monopoleur*, & celle de *Marchand de bled*, se sont identifiées dans la tête : je le répète ; n'est-il pas singulier qu'on veuille obscurcir des idées si naturelles ?

Quant aux *Commissionnaires*, pour le compte du Roi, j'ai détaillé dans les *Nouvelles Ephémérides*, le caractère de leur monopole, plus dange-

reux encore que celui des simples *Permissionnaires*.

Voilà, Monsieur, où passoit une partie des sommes que perdoient alternativement les Villes & les Campagnes : le reste étoit en frais & faux frais, en pertes & gaspillages. Si la *liberté* a beaucoup d'*ennemis*, croyez, Monsieur, que les *Permissions* & les *Commissions* en sont la cause.

Mais la liberté n'a-t-elle pas des inconvénients : n'a-t-on point de dangers à craindre de sa part ?

Vous avez été bien affecté de ces questions : vous avez conçu de grandes allarmes ; il faut les calmer.

Tous vos raisonnements sur le commerce intérieur des bleds, se réduisent, Monsieur, quand on les examine de près, à une seule & unique supposition.

N°. IV.

Examen des doutes & des craintes de M. N *. Les propriétaires, les fermiers & les Marchands peuvent-ils faire le mal qu'il semble redouter pour le commerce intérieur ? Ses idées sur l'exportation sont-elles analogues aux autres ? Sont-elles certaines & indubitables ?*

Si l'on accorde *pleine liberté*, peut-être que les Propriétaires, les Fermiers, les Marchands ne voudront pas vendre quand les bleds seront *chers* : au contraire, ils voudront *acheter*, garder & transporter.

Tel est, Monsieur, l'épouvantail que vous présentez au peuple des Villes : on aura beau presser toute la troisième Partie de votre Ouvrage : on en exprimera pas d'autre substance.

Considérons d'abord que c'est là tout au plus un doute, une crainte.

Vous n'oseriez pas dire : „ Il est indubitable que tous les propriétaires, tous les fermiers, tous les petits blatiers, tous les gros négociants s'accorderont pour ne pas vendre de bled quand il sera cher „.

Vous êtes trop sensé pour articuler cette proposition comme une vérité de fait indubitable & démontrée.

Si je vous pressois beaucoup, je vous ferois avouer, que la majeure partie des propriétaires & des fermiers ont besoin de vendre leurs bleds pour avoir de l'argent.

Si je vous disois : „ le plus grand nombre de ces fermiers, ainsi que des grands & petits propriétaires, ne thésaurisent pas, & ceux mêmes qu'on appelle *riches*, n'ont communément qu'une épargne modique ou passagère „. Je ne ferois que vous copier mot à mot (*tom. 2. page 212*), en ce point comme en

beaucoup d'autres : vous connoissez le vrai , vous lui rendrez hommage avec franchise.

J'ajoute seulement que l'intérêt des propriétaires & des fermiers n'est jamais de *thésauriser* ; leur argent vaut bien mieux en avances foncières sur le sol , ou en avances mobilières de culture , que dans un coffre-fort.

Cependant , Monsieur , il faut payer les impôts & la dépense journalière ; il faut acquitter les pactes de la Ferme. De-là vient , comme vous le devinez fort bien , *le besoin de vendre*.

Quelques avarès spéculateurs pouvant *garder* jusqu'à l'extrémité , se déterminent à courrir les risques d'une conservation trop long-temps prolongée. C'est là , je crois , tout ce qu'on peut vous accorder de plus favorable.

Mais ce petit nombre d'hommes

cupides ne conserve pas de gros magasins qui coûtent trop de frais, & qui leur occasionneroient trop de risques.

Tôt ou tard ils vendent enfin ces avaticieux mêmes , & souvent ils vendent à perte pour eux , c'est-à dire à profit pour le consommateur.

Mais à la place de ces petits greniers resserrés, la liberté du commerce attire , en cas de cherté , premièrement , le commun des Marchands qui avoient acheté dans le pays même , au temps où les grains étoient à bon marché.

Vous conviendrez avec moi , Monsieur que le procédé le plus ordinaire des négociants est de vendre le plus tôt qu'ils peuvent , dès qu'ils trouvent un bénéfice assez bon.

La liberté du commerce appelle en second lieu *tous* les bleds des provinces intérieures du Royaume.

Quand on est certain qu'il n'y a

plus de prohibitions , plus de permissions particulieres , plus de formalités & d'exactions, plus de Commissionnaires pour le Roi qui vendent à perte exprès pour dérouter & ruiner les autres Marchands; on s'empresse de porter les grains des pays abondants à ceux qui sont dans le besoin.

En troisieme lieu , la liberté parfaite appelle même les grains & les farines des pays étrangers.

Vous remarquerez enfin , avec nous , que les causes de cherté sont moindres dans cet état de liberté , parce que le gros des cultivateurs & des propriétaires , enrichis par la bonne vente dans les années d'abondance , se sont servis de ce profit , non pour *thésauriser de l'argent mort* , ce qui seroit pour eux une folie , mais pour augmenter & améliorer la culture , ce qui est une grande sagesse.

Ce refus obstiné de vendre , même quand les grains sont chers , n'est donc qu'une crainte bien peu réfléchie. Communément parlant , les marchands du lieu , ceux des Provinces du Royaume , ceux qui tirent de l'étranger vendront à l'envi des Propriétaires , des Fermiers , des Seigneurs & des Décimateurs.

Ce n'est pas-là , Monsieur , une supposition ; c'est une vérité que la raison & l'expérience ne nous permettent guère de révoquer en doute.

Elle fait peur à la cupidité même des possesseurs du bled , qui seroient tentés de le garder. Le risque de perdre est trop grand & trop manifeste.

D'ailleurs , Monsieur , le Gouvernement n'a-t-il pas un moyen simple & facile d'encourager l'arrivée des bleds étrangers dans une Province où l'on ne voudroit pas vendre ; c'est d'accorder une bonne récompense à

ceux qui les apporteront ? Ce remède ne doit être employé que très rarement , parceque la maladie qui le rend nécessaire l'est beaucoup ; mais il est connu ; vous venez de le voir mettre en usage ; quoiqu'on en puisse dire , il a produit son effet. Peut-être même en a-t-il eu trop & beaucoup trop : vous m'entendez , sans que je m'explique davantage.

Mais en attendant que les secours arrivent des Provinces voisines , est-il impossible qu'il se fasse des spéculations folles ? Les auteurs perdront : la bonne heure. Ils seront obligés de vendre à plus bas prix , au lieu de vendre plus cher. Mais pendant quelques jours il y aura un renchérissement considérable ; le pauvre souffrira , le peuple prendra l'alarme : ne faut-il pas prévenir ce mal & y remédier ?

Il le faut , Monsieur , nous ne

cessons de le dire depuis dix ans ; le moyen est également simple , également connu , sans prohibition , sans contrainte , sans approvisionnement d'ordonnance qui enrichisse des commissionnaires.

Qui est ce qui souffriroit véritablement d'un petit renchérissement occasionné par de fausses mesures des gens avides , qui perdront au lieu de gagner ? Ce sont les pauvres , parcequ'en pareil cas , ils ne trouvent ni ouvrages , ni salaires proportionnés au prix du pain.

Les riches , les hommes occupés & payés aux prix des subsistances , ne perdent rien , puisqu'ils trouveront ensuite un meilleur marché proportionnel pour le moins au petit renchérissement passager.

Mais les pauvres qu'on n'occupera point , ou qu'on ne voudra pas payer assez pour qu'ils puissent vivre ? Eh

bien , Monsieur , il faut les faire travailler & les nourrir.

Le Roi n'a t il pas préparé & ordonné par-tout des ateliers & des travaux de charité pour ces cas là , quelques rares qu'ils puissent être ?

Je reviens encore à vous demander pourquoi vous ne faites aucune mention dans votre Ouvrage de ces deux précautions essentielles dans le cas de la liberté ? Nous n'avons cessé de les rappeler clairement depuis dix ans dans tous les nôtres , & nous avons eu la satisfaction de voir adopter par le Gouvernement.

M. Albert , aujourd'hui Lieutenant Général de Police de Paris , proposa les ateliers de charité sous le Ministère de M d Invaux ; ils viennent d'être multipliés sous les ordres de M. Turgot.

Un approvisionnement d'ordonnance , fait par commission pour le

compte du Roi , qui vend à perte ,
 foulage très peu les pauvres ; mais en
 récompense il fait du bien aux riches ,
 & même il en fait de nouveaux *riches* ;
 car les commissionnaires ne manquent
 jamais d'arranger leurs affaires.

En approvisionnant à perte , on peut
 diminuer un peu le bled pour tout
 consommateur , même pour les gens
 aisés & pour les plus opulents. Mais le
 pauvre qui n'a ni ouvrage , ni salaires ,
 n'en est pas plus avancé ; que le pain
 se vende trois sols & demi ou trois sols
 neuf deniers la livre , peu importe à un
 ménage qui chomme d'occupation ,
 & n'a nulle solde à recevoir.

Le Roi donne donc l'argent de son
 Peuple tiré du trésor royal , encore
 faut-il payer le droit de commis-
 sion , & le profit est pour les gens
 aisés , non pour les Pauvres.

Profit douteux ; car 1°. s'il y a de
 la fraude de la part des commission-

naïres, (& qui feroit assez hardi pour répondre qu'il n'y en aura pas ?) le Roi perdra, & les consommateurs ne gagneront point.

D'ailleurs sitôt qu'il y a des approvisionnements d'ordonnance, le commerce libre se retire, & la cherté en est d'autant plus grande.

Enfin, après l'approvisionnement d'ordonnance il ne reste rien.

Au contraire, par un atelier de charité, l'argent du Roi va tout droit aux pauvres, aux pauvres seuls, sans dangers qu'il soit détourné : le commerce, bien-loin d'être effrayé, est au contraire encouragé, dès que les pauvres même ont de quoi payer la denrée qu'on apportera. Enfin il reste l'ouvrage fait par les travailleurs, & cet ouvrage vaut leur salaire.

Puisqu'il est vrai que le Gouvernement actuel, en nous rendant la liberté, annonçoit & préparoit ces gratifications

gratifications aux importateurs des bleds étrangers dans la Capitale ou dans les Provinces , & ces ateliers de charité pour les pauvres , comme des ressources contre la cherté ; comment se fait - il qu'on n'en trouve pas le moindre mot dans un gros livre , où vous paroissez vouloir épuiser cette matiere ?

Par quel hasard passez vous cet article très important sous le plus profond silence , tout de même que le détail historique des soixante-quatre chertés survenues pendant l'empire des reglements , & pendant l'absence de la liberté , sans compter celles de 1771 , 1772 , 1773 & moitié de 1774 ?

L'année dernière ayant été mauvaise , & presque généralement fort mauvaise , celle - ci devenant problématique , on a regardé *comme cherté* le prix de 32 francs , qui cependant ,

comme vous l'avez vu , n'étoit que le *prix moyen* de tout le bled , l'un portant l'autre , pendant les regnes de Louis XIII , Louis XIV & Louis XV , jusqu'en 1745.

Mais on n'a pas eu pour ce renchérissement (quoiqu'infiniment *diminué par la liberté*) cette indifférence que vous semblez supposer au Gouvernement restaurateur de la *liberté* : on a pris des précautions , on a pris toutes celles qui peuvent s'accorder avec la *liberté*.

Qu'il me soit permis d'ajouter encore un mot sur un article qui me paroît toujours de grande importance , malgré les railleries de quelques beaux esprits , malgré le dédain & l'oubli presque général.

Le soin de perfectionner dans le Royaume la mouture & la boulangerie , fut pris en considération par M. Bertin , quand il établit la *liberté*. Le Gouvernement actuel suivra sans doute les mêmes traces.

Vous pouvez connoître, Monsieur, le bien qui résulteroit de la perfection de ces deux arts nourriciers. On perd dans plusieurs Provinces du Royaume à-peu-près un cinquieme de la farine & du pain qu'on pourroit tirer de ses blés.

Un fait certain , c'est qu'au moyen de sa mouture & de sa boulangerie, le sieur Bucquet vendoit à Paris , à la fin d'Avril & au commencement de Mai , de très beau pain blanc à douze sols & demi les quatre livres; qu'il débi-toit du bon pain de ménage de pur froment , composé de toutes farines , (en n'ôtant rien que quarante livres de son sur le septier de Paris, pesant deux cents quarante) & que le prix étoit de dix sols & demi les quatre livres.

Ce pain est celui des Gentilshommes, des Ecclésiastiques , des Bourgeois propriétaires & des plus riches

Cultivateurs , dans les trois quarts du Royaume.

Si la liberté hausse les prix pour le consommateur dans les années abondantes , pour diminuer ensuite la cherté dans les années stériles , c'est un grand adoucissement pour la partie du Peuple qui doit acheter son pain , que d'en diminuer encore la valeur par une meilleure maniere de moudre les grains , d'assortir les farines , & de les employer dans la boulangerie.

Enfin les droits de halles , de marchés , de minages , &c. formoient une charge sur le pain du pauvre Peuple ; vous avez eu la bonté de louer le zèle avec lequel je les avois attaqués ; vous n'avez point contesté mes calculs.

Le Gouvernement les détruit , & prend sur lui de dédommager les Seigneurs qui les tiennent à titre patrimonial.

Tous ces moyens de soulager le

Peuple & de diminuer le prix du pain qu'il achete , sont compatibles avec la liberté parfaite du Commerce.

Sont-ils ou ne sont-ils pas plus *efficaces* que les approvisionnements d'ordonnance ? Convenez , Monsieur , que ce problème valoit bien la peine d'être examiné ; j'ose vous en demander l'éclaircissement.

Mais faites - moi la grace de lire mon *Détail historique* sur ces mêmes approvisionnements , imprimé dès le mois de Janvier , dans le premier tome des *Nouvelles Ephémérides Economiques* (1).

Je vous proteste , Monsieur , que les faits , bien loin d'être exagérés , y sont au contraire fort adoucis. Il m'est revenu , qu'un des Auteurs de

(1) On le distribue séparément sous le titre de *Lettres & Mémoires* à un Magistrat du Parlement de Paris , sur l'Arrêt du 13 Septembre 1774.

ce gaspillage ; justement flétri par l'équité du Prince & par celle du public , a eu le front de s'en plaindre. S'il m'avoit été permis de tout dire... & si la Justice mais , patience.

Quoiqu'il en soit , Monsieur , voilà déjà deux questions fondamentales qui manquent à votre Ouvrage , & qui vous mettent dans la nécessité de le refaire.

Mais à la place de ces deux problèmes , dont vous n'avez pas dit un seul mot , vous employez un tiers de votre Ouvrage à disserter sur le grand épouvantail du peuple , *l'exportation des bleds hors du Royaume* , dont il n'est pas question dans la nouvelle Loi.

Trouvez bon que , sur cet article , je me conforme à la prudence du Gouvernement , qui diffère à s'expliquer sur cette matière.

Je ne vous dispenserai pas néanmoins , d'une obligation que vous avez contractée envers le Public , en joignant vos idées sur cette exportation , avec celles qui composent votre troisième partie. Vous devez nous instruire du moyen de les concilier ensemble.

Quand vous parlez de *l'exportation* , vous supposez que tous les Propriétaires , tous les Cultivateurs , tous les Marchands , voudront vendre leurs grains aux Etrangers , sans mesure ni discretion , même quand ils seront devenus rares & chers par conséquent.

Quand vous parlez du commerce intérieur , vous supposez que ces Propriétaires , ces Cultivateurs , ces Marchands , ne voudront plus rien vendre , dans le même cas.

J'en appelle à tout Lecteur de bonne foi : voilà , Monsieur , l'analyse de

votre seconde & de votre troisième partie.

J'avois oui dire , dès le mois de Septembre , à un de vos amis , que votre ouvrage contenoit des *difficultés insolubles*. Ce sont ces termes : je ne le croyois pas alors , je le crois aujourd'hui très fermement.

Les dangers de la liberté , quant au commerce intérieur , viennent de ce que les propriétaires de la denrée refusent toujours trop de vendre , pour augmenter leur empire sur le pauvre peuple.

Les dangers de la liberté , quant au commerce étranger , viennent de ce que les mêmes propriétaires veulent toujours trop vendre.

Ces deux suppositions réunies , forment certainement une difficulté que je n'entreprendrai pas de résoudre , à moins que vous ne commenciez par m'expliquer comment on peut

les concilier & les placer en même-temps dans sa tête , à côté l'une de l'autre.

Aux terreurs populaires , que vous avez cru devoir adopter & confirmer dans votre ouvrage , faute d'avoir examiné les deux problèmes , qui font précisément & uniquement l'état de la question , vous proposez d'appliquer , comme excellent remède , un nouveau système de législation , que je dois examiner en finissant. Je ne ferai pas long dans cette discussion.

Nº. V.

Nouveau système législatif , imaginé par M. N. , outre son inutilité démontrée , ce système n'est-il pas évidemment injuste ?

Je commence, Monsieur , par les remerciements qui vous sont dûs de la part des Economistes.

Votre ouvrage est au fonds une

excellente appologie des nôtres. La plupart de ceux qui l'ont tant *prôné*, seront peut-être, fort étonnés de cette découverte.

Vous convenez qu'il faudroit donner pleine liberté du commerce étranger , quand les bleds sont au-dessous de vingt francs le septier.

Vous convenez qu'il faut laisser là tous les réglemens du commerce intérieur , quand le froment ne passe pas trente francs.

Eh bien ! Monsieur , quand nous avons réclamé contre les prohibitions de tout commerce étranger , les bleds étoient à 15 liv. & au-dessous.

Quand nous avons insisté pour l'abolition des réglemens sur le commerce intérieur , ils n'étoient qu'à 24 ou 25 francs.

Vous convenez que toutes les Loix faites depuis Henri IV & Sulli , ne valoient rien ; vous en démontrez

à merveille toute l'absurdité : nous avions donc raison de les attaquer.

Quant à votre système , aucun de nous , il est vrai , n'avoit eu le talent de le deviner : nous ne pouvions le combattre avant de le connoître.

Je n'ai pas même dessein de le juger aujourd'hui. Si vous demandez pourquoi , je vous le dirai franchement : j'attends que vous soyez confirmé vous-même dans votre opinion.

Si l'examen des problèmes fondamentaux , que vous avez négligé d'approfondir , vous fait changer d'avis , nous n'aurons plus rien à vous dire. Si vous persistez , nous aurons une occasion nouvelle d'entrer en explication ; & c'est un honneur , dont je serai toujours très jaloux.

Je me borne donc à vous proposer encore une de ces idées simples , que nous répétons sans cesse , & qu'on fait toujours semblant de ne pas en-

rendre , parcequ'il est plus aisé de passer sous silence que de répondre.

Il faudroit au moins de *l'égalité* entre les conditions , qu'on impose aux producteurs de la campagne pour leurs grains , & celles qu'on prescrit aux consommateurs de la Ville , pour *leur argent*.

Si les gens de la Ville ont besoin de bled pour vivre , les gens de la Campagne ont besoin d'argent précisément pour être en état de faire naître le bled: Quand ils ne payent pas les fermes, les rentes , les impôts , les Ouvriers & les Marchands , ils sont poursuivis , saisis , empoisonnés , ruinés , eux & leur culture.

L'argent nécessaire aux cultivateurs est donc , si j'ose ainsi parler , *la nécessité de la nécessité*.

D'après cette proposition claire & très indubitable , nous proposons un cartel à cette foule de législateurs ,

qu'on trouve par-tout. Car chacun a , dans sa tête , une loi toute prête sur le commerce des grains.

Nous leur disons , faites votre loi sur les *grains* des producteurs de la campagne , en faveur de ceux qui les achètent.

Mais nous mettrons au revers une loi toute pareille sur l'argent des consommateurs de la Ville.

Si vous établissez qu'on ira prendre un état exact du grain qui se trouve dans les granges ; établissez qu'on prendra celui de l'argent qui se trouve dans les bourses & les coffres forts.

Si vous *forcez* les producteurs à venir *exposer* tour à-tour leurs grains dans les marchés , forcez les capitalistes à *exposer* leur argent.

S'il y a un droit de halle du trentième ou quarantième , ou de telle autre quotité , faites qu'on en prenne la moitié sur le grain , & la moitié

sur l'argent , qui seront *exposés*.

Si les grains , une fois entrés au marché , n'en peuvent plus sortir , que l'argent soit dans le même cas.

Si vous obligez , après la troisième exposition , le propriétaire du bled à le donner pour la somme d'argent qu'on en offre , obligez le propriétaire d'argent , à la troisième exposition , de donner son sac pour la quantité de grains qu'on veut lui donner.

Telle est , Monsieur , la conduite qu'il faut tenir pour n'avoir pas deux poids & deux mesures ; l'agriculture & l'industrie des autres arts , fussent-elles deux sœurs , comme vous le croyez : à plus forte raison , si l'une est la mère & l'autre la fille , comme nous en sommes persuadés.

Ce principe seul paroît condamner votre législation.

Quand les bleds sont rares & chers,

vous voulez qu'on force les propriétaires & les cultivateurs à venir les apporter aux consommateurs qui en ont besoin. Vous excluez tous les autres acheteurs , & vous admettez pour tempérer encore mieux l'empire des producteurs , quelques *honnêtes commissionnaires* pour le Roi.

Ce n'est pas là ce que je dispute en ce moment ; mais quand les bleds sont trop communs & à trop bas prix , alors c'est l'argent qui est trop rare & trop cher pour les producteurs de la campagne qui en ont besoin.

Vous devriez donc obliger , à leur tour, les gens de la ville à venir apporter leur argent aux producteurs de la campagne. Vous devriez donc écarter la concurrence des autres qui voudroient recevoir cet argent. Vous devriez donc établir quelque sorte de commission royale pour donner cet argent , à de bonnes conditions , aux producteurs des grains.

Je vois qu'au lieu de ces soins là ; vous leur dites tout bonnement , tâchez de vendre vos grains aux Etrangers , & tirez-vous d'affaire comme vous pourrez.

Voilà certainement les deux poids & les deux mesures : vous ne traitez pas également les deux sœurs. Quand vous les supposeriez sœurs jumelles , au moins l'agriculture seroit-elle l'aînée , & c'est elle que vous disgraciez. On voit même que vous avez regret au peu que vous faites pour elle.

Vous ne permettez pas d'exporter les bleds , mais seulement les farines ; vous le savez bien , on ne peut exporter que les plus belles & du meilleur bled , encore ce commerce est-il très dangereux , parceque les farines s'alterent très facilement , & ne peuvent plus se rétablir ; au lieu que le bled se transporte à pleins navires , se gâte beaucoup moins , se rétablit très bien

bien au moyen du crible & de l'é-
tuye.

Votre arrangement de farines est donc dans le fait la maniere de retirer d'une main ce que vous avez l'air de donner de l'autre. Les agriculteurs rêvent un peu plus creux que les gens de la ville , je vous en préviens ; ils ne seront pas dupes de vos subtilités soi-disant politiques.

Tenez , Monsieur , il n'y a qu'un mot qui serve , comme disent les bonnes gens ; *vous sacrifiez la mere à la fille* : voilà tout votre ouvrage.

Nous l'aimons beaucoup , nous autres *Economistes* , cette fille de l'agriculture , cette industrie du commerce , des manufactures & de tous les arts ; elle est très utile , très agréable ; nous ne cessons de le répéter : mais c'est par amour pour elle que nous chérissions principalement sa mere ; l'*agriculture* , qui jour-

nellement lui donné la naissance, & qui la nourrit sans cesse.

Cette fille là n'est *jamais sevrée* ; Monsieur ; elle a toujours besoin des mamelles de sa mere. C'est le sens profond de cet antique symbole de Cibelle mere des Dieux, & des Génies attachés à son sein.

Enfants, ne faites pas mourir d'inanition vos *nourrices* : voilà, Monsieur, toute la *science économique* ; & je crois un arrêt irrévocable de la saine raison contre tous les *systèmes de Colbert*, indignes d'un suffrage tel que le vôtre.





